



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

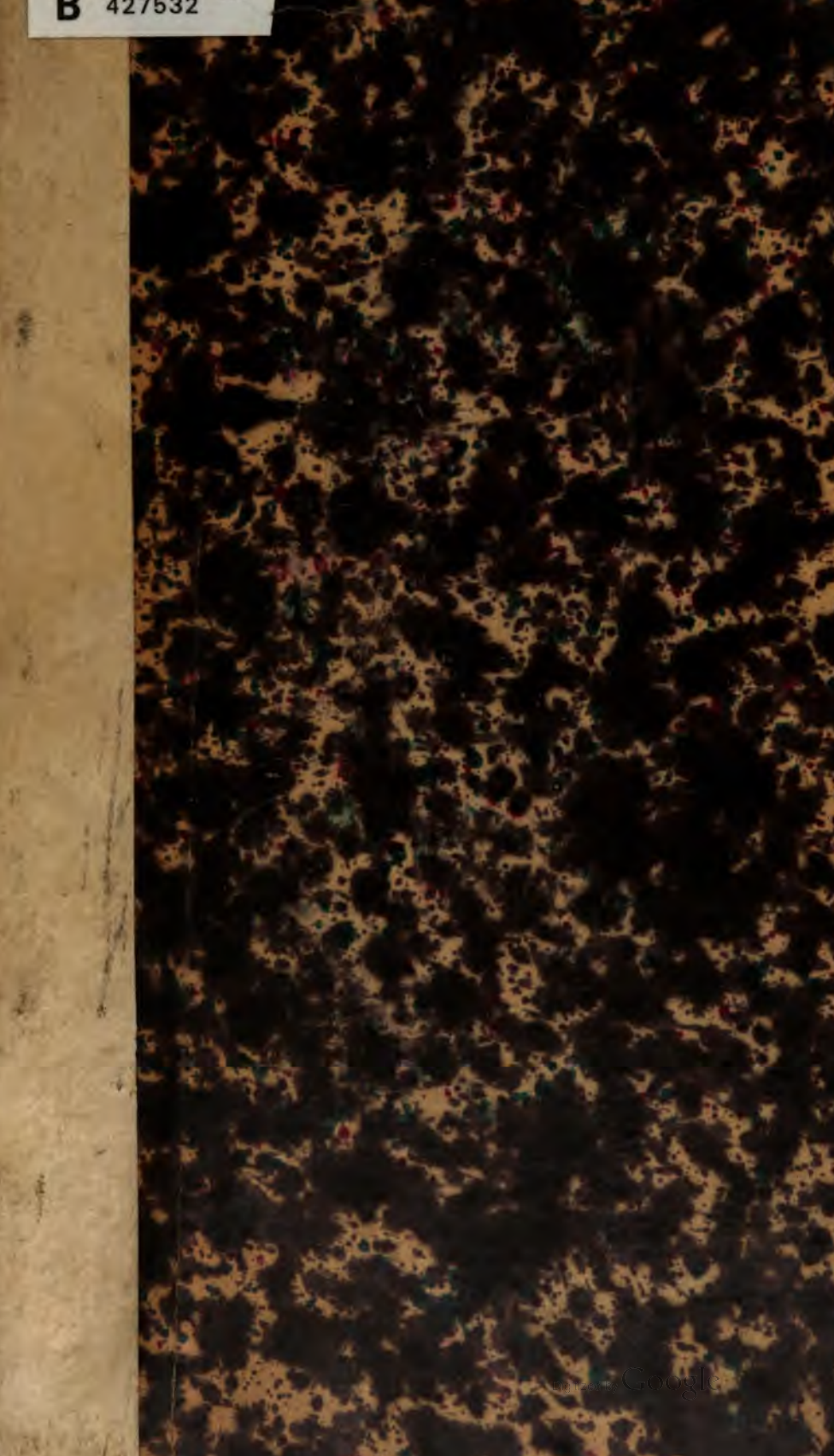
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

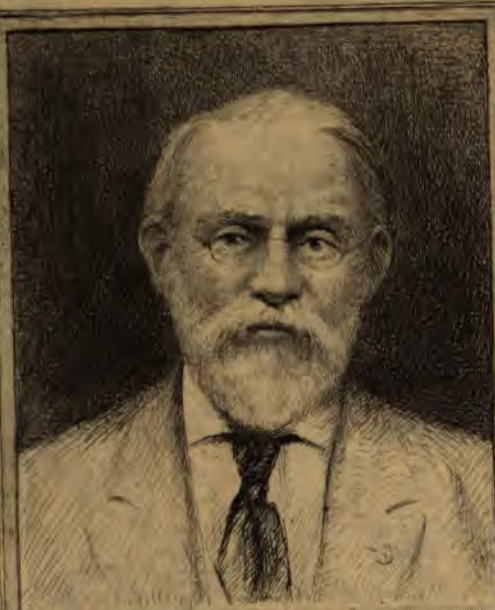
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

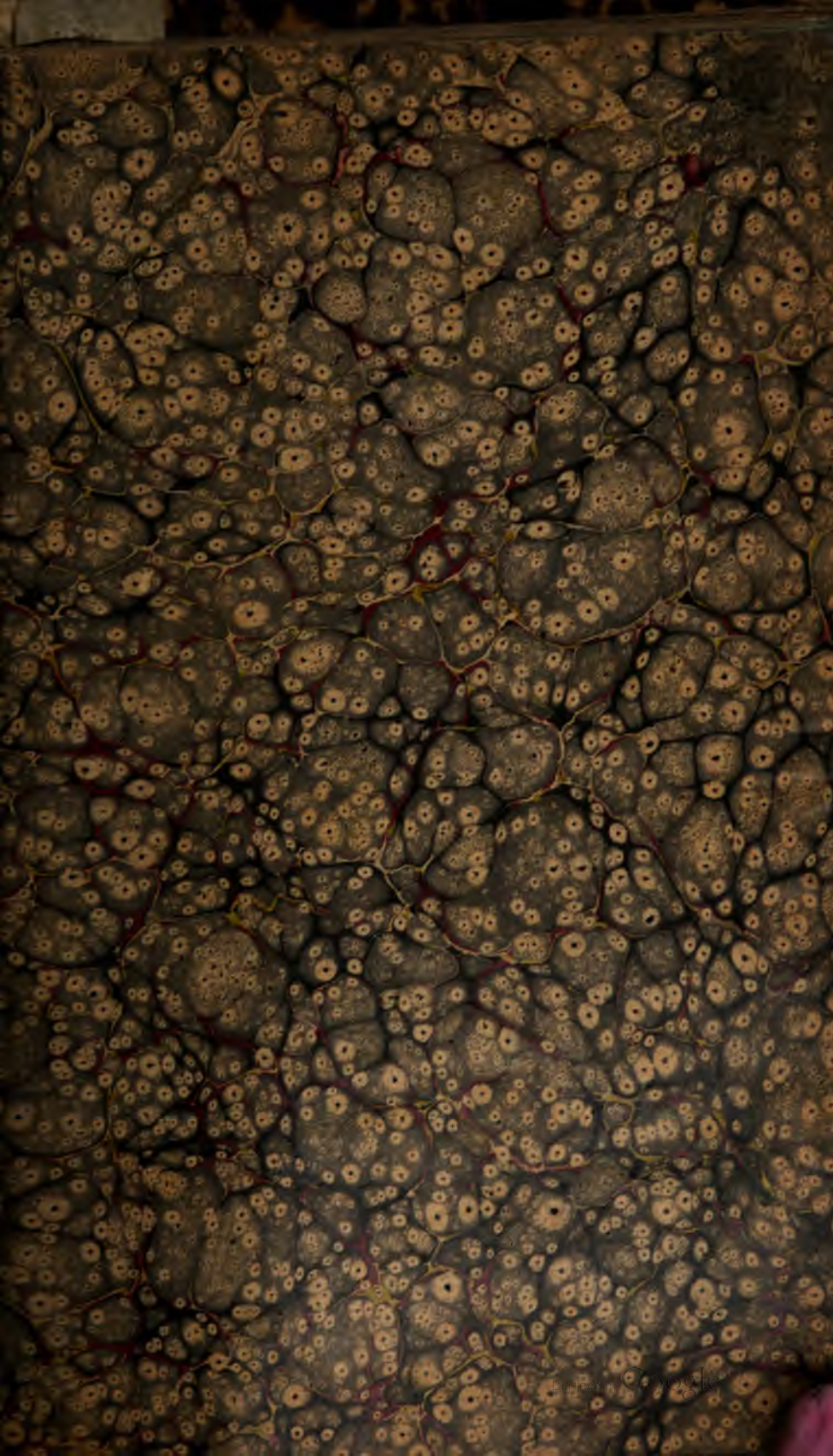
About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



T
2
.S66

Voir compte rendu dans Revue
des 5^{tes} savantes n° 4 18, 55-59.



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'INDUSTRIE

DE LA MAYENNE

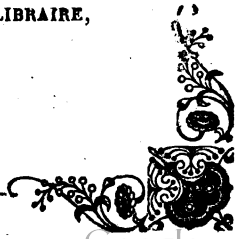
TOME III.

Travaux de la Section des Lettres,
Sciences et Arts,
pendant l'Année 1866.

LAVAL

TYPOGRAPHIE DE A. MARY-BEAUCHÈNE, LIBRAIRE,

1867.



**SOCIÉTÉ DE L'INDUSTRIE
DE LA MAYENNE.**

LAVAL. — IMP. MARY-BEAUCHÈNE.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'INDUSTRIE

DE LA MAYENNE

AGRICULTURE, MANUFACTURES, SCIENCES
ET ARTS.

TOME III.

**Travaux de la Section des Lettres,
Sciences et Arts,
pendant l'Année 1866.**

LAVAL

TYPOGRAPHIE DE A. MARY-BEAUCHÊNE, LIBRAIRE,

1867.

20

Dunning
high
7-12-24
16143

SOCIÉTÉ DE L'INDUSTRIE

DE LA MAYENNE.

SECTION

DES LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

RÈGLEMENT.

La Section des Lettres, Sciences et Arts de la Société de l'Industrie de la Mayenne,

Vu les articles 1 et 7 du règlement général du 24 octobre 1853, auquel il n'est en rien dérogé par les articles additionnels qui suivent :

Vu le procès-verbal de la réunion générale de la Société du 17 février 1854, qui a organisé la Société en diverses Sections,

A arrêté ainsi qu'il suit son Règlement particulier :

ART. 1^{er}.

Les travaux de la section des Lettres, Sciences et Arts commenceront, chaque année, le 15 octobre, et finiront le 15 août.

ART. 2.

Les séances auront lieu tous les quinze jours, le Lundi à 8 heures du soir, dans une des salles de l'Hôtel de la Caisse d'Épargne de Laval, salle que MM. les Administrateurs ont bien voulu mettre à la disposition de la Société.

ART. 3.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du règlement général, tout membre nouveau devra être présenté par trois Sociétaires.

Il sera statué sur l'admission, quinze jours après la présentation.

Le membre reçu sera invité à apporter à l'une des plus prochaines séances de la Société un travail écrit ou verbal, sur un sujet de son choix.

ART. 4.

Tout membre qui aura manqué à trois séances successives sans se faire excuser, pourra être considéré comme démissionnaire.

ART. 5.

Conformément au même article 5 du règlement général, les membres paieront une cotisation annuelle de 10 francs. M. le Bibliothécaire-archiviste sera chargé de recueillir, chaque année, ces cotisations, et de les verser aux mains du Trésorier général de la Société.

ART. 6.

La Section des Lettres, Sciences et Arts se réserve le droit d'appeler à elle toutes les personnes dont les talents et les lumières peuvent être utiles aux travaux de la Société.

Ces personnes ne seront pas soumises au paiement de la cotisation.

ART. 7.

La Section nommera chaque année, au moment de la reprise de ses travaux :

- 1 Président,
- 1 Vice-Président,
- 2 Secrétaires,
- 1 Bibliothécaire-archiviste,

qui formeront le bureau de la section. Ils seront nommés à la majorité des membres présents, et seront rééligibles, sauf le Président et le Vice-Président qui ne pourront conserver plus d'un an leurs fonctions ; mais, après un intervalle d'une année, ils pourront être réélus.

ART. 8.

La Section publiera chaque année un bulletin qui renfermera : 1° les procès-verbaux des séances ; 2° les mémoires et dissertations que le bureau jugera dignes d'y être insérés ; 3° enfin, des documents inédits intéressants pour l'histoire du pays.

Ce bulletin sera adressé à tous les membres de la Société, aux membres correspondants et aux

Sociétés savantes et littéraires, associées à la Société de l'Industrie de la Mayenne.

Fait et arrêté à Laval, le 22 Octobre 1866.

Le Président de la Société,

J. CHAMARET.

Le Président de la Section,

JULES LEFIZELIER.

Les membres du Bureau,

MM. MARCHAL, Vice-Président;

BRETONNIÈRE,

L. MAITRE,

} Secrétaires;

ED. BOULLEVRAÏE, bibliothécaire-Archiviste.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE L'INDUSTRIE
DE LA MAYENNE

Travaux de la Section des Lettres, Sciences & Arts

ANNÉE 1866.

1^{re} PARTIE.

Extraits des Procès-Verbaux de la Section.

§ I^{er}

SÉANCE DU JEUDI 14 NOVEMBRE 1865.

M. J. Lefizelier, secrétaire-général de la Société de l'Industrie de la Mayenne prend la parole et expose le but des réunions que l'on entreprend de fonder : Former à Laval, au centre du département, une Société d'hommes s'intéressant aux questions d'art, de littérature et de sciences ; discuter ces questions dans des assemblées périodiques ; recueillir et publier les documents épars qui intéressent l'histoire du pays, développer enfin le goût des études sérieuses, tel est le but en vue duquel cette réunion a été provoquée.

Il regrette l'absence de plusieurs personnes qu'il avait convoquées et qui n'ont pu assister à cette première séance.

Une discussion s'engage sur l'organisation de la Société nouvelle ; on fait remarquer qu'une autorisation préalable est nécessaire pour toutes les réunions périodiques comme celles que l'on entreprend de fonder.

M. Lefizelier fait observer que la création d'une Société nouvelle lui parait inutile, qu'une Société répondant au but que l'on

se propose, existe depuis longtemps à Laval, Société reconnue comme établissement d'utilité publique par décret impérial du 30 mars 1854 (1). C'est la *Société de l'Industrie de la Mayenne* ; elle n'est point exclusivement industrielle et agricole, comme son titre pourrait le faire croire ; elle a aussi pour mission de développer le goût des arts et des sciences et de rechercher tout ce qui touche à l'histoire et à l'archéologie locales, ainsi que le prouvent et son règlement et ses bulletins imprimés que M. Lefizelier fait passer sous les yeux de l'assemblée.

En 1854, cette Société, afin d'assurer sa stabilité, s'était divisée en plusieurs sections ayant chacune une désignation et un but particuliers (2). Ces sections étaient au nombre de six ; mais bientôt, après quelques séances, la plupart d'entre elles cessèrent de fonctionner. Seule la section d'archéologie et d'histoire continua ses travaux pendant plus d'une année.

Il suffirait donc, continue M. Lefizelier, de nous soumettre aux prescriptions du Règlement de cette Société de l'Industrie qui existe toujours, dont l'existence légale est reconnue et de faire revivre une ou plusieurs de ces sections créées en 1854.

Ainsi nous serons dispensés de toute formalité nouvelle. Nous profiterons des avantages de cette Société parfaitement organisée, ayant sa bibliothèque, ses archives, et en retour nous rendrons la vie à cette association qui sommeillait depuis trop longtemps et qui pendant quelques années a été si populaire dans le département, à la suite de ses brillantes Expositions de 1852 et 1857.

Cette idée est partagée par l'assemblée. Il est décidé qu'une demande dans ce sens sera adressée à M. le Président de la Société, qu'on prendra le nom de *Section des Lettres, Sciences et Arts de la Société de l'Industrie* et que tous les membres se soumettront au règlement général de cette Société en date du 24 octobre 1853.

(1) V. Bulletin de la Société de l'Industrie. t. 2. p. 258.

(2) V. Bulletin de la Société. t. 2. p. 161 et S...

La question de la cotisation est agitée. Il est reconnu que la cotisation annuelle ne peut être inférieure à 10 fr., somme fixée par le Règlement général.

La réunion déclare unanimement que les questions politiques et religieuses ne pourront jamais être traitées, ces questions toujours brûlantes compromettraient l'existence de la Société naissante et donnent trop souvent lieu à des discussions qu'il faut éviter.

L'on convient que les séances auront lieu tous les quinze jours, le mercredi soir à 8 heures. Chaque séance sera présidée par un membre élu pour trois mois seulement; tous les membres seront appelés successivement à remplir les fonctions de Président. Provisoirement la Présidence est confiée à M. J. Lefizelier et M. Louis Bretonnière le plus jeune des membres présents est nommé secrétaire.

L'assemblée fixe au mercredi 20 décembre sa prochaine réunion.

Le Secrétaire, L. BRETONNIÈRE.

§ II.

SÉANCE DU MERCREDI 20 DÉCEMBRE 1865.

M. le Président ouvre la séance en faisant un compte-rendu succinct de celle du 14 décembre 1865, afin de soumettre à l'approbation des membres nouveaux les questions que l'on y a agitées et les décisions que l'on y a prises. En terminant, Monsieur le Président offre au nom de l'assemblée de sincères remerciements à Monsieur Chamaret pour l'appui bienveillant qu'il veut bien accorder à la Société nouvelle.

Monsieur Chamaret prend ensuite la parole.

Il est heureux, dit-il, de voir notre ville s'engager dans la voie du progrès; Laval ne doit pas seulement s'occuper du commerce

et de l'industrie qui font sa prospérité, elle doit s'appliquer aussi aux choses de l'art qui seules peuvent élever le niveau des intelligences dans un pays.

Ses sympathies les plus vives sont acquises d'avance à toute tentative faite dans le but d'obtenir ce résultat vraiment grand, vraiment utile. Personnellement, il n'a rien négligé pour amener la ville de Laval à suivre le mouvement industriel qui caractérise notre époque, et maintenant il se fera un devoir de seconder, de toutes ses forces, l'impulsion que va lui donner la Société nouvelle dans la voie civilisatrice de l'art, des sciences et des lettres.

Monsieur Chamaret fait ensuite, en quelques mots, l'histoire de la Société de l'Industrie et montre quel était son but et quels ont été ses travaux. Chaque année, dit-il, cette Société publiait un Bulletin qu'elle échangeait contre ceux des Sociétés étrangères : une somme spéciale était affectée à cet usage. Après la 2^e exposition, la Société ne publia point de Bulletin, et les fonds qu'elle devait consacrer à cette publication restèrent inemployés. Placés depuis cette époque, ils se sont augmentés des intérêts qu'ils ont produits, et M. Chamaret termine en disant, qu'une fois les anciens comptes de l'Industrie complètement apurés, il pourra mettre des fonds à la disposition de la nouvelle Section des Lettres, Sciences et Arts, pour son organisation matérielle et la publication de ses travaux.

Après cette bienveillante allocution, Monsieur Chamaret reçoit les félicitations de l'assemblée, et sur l'invitation de Monsieur le Président, Monsieur Bretonnière donne lecture du procès-verbal de la séance du 14 décembre 1865, qui est adopté.

Monsieur le Président propose ensuite de délibérer sur la nécessité de donner un règlement à la Société ; mais l'assemblée jugeant à l'unanimité que, d'une part, les points généraux étaient réglés par les statuts de la Société de l'Industrie (1), et que d'autre d'autre part, ceux qui eussent pu nécessiter quelque article spécial

(1) V. le Règlement de la Société de l'Industrie. t. 2. p. 151.

se trouvaient mentionnés d'une façon suffisamment explicite au dernier procès-verbal, on passe à l'ordre du jour.

L'assemblée s'occupe ensuite de la question de local. Plusieurs membres émettent leurs avis et proposent divers lieux de réunion. Enfin, sur la proposition de Monsieur Gustave Boisseau, l'on convient de faire près de MM. les Directeurs de la Caisse d'Épargne de Laval, et notamment auprès de M. Le Clerc d'Osmonville, leur Président, une démarche afin d'obtenir qu'ils veuillent bien autoriser la Société à se réunir dans l'une des salles actuellement inoccupées de la Caisse d'Épargne.

M. Lefizelier rend compte à la réunion de la récente excursion à Jublains avec M. Léon Maître. Il appelle l'attention sur les fouilles si intéressantes faites depuis peu par la Société Archéologique de Mayenne sur le sol qui recouvre l'ancienne ville et par M. H. Barbe, qui a mis à découvert une partie du Théâtre. Il présente des coupes de terrain qu'il a relevées et qui indiquent deux destructions successives de la ville Gallo-Romaine. Il montre de curieux échantillons d'enduits, de marbres de diverses couleurs, de vases, etc. L'assemblée écoute avec intérêt cette communication et se propose de faire une excursion archéologique à Jublains, lorsque les beaux jours seront venus.

M. le Président fait enfin observer qu'il est indispensable, si l'on veut que la Société vive, que chaque séance soit remplie par des discussions sérieuses sur un objet indiqué à l'avance, ou par la lecture de travaux écrits ; qu'en un mot l'ordre du jour soit assuré. En conséquence, il est arrêté ce qui suit :

Chaque membre devra se préparer à traiter un sujet qu'il choisira selon ses aptitudes, et dont il indiquera le titre à M. le secrétaire.

Les titres seront consignés au procès-verbal,

La prochaine séance est fixée au mercredi, 3 janvier 1866 ; il est convenu que désormais les membres recevront des lettres de convocation.

Le Secrétaire. L. BRETONNIÈRE.



Par suite d'un deuil de M. J. Lefizelier (1), la réunion fixée au mercredi 3 janvier, a dû être reportée au samedi 3 février 1866.

§ III.

SÉANCE DU SAMEDI 3 FÉVRIER 1866.

PRÉSIDENCE DE M. JULES LEFIZELIER.

M. le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 20 décembre 1865. Le procès-verbal est adopté.

M. le Président prend ensuite la parole pour communiquer à l'assemblée diverses publications remises par les Sociétés savantes étrangères. La Société d'Abbeville, entr'autres, ayant envoyé son Bulletin annuel dans lequel se trouvent consignées les intéressantes découvertes de M. Boucher de Perthes, au sujet de l'homme antédiluvien, M. le Président pense qu'il serait à propos qu'un membre voulût bien se charger d'examiner l'ouvrage et d'en faire le compte-rendu.

M. Ch. Blondeau, professeur de physique au Lycée, consent à se charger de ce rapport.

M. le Président offre à M. Léon Maître les remerciements de la Société, pour l'hommage qu'il a bien voulu faire du volume dernièrement publié par lui : *Des Ecoles épiscopales et monastiques, de l'Occident, de Charlemagne à Philippe-Auguste* (1 vol. in-8°, Dumoulin). Il donne un aperçu général de cet ouvrage, en extrait des passages sur lesquels il émet quelques réflexions, et termine en se réservant d'en faire, par la suite, un compte-rendu plus développé.

Ces diverses communications étant terminées, la parole est donnée à M. Henri de la Broise.

(1) Le décès de l'honorable M. Lefizelier père, vice-président de la Société de l'Industrie, mort subitement à Laval, le 1^{er} janvier 1866.

Après un rapide exposé sur la céramique en général, M. de la Broise s'arrête, ainsi qu'il l'avait promis, sur *Bernard Palissy* et sur son œuvre. Son discours, divisé avec une clarté parfaite, ses descriptions nettes et frappantes, suppléant pour ainsi dire au défaut de types, intéressent vivement l'assemblée et lui valent les suffrages les plus unanimes.

M. Léon Maître donne ensuite lecture d'un mémoire fort curieux sur la *Découverte de l'imprimerie*. Ce travail, écrit avec une élégante simplicité, clôt la séance, et l'on convient de fixer la prochaine réunion au samedi, 17 février 1866.

Le Secrétaire, L. BRETONNIÈRE.

§ IV.

SÉANCE DU SAMEDI 17 FÉVRIER 1866.

M. Jules Lefizelier, étant absent, la présidence est confiée à Monsieur Chamaret.

M. Chamaret témoigne d'abord à l'assemblée le regret qu'éprouve M. Lefizelier de ne pouvoir assister à cette séance, et exprime le vœu de voir, en prévision de nouvelles absences, son intérim rempli par un vice-président. Il pense qu'il serait, également utile d'élire un secrétaire-adjoint, pour le cas où M. Bretonnière serait, de son côté, dans l'impossibilité d'assister à quelques séances. Cette proposition est adoptée à l'unanimité, et l'élection des deux nouveaux titulaires est fixée à la prochaine réunion.

M. le Secrétaire fait ensuite observer à l'assemblée qu'il serait aussi fort utile de déterminer d'une manière irrévocable le jour des séances. Les mardis, mercredis et vendredis étant pris par les conférences publiques et le samedi mettant plusieurs membres dans l'impossibilité d'assister aux réunions, l'on arrête définitivement que les séances auront lieu le lundi de chaque quinzaine.

Cette décision prise, M. le Secrétaire donne lecture du procès-

verbal de la séance du 3 février 1866. — Le procès-verbal est adopté :

M. le Président invite ensuite M. Marchal à traiter ainsi qu'il l'avait promis, la question pour laquelle il s'est fait inscrire : *De la Limitation du taux de l'intérêt de l'argent.* »

Le discours de M. Marchal, tendant à prouver la nécessité de la suppression du taux légal de l'intérêt et des lois contre l'usure, réussit, malgré la sécheresse du sujet, à intéresser l'auditoire au plus haut degré.

Diverses observations sont ensuite présentées à l'orateur par MM. Lair, E. de la Broise et Chamaret, et donnent lieu à une discussion sur cette question pleine d'actualité.

Enfin, M. Lair donne lecture d'un remarquable travail sur le *Faust de Goethe*, que nous regrettons de ne pouvoir analyser ici, et l'assemblée se sépare en fixant au lundi 5 mars, sa prochaine séance,

Le Secrétaire, L. BRETONNIÈRE.

§ V.

SÉANCE DU LUNDI 5 MARS 1866.

PRÉSIDENCE DE M. JULES LEFIZELIER.

M. le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 17 Février 1866.

Le procès-verbal est adopté.

M. Léon Maitre prend alors la parole pour présenter quelques observations.

Le procès-verbal ne devrait pas, selon lui, se borner à mentionner d'une façon sommaire les travaux qui se font à chaque séance, il devrait en reproduire le compte-rendu détaillé.

M. Lair, tout en partageant l'opinion émise par M. Maitre y met

cependant une restriction. Comme lui, il trouve utile de faire au procès-verbal le compte-rendu des travaux de chaque séance, mais, cela ne peut, à son avis, s'appliquer qu'aux discussions verbales : quant aux travaux écrits, il lui semble tout à fait impossible d'en faire l'analyse à une première audition, et d'ailleurs l'analyse n'en pourrait donner qu'une idée trop incomplète. Il serait préférable que les auteurs de ces travaux les déposassent aux Archives de la Société ; ils y resteraient à la disposition des membres qui désireraient en prendre connaissance.

L'assemblée adopte à l'unanimité la proposition de M. Lair.

M. Pont prend ensuite la parole.

La question financière traitée par M. Marchal dans la dernière séance, au point de vue de la suppression de la limitation du taux légal de l'intérêt, doit-elle être considérée comme complètement vidée ? L'orateur ne le croit pas ; il pense au contraire qu'il serait fort utile de la remettre une seconde fois sur le tapis, de placer en présence des théories précédemment émises, des théories opposées, et d'éprouver par la discussion, la valeur des arguments émis en faveur de la suppression du taux de l'intérêt. Cela ne pourrait d'ailleurs qu'éclairer davantage l'assemblée sur un point si grave, et l'aider à asseoir son opinion sur des bases plus fermes.

Notre Société, ajoute en terminant, M. Pont, ne doit pas se contenter d'effleurer les questions : elle doit chercher à leur donner une solution après les avoir préalablement approfondies et examinées sous toutes leurs formes. C'est en procédant ainsi, qu'elle parviendra à donner à ses travaux un résultat vraiment utile, et qu'elle remplira le but qu'elle se propose.

L'assemblée acceptant ces conclusions décide que la question du taux de l'intérêt sera de nouveau traitée dans l'une des prochaines séances.

M. Pont s'inscrit pour prendre la parole sur cette question.

M. le Président donne ensuite communication à l'assemblée de lettres adressées à différentes époques à la Société de l'Industrie de la Mayenne, par M. le ministre de l'Instruction publique et des cultes.

Pour encourager les travaux, et donner plus d'impulsion aux

recherches des archéologues, M. le Ministre a pris l'arrêté suivant à la date du 11 août 1865 :

« Art. I. Un prix de 1,600 fr. sera décerné en 1867, pour le concours de 1866, à la Société savante des Départements qui aura présenté le meilleur travail d'archéologie nationale, soit manuscrit, soit imprimé.

« Les répertoires archéologiques de département ou d'arrondissement, rédigés conformément aux instructions du Comité, seront admis au concours.

« Art. II. Les manuscrits ou volumes devront être déposés au ministère de l'Instruction publique avant le 31 décembre 1867, terme de rigueur.

« Sont exclus du concours les travaux publiés antérieurement au 1^{er} juillet 1865. »

Pour répondre au vœu de M. le ministre, M. le Président propose à l'assemblée d'entreprendre la rédaction de ce répertoire archéologique pour le département de la Mayenne.

Cette proposition ayant été acceptée à l'unanimité, l'on nomme une commission spéciale chargée de s'occuper de ce travail.

La commission se compose de MM. Lefizelier, Maître, Pont, H. de la Broise, Guays-Destouches et Antonin Prévost.

Pour faciliter les travaux de la commission, M. Léon Maître pense qu'il serait utile, ainsi que l'a fait autrefois la Section d'Archéologie et d'Histoire, de faire imprimer des questionnaires que l'on adresserait aux maires, aux curés et aux instituteurs de chaque commune afin de recueillir le plus grand nombre de documents possible.

M. le Président entretient ensuite l'assemblée d'un autre projet de M. le ministre de l'Instruction publique. Son Excellence fait encore une fois appel au zèle des Sociétés savantes de la province, pour la publication d'un Dictionnaire topographique comprenant les noms de toutes les villes, communes, cantons, hameaux, fermes de chaque département.

Ce travail serait sans doute encore heureusement accompli par la Société, mais il ne pourra y être procédé que lorsque le répertoire archéologique sera entièrement terminé.

Ces diverses communications finies, M. le docteur Servinière prend la parole.

Il pense que l'étude du vieux langage et des chants populaires de la Mayenne, pourrait également offrir à la Société l'occasion de faire un travail utile et intéressant. Il s'agirait de recueillir les idiotismes, les tournures de phrase particulières à notre département, etc. Chacun des membres pourrait rassembler de son côté les matériaux propres à former l'ouvrage; et l'on parviendrait ainsi à exécuter une sorte de répertoire d'archéologie littéraire qui ne manquerait pas de fournir les plus curieux renseignements sur la lexicologie et l'histoire locale. L'assemblée adopte ce projet.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Margerie prend la parole et, sur la demande de plusieurs membres il expose la théorie du *télégraphe électrique*.

Les applaudissements les mieux mérités témoignent à M. Margerie du vif intérêt avec lequel l'assemblée a écouté ses démonstrations.

Beaucoup de membres n'ayant pu assister à cette séance, l'élection du vice-président et des secrétaires est remise au lundi 19 mars jour fixé pour la prochaine réunion.

Le Secrétaire, L. BRETONNIÈRE.

§ VI.

SÉANCE DU 20 MARS 1866.

PRÉSIDENCE DE M. JULES LEFIZÉLIER.

M. le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 5 Mars 1866.

Le procès-verbal est adopté.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Ch. Blondeau prend

ensuite la parole et fait rapport du mémoire de la Société d'Abbeville au sujet des *découvertes de M. Boucher de Perthes*, M. Blondeau fait un rapide exposé de la manière dont s'est formé le globe. C'est seulement, dit-il, dans les terrains dits *quaternaires* ou d'*alluvion* que quelques savants et à leur tête, M. Boucher de Perthes ont cru retrouver l'homme à l'état fossile.

Ces terrains sont formés de dépôts irréguliers dus sans doute à d'immenses courants, à de grandes inondations subites et passagères, et ailleurs aux transports lents et incessants opérés par les eaux courantes. Les matières transportées sont des graviers, des sables, du limon ; souvent même les eaux ont entraîné avec elles des cailloux roulés et des fragments de roches nommés : blocs erratiques. Les fossiles abondent dans ces terrains ; on distingue surtout ceux des mastodontes, des *dinotherium*, des rhinocéros, des éléphants, etc. En 1836, M. Boucher de Perthes, crut trouver dans une carrière à Moulin-Guignon, parmi des haches de silex taillées par la main de l'homme, une mâchoire humaine, dont la découverte causa la plus vive émotion dans le monde savant et donna lieu à des discussions encore interminées aujourd'hui.

Tous les géologues, s'empressèrent, à l'exemple de M. Boucher de Perthes, de se mettre en quête de l'homme fossile, et le nombre de haches de silex qu'ils trouvèrent devint incalculable. Ces découvertes étaient reçues avec le plus grand sérieux, et M. de Quatrefages, lui-même, dans un rapport qu'il publia au sujet de la mâchoire trouvée à Moulin-Guignon, sembla pencher en faveur des opinions de M. Boucher de Perthes.

Mais bientôt des géologues anglais vinrent par un examen plus approfondi refroidir l'enthousiasme causé par la découverte de l'homme fossile : ils examinèrent les terrains où la mâchoire avait été trouvée, soumièrent les os à l'analyse chimique, remarquèrent que la mâchoire renfermait des grains de sable qui ne pouvaient en aucune manière appartenir aux terrains dans lesquels elle avait été découverte et leur conclusion fut que la mâchoire n'avait pu appartenir à un être antédiluvien mais bien à un homme vivant à une époque beaucoup plus récente.

Enfin, M. Elie de Beaumont, ayant étudié les terrains d'Abbe-

ville et de Moulin-Quignon déclara que ces terrains n'étaient pas des terrains quaternaires, mais bien des terrains de *rapport* dans lesquels l'existence des haches de silex et de la mâchoire humaine s'expliquait le plus naturellement du monde.

En terminant son intéressant rapport, M. Blondeau donne lecture à l'assemblée d'un article fort spirituellement écrit, dans lequel il raconte la découverte d'une Société scientifique de province dont jadis il a fait partie, et qui, à l'exemple du célèbre géologue d'Abbeville, avait cru, elle aussi, trouver dans le sol qu'elle foulait, l'homme fossile, tant rêvé des savants ! Mais, cette fois encore, cet idéal introuvable se dissipa devant un examen sérieux et approfondi, et les académiciens de X... se virent enlever, avec leurs plus chères illusions, cette immortalité qu'ils étaient en droit d'attendre de leur mémorable découverte !

M. le docteur Servinière présente alors quelques observations en réponse à M. Blondeau. Si la découverte de M. Boucher de Perthes a donné lieu aux sarcasmes de certains géologues, il faut dire aussi que des sommités scientifiques, en France et en Angleterre, se sont rangées du côté de M. de Perthes. D'ailleurs, M. le docteur Servinière, peu préparé en ce moment, ne prétend pas relever en tous points les critiques de M. Blondeau, mais il se propose de reprendre ce sujet à une autre séance.

M. le Président donne ensuite lecture à l'assemblée d'un travail intéressant, sur les *Chants populaires de la Mayenne*. Nous nous bornerons à constater le plaisir qu'à causé la lecture de ce travail, sans en donner l'analyse, M. le Président ayant bien voulu le déposer aux archives de la Société.

Il est ensuite procédé, au scrutin secret, à la nomination, pour l'année 1866, d'un Président, d'un Vice-Président, de deux Secrétaires, et d'un Bibliothécaire-archiviste. Le scrutin dépouillé donne les résultats suivants :

MM. JULES LEFIZELIER, Président ;

MARCHAL, Vice-Président ;

BRETONNIÈRE

L. MAITRE } Secrétaires ;

BOULEVRAÏE, Bibliothécaire-Archiviste.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Le Secrétaire, L. BRETONNIÈRE.

§ VIII.

SÉANCE DU 30 AVRIL 1866.

Après la lecture du procès-verbal de la dernière séance, M. Marchal rend compte des discussions qui ont eu lieu à Paris au *Congrès des Sociétés savantes*, auquel il a assisté comme représentant de la Société, et des observations qu'il y a présentées. Il s'est borné à exposer devant le Congrès les moyens qu'il croyait propres à améliorer l'état de l'agriculture en France, sans toucher aux questions du libre échange et du régime protecteur.

M. Servinière prend ensuite la parole pour compléter les renseignements fournis à la société par M. Blondeau sur la découverte de la mâchoire humaine faite à Moulin-Quignon. Les archéologues anglais avaient conçu des doutes sur la bonne foi des ouvriers qui avaient trouvé des haches de silex en si grande quantité. Afin de mettre un terme aux incertitudes, une conférence de zoologistes anglais et français se réunit à Paris, mais les expériences auxquelles on se livra n'ayant pas rallié tous les esprits à une même opinion on se rendit sur les lieux. Là on put constater, après quelques heures de recherches qu'il existait bien des haches de silex dans des terrains où la fraude n'avait certainement pas pénétré ; on remarqua même que la couche supérieure au gisement des haches renfermait un sable parfaitement identique à celui qui se trouvait dans le canal dentaire de la mâchoire. Les incrédules ne se tinrent pas pour battus et soulevèrent la question de savoir si les terrains étaient ou non diluviens ; un éminent géologue passa même dans leur camp, et les savants se séparèrent sans avoir pu poser unanimement une affirmation. Quoi qu'il en soit, M. Servinière croit que la vérité est plutôt du côté de ceux qui regardent les haches de silex et la mâchoire comme antédiluvienne. M. Blondeau répond qu'il est plus prudent de ne tirer aucune conclusion de cette découverte avant qu'on ait trouvé des débris de corps humain plus considérables.

M. le Vice-Président propose comme une mesure opportune de nommer une commission pour préparer un *projet de règlement* ;

l'assemblée adopte cette idée et en confie l'exécution aux membres du bureau.

M. le docteur Doisneau a pris ensuite la parole et a fait connaître dans un exposé sommaire et précis, en quoi consiste l'*homéopathie*. Cette méthode thérapeutique repose suivant lui sur un principe illogique puisqu'elle attribue à tous les médicaments les effets particuliers produits par le quinquina sur un homme sain, et que les remèdes qu'elle emploie ont subi tant de dilutions préparatoires qu'il faut invoquer le secours de l'imagination pour en ressentir les effets. Malgré de nombreux échecs elle persiste encore à réclamer le patronage du gouvernement ; il est vrai qu'elle a eu pour elle, dans ses derniers temps, certaines statistiques recueillies dans les hôpitaux, mais que ne fait-on pas dire aux statistiques ! M. Servinière semble croire que M. Doisneau a été un peu sévère dans ses appréciations, et il s'empresse d'ajouter que l'homéopathie n'a pas été complètement inutile à la science : ainsi par ses nombreuses expérimentations elle a révélé les propriétés médicales de quelques substances inconnues avant elle.

Le Secrétaire, LÉON MAITRE.

§ IX.

SÉANCE DU 14 MAI 1866.

M. le Président donne communication des réclamations qu'il a adressées à M. Ferdinand Denis, bibliothécaire à Paris pour protester contre un article où ce savant s'écartant de la tradition reçue jusqu'ici, assigne au voyageur *François Pyrard* une origine flamande. Les renseignements explicites qui se trouvent à la fin des voyages de F. Pyrard semblent condamner ceux qui veulent ravir cette célébrité à la ville de Laval et à la France. M. Ferd. Denis s'est empressé de répondre que son assertion était fondée sur les dires d'un écrivain Belge, en apparence bien informé, mais que

pour dissiper toute incertitude il s'efforcerait de trouver quelque indication nouvelle (1).

Le reste de la soirée a été consacré à une excursion aussi variée qu'attrayante à travers le moyen-âge. M. H. de la Broise, après un aperçu rapide sur les différents caractères qui distinguent les siècles du moyen âge, au point de vue artistique, nous a conduit dans les logis des XIV^e, XV^e et XVI^e siècles, et nous a décrit les principaux meubles et ustensiles dont se servaient nos ancêtres. Nous lui devons mille remerciements pour sa gracieuse obligeance ; le bagage d'estampes, d'objets précieux et de manuscrits dont il s'était muni et qu'il a fait passer sous nos yeux, a heureusement contribué à l'intérêt de cette séance.

L'assemblée s'est séparée à 10 heures.

Le Secrétaire. L. MAITRE.

§ X.

SÉANCE DU 28 MAI 1866.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté. M. Savary annonce qu'il se propose de faire l'*Histoire de la musique* depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours ; il invite les membres de la Société à se rendre chez lui afin qu'il puisse mieux fixer l'attention par l'exécution de morceaux empruntés aux grands maîtres. L'assemblée accepte avec reconnaissance la proposition de M. Savary.

M. Bretonnière a pris ensuite la parole, pour nous retracer la série des diverses expériences qui ont amené la découverte du *daguerrétype* et de la *photographie* sur verre et sur papier. Ses explications, quoique rapides, ont suffi à nous montrer exactement la part de mérite qui revient à MM. Daguerre, Talbot et Niepce de

(1) V. dans la 2^e partie du Bulletin, le travail de M. Lefizelier, sous ce titre : *Le voyageur Fr. Pyrard est-il né à Laval ?*

S. Victor dans les progrès merveilleux qui ont tant donné de vogue à cette invention moderne.

L'étude philosophique de M. Delaunay n'a pas été moins attrayante. Il s'agissait de savoir à quelle école de philosophie appartient notre aimable fabuliste, *Lafontaine*. Il va sans dire qu'il a plus d'affinité avec les Epicuriens qu'avec les Stoïciens, que sa morale ne ressemble en rien à celle des Jansénistes, qu'il applique toutes ses pensées aux beautés de la nature sans s'inquiéter des choses qui pourraient se trouver par delà ; mais ce qui est moins remarqué c'est que Lafontaine comme tous ses contemporains s'est occupé de la question de l'âme des bêtes soulevée par Descartes. Cette controverse le touche plus que personne. Sa sensibilité s'est émue en entendant Descartes proclamer l'automatisme des bêtes, il lui répugnait de croire qu'il n'avait donné toute sa sympathie qu'à des machines, et il protesta avec son bon sens ordinaire contre cette doctrine exagérée. M. Delaunay s'est rendu parfaitement compte de l'esprit général qui règne dans les fables de Lafontaine, et il a fort bien conclu en disant qu'elles ne pouvaient ni corriger ni corrompre.

La séance s'est terminée à 10 heures 1/4.

Le Secrétaire, L. MAITRE.

§ XI.

SÉANCE DU 11 JUIN 1866.

Après la lecture du procès-verbal, adopté sans rectification, M. le Président donne communication à l'assemblée d'une lettre où M. de Sarcus, président de la Société d'Archéologie, Arts et Belles-Lettres de Mayenne, nous invite gracieusement à faire une excursion archéologique à Jublains ; il prendra, dit-il, ses dispositions pour que nous assistions à des fouilles curieuses. La Société accepte avec reconnaissance cette gracieuse invitation.

M. Margerie envoie ses excuses ; une indisposition l'oblige à différer ses explications sur le *Ralentissement du mouvement de la terre*.

La parole est ensuite donnée à M. Bahon qui s'est fait inscrire pour une dissertation critique sur les *Chansons de Bérenger*. M. Bahon a mis en scène trois personnages : un jeune homme, un magistrat et un ecclésiastique auxquels il a distribué par la main d'un professeur trois volumes complètement différents des chansons de Bérenger; à l'aide de cette fiction ingénieuse, il a pu donner un libre cours à ses opinions et se montrer sévère sans cesser d'être juste.

Aux charmes de cette parabole venaient s'ajouter souvent d'heureuses citations qui montraient parfaitement Bérenger sous toutes ses faces. L'heure étant trop avancée, M. Boulevraye, qui se proposait de répondre à M. Bahon a remis ses observations à une prochaine séance. La séance est levée à 10 heures.

Le Secrétaire. L. MATTHE.

XII.

SÉANCE DU 25 JUIN 1866.

M. le Président annonce que depuis la dernière réunion la Société a eu le malheur de perdre l'un de ses membres les plus assidus, M. Pont, architecte à Laval. Il rappelle en quelques paroles émuës ses excellentes qualités et se fait l'interprète de tous les assistants en disant que sa mort laisse parmi nous de bien sincères regrets.

M. Blondeau communique les résultats des *observations météorologiques* qui ont été faites à l'école normale de Laval depuis le mois de juin 1865 jusqu'au mois de juin 1866. La moyenne de la température à Laval pendant cette période de temps aurait été de 12 degrés 1/2.

Sur la demande de M. le Président, les membres qui doivent prendre part à l'excursion archéologique de Jublains se font inscrire, et le jour du départ est fixé au jeudi 5 juillet.

Le Secrétaire donne lecture d'un chapitre extrait de l'étude qu'il

prépare sur les *Institutions de l'ancien régime dans le Maine*. M. le Président captive ensuite l'attention de l'assemblée par un des épisodes les plus intéressants de l'histoire de la Ligue dans le Mayenne (*Bataille de Mayenne* en 1590) (1), et laisse espérer qu'à ce fragment viendront s'en joindre d'autres.

La séance est levée à 10 heures.

Le Secrétaire, L. MAITRE.

XIII.

EXCURSION ARCHÉOLOGIQUE A JUBLAINS.

5 JUILLET 1866.

Jeudi dernier, 5 juillet, la Société littéraire, scientifique et archéologique de Laval, répondant à la gracieuse invitation de la Société archéologique de Mayenne, s'est transportée à Jublains. Des fouilles très-étendues, pratiquées depuis longtemps par la Société de Mayenne, ont révélé l'existence antérieure d'une ville plus considérable qu'on ne l'avait supposé jusqu'ici. Outre la forteresse, déblayée depuis vingt-cinq ans environ, et dont l'importance est telle qu'il n'existe pas en France de monument militaire gallo-romain aussi complet, on a découvert les ruines d'un temple, d'un cirque ou d'un amphithéâtre et d'un grand nombre d'habitations. C'est à M. Barbe que revient surtout l'honneur de ces découvertes.

M. Henri Barbe est un enfant de Jublains et, son patriotisme venant encore stimuler son ardeur et sa science archéologiques, il a entrepris de reconstituer le plan intégral de l'ancienne cité gallo-romaine et de la mettre dans le monde des archéologues au rang qu'elle mérite d'occuper. Tout entier à cette œuvre de dévouement, non-seulement M. Barbe y consacre son temps et ses ressources, mais encore il fait au musée de Mayenne un généreux

(1) Voir cet épisode dans la 2^e partie du Bulletin.

abandon des objets d'art, et des médailles qu'il découvre en grand nombre, grâce à ses incessantes investigations.

MM. les membres de la Société de Mayenne, auxiliaires de ce gallo-romain du XIX^e siècle, avaient organisé des fouilles sur trois points différents, afin de mieux faire juger à leurs collègues de Laval de l'importance et de la marche générale de leurs travaux : l'une, plus spécialement dirigée par M. Barbe, dans l'amphithéâtre, dont la forme semi-circulaire apparaît déjà dans presque toute son étendue ; l'autre, dans une habitation particulière qui semble avoir eu une certaine importance ; la troisième dans le cimetière mérovingien qui se trouve situé au milieu même du bourg actuel.

Nous ne suivrons pas dans tous leurs détails ces fouilles intéressantes ; nous dirons seulement que, d'après l'opinion de M. Barbe, confirmée par celle de M. le baron de Sarcus, président de la Société de Mayenne, et par celle de M. Chédeau, avoué dans cette ville et archéologue érudit, les ruines de Jublains semblent accuser l'existence de trois villes successives. Une première cité gauloise, une autre gallo-romaine et une troisième mérovingienne.

L'accueil fait aux Lavallois par les Mayennais, a été de la plus sympathique cordialité. Les explications qu'ils ont bien voulu donner sur leurs travaux ont été à la fois bienveillantes, savantes et lumineuses. Un banquet servi non loin des fouilles, sous l'épais ombrage de magnifiques tilleuls, plantés sur un petit tertre circulaire qui, sans aucun doute, recouvre les ruines d'un temple ou *sacellum* antique, a terminé la journée, et a été animé par des dissertations archéologiques et littéraires, assaisonnées de la plus franche gaieté. En un mot, cette petite excursion d'un jour, a été complète et, de tout point agréable ; aussi, en remerciant M. le baron de Sarcus et toute la Société de Mayenne, de leur accueil sympathique, voulons-nous aussi exprimer notre gratitude à M. Lefizelier, président de la Société de Laval, qui, par les relations qu'il avait nouées précédemment avec nos collègues de Mayenne, nous a procuré de si agréables passe-temps.

Disons, en terminant, que nous n'avons pu voir sans un léger sentiment d'envie, le fertile champ archéologique dont dispose la ville de Mayenne, et qui est situé presque à ses portes. Nous ne pouvions nous empêcher de penser que quelques-unes des sta-

tuettes, des monnaies antiques et des objets de toute nature que les fouilles mettent au jour, ne seraient pas plus déplacés dans le musée de Laval que dans celui de Mayenne. Mais, à part ce retour égoïste sur nous-mêmes, nous n'avons qu'à féliciter M. le baron de Sarcus et M. Chédeau, fondateurs et organisateurs du Musée de Mayenne, de leurs généreux efforts et du succès qui les a couronnés.

XIV.

SÉANCE DU 9 JUILLET 1866.

M. Léon Maître donne lecture du procès-verbal de la séance du 25 juin. Le procès verbal est adopté.

M. Edmond Savary prend ensuite la parole et commence l'histoire de la musique par l'Allemagne. Voici en quelques mots la substance de son intéressante leçon.

Du XI^e au XIII^e siècle, l'art musical est fort peu développé : il est pour ainsi dire encore au berceau. Les troubadours seuls ont laissé quelques vestiges de cette période, et encore ces vestiges sont-ils de peu d'importance. Jean Huss vint ensuite et composa des hymnes dont quelques-unes nous sont parvenues ; puis Luther, voulant réformer à la fois et le dogme et le culte, composa avec la collaboration de Mélancthon et de Senfl, des psaumes destinés à sa nouvelle Eglise. Ces psaumes, qui parfois renferment de grandes beautés, sont dénués de tout rythme. C'est Luther qui, le premier, popularisa la musique en Allemagne, en rendant son enseignement obligatoire.

Sébastien Bach vint ensuite, et reprenant le rythme délaissé par Luther composa des fugues, des gigue, etc., qui dénotent pour la plupart plus de science musicale que d'inspiration, mais qui sont pourtant excessivement remarquables.

M. Savary donne la définition sommaire du contre-point et de la fugue et expose les règles qui leur sont imposées.

Pendant une période assez longue, le contre-point et la fugue forment la base de l'art musical en Allemagne, et ce n'est qu'au

XVI^e siècle que la musique instrumentale apparaît ; plus tard elle prend, sous la direction de Haydn, la forme qu'elle a conservée jusqu'à nos jours.

Au XVII^e siècle, l'art dramatique s'annonce par la « Daphné » de Henry Scütz, puis Haëndel le perfectionne et le développe. Au XVIII^e siècle, Gluck fait paraître Iphigénie, Armide, Alceste, etc. L'art dramatique s'accuse de plus en plus, et enfin entre les mains de Mozart, de Weber et de Mendelsahon, il ne tarde pas à arriver au plus haut degré de perfection. La musique instrumentale de son côté, s'enrichit des sublimes productions de Beethoven, et Schubert, par ses mélodies, introduit dans l'art musical le nouvel élément romantique, qui révolutionnait alors tous les autres arts, et particulièrement la littérature.

Tel est le résumé succinct de la leçon de M. Savary. Pour mieux faire suivre à son auditoire la marche de l'art dont il retraçait l'historique. M. Savary s'était mis au piano et interprétait avec son admirable talent, les chefs-d'œuvre des vieux maîtres. Il a également chanté avec un goût et un sentiment exquis, divers morceaux de Haëndel, de Mozart, de Weber, de Schubert, etc.

La séance est levée à 10 heures 1/4.

Le Secrétaire, L. BRETONNIÈRE

XV.

SÉANCE DU 23 JUILLET 1866.

Après la lecture du procès-verbal de la dernière séance, M. Margerie a pris la parole pour nous entretenir des découvertes récentes faites par M. Delaunay, sur le *ralentissement du mouvement de la terre*. Avant d'aborder la question, M. Margerie a exposé avec lucidité l'hypothèse de Laplace sur la formation de notre système solaire, et l'expérience de M. Plateau qui paraît la confirmer en

partie. Il a décrit ensuite en quelques mots les mouvements qu'exécute la terre, puis il a terminé ces préliminaires par un aperçu sur les causes des marées.

La terre décrit autour du soleil, non un cercle parfait mais une ellipse dont ce dernier occupe un des foyers. Il en résulte que la distance de la terre au soleil varie dans le cours d'une année. Il en est de même du mouvement décrit par la lune autour de la terre ; par suite la lune n'est pas toujours à égale distance de notre globe. Le mouvement de la lune se précipite ou se ralentit suivant qu'elle se rapproche ou s'éloigne de la terre ; on a trouvé que dans le courant de l'année, il y avait excédant en faveur de l'accélération ; il arrive donc que la marche de la lune autour de la terre s'accélère de plus en plus.

On a voulu expliquer uniquement au moyen de ce fait la divergence qui existe entre les prédictions mathématiques des éclipses et l'instant où elles se produisent réellement. M. Delaunay a récemment prouvé qu'il fallait recourir à un nouveau motif. Pour lui, la principale cause de cette divergence est surtout dans le ralentissement du mouvement de rotation de la terre sur elle-même dont la conséquence est d'augmenter la durée du jour sidéral. Il a calculé que cette augmentation était d'une seconde en 100,000 ans. La lune produit un renflement sur l'Océan par son attraction et l'attire dans le sens opposé à la rotation de la terre. C'est là ce qui explique pourquoi le mouvement de cette dernière se ralentit. Pour rassurer ceux qui craindraient de voir la terre rester immobile, M. Margerie montre, qu'en supposant que le ralentissement continue à se produire dans les mêmes conditions, il faudrait 8,640,000,000 d'années pour que la terre s'arrête tout à fait.

Après cette brillante excursion à travers les astres, M. Breton-tonnière s'est appliqué à nous faire connaître les *Chansons des rues et des bois* de Victor Hugo dont le mérite a été si diversement apprécié. Si cet ouvrage ne rehausse en rien la réputation du poète, du moins il ne la ternit pas non plus, car les beautés en sont aussi nombreuses que les défauts. La souplesse du talent de Victor Hugo s'y déplit et se donne carrière à travers une

variété prodigieuse de sujets ; mais comme dans la plupart de ses œuvres, on a le regret d'y voir les choses les plus délicates accouplées aux tableaux les plus étranges, M. Bretonnière qui fait profession de l'admiration la plus enthousiaste pour le grand poète n'a pu s'empêcher de partager les sentiments de l'assemblée sur ce dernier point. Et poète lui-même, il a terminé sa critique par ce gracieux rondeau :

. . . Que voulez-vous de plus?... En ces vers sans façons
Ne se trouve-t-il pas de ravissantes choses ?
Nous avons, il est vrai, près des joyeux pinsons
Vu nicher les corbeaux, ces douteux virtuoses,

Nous avons rencontré les cris près des chansons,
Les limaçons baveux parmi les fleurs écloses ;
Nous nous sommes un peu déchirés aux buissons,
Mais enfin, nous avons les mains pleines de roses...
Que voulez-vous de plus ?

En parcourant ces vers, nous avons eu vingt ans,
Nous avons respiré des odeurs de printemps
Dans ces quatrains railleurs, où gazouillent les merles,

Et comme le plongeur qui sort des flots amers
Plus riche des trésors que lui cachaient les mers,
Nous avons, nous aussi, recueilli bien des perles !...
Que voulez-vous de plus ?

B...

La séance est levée à 18 heures 1/4.

Le Secrétaire, L. MAITRE.

XVI.

SÉANCE DU 4 AOUT 1866.

Après la lecture du procès-verbal de la dernière séance, M. Blondeau a pris la parole pour nous faire part de la nouvelle théorie qu'il est arrivé à formuler sur la *constitution de l'acier*, à la suite de nombreuses expériences. L'Europe a longtemps envié aux Arabes

sans pouvoir le leur dérober, le secret de la fabrication de l'acier. Au XVIII^e siècle, la plupart des chimistes Français crurent avoir découvert que le carbone faisait partie de la constitution de l'acier, et leur opinion rencontra beaucoup de partisans. Bientôt les objections renversèrent leur système. Des savants anglais démontrèrent par leurs travaux que le carbone n'était pas nécessaire à la transformation du fer en acier, et que l'*osmium* et l'*iridium* pouvaient opérer cette métamorphose ; cependant ils ne laissèrent pas sur ce point de notions décisives. Après un assez long intervalle de temps, un physicien M. Dupretz attira l'attention des savants sur ce sujet en affirmant qu'à une température élevée l'azote se combinait avec le fer. Aussitôt, M. Frémy acceptant son opinion proclama devant l'Institut que l'acier n'était qu'un *azoto-carbure* de fer, mais les objections surgirent aussi nombreuses qu'auparavant, et sans trouver de réponse. Alors M. Blondeau entreprit de hâter la solution du problème en l'envisageant autrement que ses devanciers. Suivant l'opinion de l'honorable professeur, ce qui constitue l'aciération, c'est le changement d'état moléculaire que le fer éprouve lorsque, porté à une température élevée, il se trouve en contact avec des gaz composés, lesquels se décomposent sous l'influence du métal et impriment à ses molécules des vibrations qui, à la longue, finissent par modifier son état moléculaire et lui communiquer la texture grenue qui caractérise l'acier. Cette nouvelle théorie doit avoir pour conséquence pratique, la préparation de l'acier par l'action directe des gaz.

M. Maître donne lecture d'un fragment pris dans une étude historique qu'il prépare sur les *Institutions de l'ancien régime dans le Maine*.

M. le Président prend ensuite la parole : « L'autre soir, dit-il, en sortant de notre dernière réunion, plusieurs de nos collègues discutaient cette question si souvent agitée du *Sentiment de la nature dans la littérature*. On soutenait que c'était là un sentiment tout nouveau, tout moderne qui avait fait notamment son apparition dans la littérature française à la fin du XVIII^e siècle avec J.-J.-Rousseau. Je crois que c'est une erreur. Il me serait facile de montrer que ce sentiment existe dans les poètes grecs,

dans la littérature latine ; mais je veux remonter plus haut et vous montrer que ce sentiment que l'on dit tout moderne est vieux comme le monde. J'emprunterai mes exemples à la poésie Indienne, à cette grande épopée de 200,000 vers du poète Valmiki le *Ramayana*, trop inconnu parmi nous, hommes de race latine, qui conservons nos admirations exclusives pour les Grecs et les Romains. Et pourtant Valmiki, a comme Homère, comme Virgile chanté une épopée nationale et son poème renferme des beautés dignes de celles de l'Iliade et de l'Enéide. »

M. Lefizelier donne quelques détails sur ce poème antérieur certainement à la grande réforme Bouddhique et que les Orientalistes font remonter au VII^e siècle avant J.-C. Pour en faire comprendre le sujet il fait un rapide exposé de la mythologie indienne. Le poème a pour sujet l'incarnation du Dieu Wishnou, qui sous le nom de Rama vient délivrer la terre du démon du mal, Ravana. Tout en se servant de cette donnée théogonique, le poète fait aussi une œuvre nationale, car il chante la conquête de Lanka (Ceylan) par son héros Rama et cette conquête de Ceylan est un des plus grands faits de l'histoire ancienne de l'Inde et un des souvenirs les plus populaires des Aryas.

M. le Président lit des passages empruntés aux traductions de MM. Fauche et Barthelémy St Hilaire, entre autres divers épisodes de la vie de Rama exilé et errant dans les forêts de l'Inde, épisodes où déborde le sentiment le plus exquis et le plus profond de la nature.

L'assemblée, dont la curiosité est piquée par ces citations, exprime le désir que M. le Président revienne sur ce sujet et fasse un compte-rendu complet de ce poème si peu familier aux contemporains de M. Ponson du Terrail.

La séance est levée à 10 heures 1/2.

Le Secrétaire, L. MAITRE.

XVII.

SÉANCE DE RENTRÉE DU 22 OCTOBRE.

PRÉSIDENTE DE M. LEFIZELIER.

M. le Président ouvre la séance en proposant à l'assemblée de statuer sur l'adoption du projet de règlement qui a été élaboré en 1866 par le bureau de la Société. Chaque paragraphe est successivement lu et adopté avec quelques légères modifications.

Suit le texte du *Règlement* (1).

On procède ensuite par voie de scrutin au renouvellement du bureau, et lorsque tous les votes sont dépouillés l'assemblée constate avec satisfaction que les nouveaux suffrages n'ont rien de changé aux noms choisis l'année dernière. Le bureau pour l'année 1867 sera donc composé de :

MM. JULES LEFIZELIER, Président ;
MARCHAL, Vice-Président ;
BRETONNIÈRE {
L. MAITRE { Secrétaires ;
BOULEVRAVE, Bibliothécaire-Archiviste.

La séance est levée à 9 h. et 1/2.

Le Secrétaire, L. BRETONNIÈRE.

XVIII.

SÉANCE DU 7 NOVEMBRE 1866.

Monsieur le Secrétaire donne lecture des procès-verbaux de la séance du 4 août 1866, de la séance de rentrée et du règle-

(1) Voir ce Règlement, 1^{re} page du Bulletin.

ment de la section des Lettres, Sciences et Arts. Les procès-verbaux sont adoptés.

M. le Président fait ensuite part à l'assemblée de la présentation de M. Ed. Le Clerc d'Osmonville, sous le patronage de MM. de la Broise, de Chalais et Jules Lefizelier. Conformément à l'article 3 du Règlement, il sera statué sur l'admission de M. le Clerc d'Osmonville le lundi 19 novembre 1866.

M. L. Maître offre à la Société sa brochure intitulée le *Maine sous l'ancien régime* (1). M. H. de la Broise veut bien se charger de faire rapport de cet ouvrage.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Marchal donne lecture à l'assemblée d'une analyse fort intéressante de la doctrine de Malthus. Le travail de M. Marchal, écrit en faveur des idées du célèbre économiste anglais, ne prétend pas cependant justifier d'une manière absolue les exagérations que Malthus lui-même reconnaît s'être glissées dans la méthode qu'il proposait pour l'extinction du paupérisme. Néanmoins, M. Marchal fait ressortir avec beaucoup de jugement et d'esprit le côté utile de cette méthode si décriée ; l'abolition de la charité légale lui semble une mesure excellente pour diminuer le nombre de ces mendiants, qui, se fiant dans les secours que la loi leur accorde, se laissent aller à l'inertie la plus blâmable et augmentent, sans se soucier de l'avenir, le nombre des enfants qui partageront leur misère.

Nous n'avons pas à analyser ici le travail de M. Marchal, l'auteur ayant bien voulu le déposer aux archives, mais nous tenons seulement à constater l'intérêt avec lequel il a été écouté (1).

La lecture terminée, une discussion sur les idées malthusiennes s'engage entre MM. Ed. de la Broise et Marchal. M. Ed. de la Broise contraire à la doctrine de Malthus, fait ressortir ce qu'elle a d'impossible. Toutes ces théories, fondées sur un principe fort

(1) Le *Maine sous l'ancien régime*. Administration, justice, finances, par L. Maître, archiviste de la Mayenne. 1 Broch. in-12. Laval. L. Moreau, 1866.

(2) Voir le travail de M. Marchal, à la 2^e partie du Bulletin.

discutable, ne peuvent en aucune manière donner naissance à une méthode vraiment pratique. Si chacun peut, à son gré, observer ou violer les préceptes posés par Malthus, il faut avouer qu'ils ne seront pas d'une grande utilité : or, comme dans le cas dont s'occupe Malthus, l'intervention de la loi est évidemment impossible, le but que se propose cet économiste ne pourra donc pas être atteint. En résumé sa doctrine ne doit être considérée que comme une ingénieuse utopie.

La discussion terminée, M. le Président, pour montrer à la Société, la méthode qui, suivant lui, devrait présider à ce travail, donne lecture à l'assemblée de quelques pages (*lettre A*) du *Dictionnaire des vieux mots du pays*, qu'il a commencé.

Pour donner à cet ouvrage tous les soins désirables, et répondre dignement au vœu de M. le ministre de l'instruction publique, l'on convient de nommer à la prochaine réunion, une commission spécialement chargée de sa rédaction.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire, L. BRETONNIÈRE.

XIX.

SÉANCE DU 19 NOVEMBRE 1866.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Pour imprimer plus d'activité à la confection du *Dictionnaire du patois* que la Société se propose de faire, M. le Président invite les membres présents à procéder à la nomination d'une commission chargée particulièrement de ce travail. Cette proposition est acceptée ; sont nommés membres de la commission : MM. Lefzelier, Servinière, C. de Chalais, H. de la Broise, Bretonnière et P. Lebreton.

M. le Président met aux voix et prononce l'admission de M. le clerc d'Osmonville présenté à la dernière séance.

Lecture est ensuite donnée du compte-rendu de M. H. de la

Broise sur la brochure intitulée : *Le Maine sous l'ancien régime*, qu'a fait paraître M. Maitre. M. de la Broise reproche à l'auteur d'avoir jugé trop sévèrement l'ancien régime ; il relève çà et là quelques expressions qui donnent, dit-il, à l'ouvrage de M. Maitre l'aspect d'un véritable réquisitoire contre l'ancienne société et il croit devoir réfuter quelques-unes des opinions émises par l'auteur.

M. Maitre a pris ensuite la parole pour rendre compte des *travaux publiés par la Société archéologique de Mayenne pendant l'année 1865*. Il a surtout insisté sur les fouilles de Saint-Léonard et de Jublains dont les résultats sont des plus importants pour l'histoire du Maine sous la domination des Romains et surtout pour les progrès de la numismatique. En terminant il a exprimé le vœu que notre Société pût aussi publier à la fin de l'année un bulletin pour affirmer son existence

L'ordre du jour appelait M. Bretonnière à nous entretenir des *Poésies de Murger*, et il a rempli très agréablement son programme. Après nous avoir donné quelques détails sur la vie trop courte et trop éprouvée du peintre de la vie de Bohême, il nous a lu les plus belles pages de son dernier livre en semant çà et là quelques remarques littéraires. L'attention avec laquelle on l'écoutait encouragera sans doute M. Bretonnière à renouveler souvent ses lectures.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire, L. MAITRE.

XX.

SÉANCE DU 3 DÉCEMBRE 1866.

M. Léon Maitre, secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la séance du 19 novembre 1866. M. le Président prend la parole pour demander à M. le Secrétaire la rectification de certaines phrases du procès-verbal qui, s'écartant de l'exposition pure et simple des faits, s'engageaient un peu dans le domaine de la discussion. M. Maitre s'empresse d'obtempérer au désir manifesté par M. le Président.

M. le Président met ensuite aux voix l'admission de M. Couvreur, censeur du Lycée. M. Couvreur est reçu à l'unanimité.

M. le Président annonce la présentation de M. Charles Lebreton, professeur, sous le patronage de MM. Dupré, Deschamps et Lefizelier.

Conformément à l'article 3 du règlement particulier de la section des lettres, sciences et arts, il sera statué sur l'admission de M. Charles Lebreton, le lundi 17 décembre 1866.

L'ordre du jour appelait d'abord M. le docteur Servinière à parler de *l'homme primitif, et des premiers habitants de la Gaule*. M. le docteur Servinière, arrivé un peu après l'ouverture de la séance, s'excuse de ne pouvoir traiter ce sujet aujourd'hui, ses occupations l'ayant empêché de terminer ses recherches.

M. Léon Maître donne ensuite lecture à l'Assemblée d'un mémoire fort curieux et fort intéressant sur « *La Maison de Monsieur Saint-Julien, à Laval* » (1). Ce mémoire, plein de renseignements précieux et de déductions archéologiques excellentes est écouté avec un vif intérêt.

L'ordre du jour étant épuisé, M. Lefizelier, pour clore la séance donne lecture à l'Assemblée d'un travail sur le *Calendrier de la chapelle de Pritz*, près Laval. Ce travail est inséré au Bulletin monumental de M. de Caumont (2).

La séance est levée à 10 heures.

Le Secrétaire, L. BRETONNIÈRE.

§ XXI.

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE.

M. le Président prononce l'admission de M. Charles Lebreton, professeur au Lycée, et annonce que M. de Chalais et MM. de La

(1) V. le travail de M. L. Maître dans la 2^e partie du Bulletin.

(2) V. Bulletin monumental, année 1854, p. 355, avec les figures et Bulletin de la Société de l'Industrie, T. 2, p. 215.

Broise présentent MM. de Causans, père et fils, et M. Paul Du Bourg, pour être agréés à notre Société. Il sera statué sur leur admission, à la prochaine réunion, conformément à l'article 3 du règlement.

M. Blondeau prend ensuite la parole pour nous entretenir des débats et des expériences auxquels a donné lieu la fameuse thèse de la *génération spontanée*. Cette question n'a été sérieusement examinée que de nos jours ; les Grecs, les Romains, et les savants du moyen-âge croyaient, en toute sincérité, que de nouveaux êtres sortaient de toutes pièces, de la putréfaction. Témoin Virgile et ses abeilles. Certains alchimistes indiquent dans leur traité la manière d'obtenir une araignée en réunissant telle ou telle plante avec une autre substance. Il y a un siècle, l'anglais Nédam, et l'italien Spallanzani discutèrent assez longuement sur la génération spontanée, mais leurs travaux n'eurent pas de continuateurs.

La question quoique reprise en 1836 ne fut sérieusement examinée qu'en 1860, époque à laquelle elle passionna vivement tous les esprits voués aux sciences naturelles. Les savants se divisèrent en deux camps dont les principaux champions furent M. Pouchet et M. Pasteur. M. Blondeau expose les expériences sur lesquelles se sont appuyés les deux adversaires et ceux qui les ont suivis dans cette lutte, expériences qui, suivant lui, n'ont donné jusqu'à présent aucun résultat satisfaisant.

Après quelques observations échangées entre M. Blondeau, M. Lair et M. Couvreur, M. le Président prie M. Delaunay de donner lecture de son *étude sur Aristophane* (1). Il y a peu de pièces d'Aristophane où la critique littéraire ne tienne une certaine place ; mais ce ne sont le plus souvent que des traits épars, tantôt un vers parodié, tantôt une réminiscence bouffonne de telle ou telle sentence du poète en vogue. Pour nous donner une idée de la critique littéraire de l'auteur, M. Delaunay s'arrête de préférence sur les trois comédies où le satirique prend à tâche de faire ressortir les défauts d'Euripide. Aristophane a eu raison de blâmer la forme

(1) Voir le travail de M. Delaunay dans la deuxième partie du Bulletin.

nouvelle que revêtait l'art tragique dans les pièces d'Euripide, mais il aurait dû reconnaître que la faute de cette altération du goût n'incombait pas au poète. Ce tragique a subi, comme tous les auteurs, l'influence de son temps. Il appartient à une génération qui poussait jusqu'à l'excès l'amour de la discussion, il n'est donc pas étonnant que ses personnages semblent tous sortir de l'école d'un sophiste. M. Delauay a fait remarquer avec beaucoup de justesse la cause de cette animosité haineuse avec laquelle Aristophane poursuivait Euripide. Le premier se rattache aux temps héroïques de la Grèce, à cette vieille aristocratie qui a vaincu dans les guerres Médiques ; le second est l'homme des temps nouveaux, de cette époque où l'esprit grec s'allanguit, et s'étiole dans le septicisme.

La discussion s'est ensuite engagée entre M. Ferré et M. de La Broise sur le rôle que doit jouer le *réalisme dans la peinture*. L'heure étant trop avancée, il a été arrêté que le sujet serait repris à une prochaine réunion.

La séance est levée à 10 heures 1/4.

Le Secrétaire, L. MAITRE.

II. PARTIE.

Travaux de la Section (1).

I.

LITTÉRATURE ANCIENNE. — DE LA CRITIQUE LITTÉRAIRE DANS ARISTOPHANE.

Au temps où Eschyle, Sophocle, Euripide, composaient leurs chefs-d'œuvre, le peuple d'Athènes qui se pressait à ces solennités moitié littéraires, moitié religieuses, n'attendait pas pour juger les concurrents qu'un critique de profession lui eût fait remarquer leurs défauts et leurs qualités. Le poète n'avait affaire qu'au goût presque infailible des Athéniens ; le dédain des spectateurs ou leur enthousiasme décidait, séance tenante, du succès de sa pièce, sans qu'il pût en appeler le lendemain à tel ou tel connaisseur, capable, par l'autorité de ses arrêts, de ramener l'opinion. Il faut que le souffle créateur qui anime le siècle de Périclès soit tombé, pour que le génie analytique d'Aristote s'applique à décomposer les éléments d'une œuvre d'art et fasse ressortir de ses études sur les

(1) Toute reproduction, même partielle, de ces travaux est interdite.

monuments les plus achevés de l'esprit grec ces lois que la marche des siècles n'a pas encore fait abroger. Cependant, les auteurs de l'ancienne comédie ont exercé parfois, d'une façon toute sommaire, dans quelques scènes d'une verve impitoyable, cette justice qui se rend aujourd'hui dans des ouvrages spécialement critiques. Le théâtre d'Aristophane est plein de parodies, d'allusions malignes à tel ou tel ouvrage en vogue ; bon nombre de poètes ne nous sont connus que par quelques vers de ses comédies, expliquées par le scoliaste. Au milieu de tous ces noms qui ne nous disent rien, nous sommes étonnés de voir revenir sans cesse celui d'Euripide ; Aristophane n'a attaqué personne, pas même le débauché Clisthènes, le lâche Cléonyme, le démagogue Cléophon, avec une persévérance plus impitoyable et plus haineuse. Pour qui a quelque connaissance de l'esprit des deux poètes, cette animosité s'explique facilement. Partisan dévoué de l'aristocratie, obstinément attaché à tout ce qui lui rappelle cette génération qui a vaincu dans les guerres Médiques et pour laquelle Eschyle a chanté, Aristophane combat de toutes ses forces et sous toutes ses formes le mouvement dans lequel il est lui-même emporté ; une époque de critique et de scepticisme succède à l'âge des luttes héroïques ; la décadence décompose rapidement cet accord admirable entre tous les éléments du génie grec qui s'établit au temps de Périclès. Aristophane le sent, et cherche à retenir un passé qui lui échappe. Orateurs, poètes ou philosophes, tous ceux qui flattent les tendances du moment sont ses ennemis ; dans Socrate, qui pour lui personnifie les sophistes, comme dans Euripide poète novateur, il voit un danger public. Aussi cette critique, qui considère en prononçant ses arrêts bien moins l'œuvre elle-même que le système moral, politique, religieux, auquel elle appartient, est-elle toujours injuste et passionnée. Aris-

tophane, guidé par sa haine, a démolé avec une subtilité exquise tous les points par lesquels Euripide touche déjà à la décadence qui après lui se précipitera ; mais il n'a pas vu, ou plutôt il n'a pas voulu voir les grandes qualités qui justifient, de la part des Athéniens, cette admiration que la postérité a sanctionnée.

Il y a peu de pièces d'Aristophane où la critique littéraire ne tienne une certaine place ; mais ce ne sont la plupart du temps que des traits épars : tantôt un vers parodié, tantôt une réminiscence bouffonne de telle ou telle sentence d'Euripide ; ici nous apprenons, ce qui nous importe peu, que Sophocle était avare, plus loin qu'Euripide était fils d'une fruitière et que son ami Mnésiloque qui l'aida, dit-on, dans la composition de ses tragédies, passait pour abuser des droits de l'amitié. Si nous voulons nous faire une idée de la critique d'Aristophane, nous pourrions nous borner à la chercher dans trois de ses comédies, où il prend Euripide à parti et s'efforce de faire sentir ses défauts en égayant audacieusement les Athéniens aux dépens du poète : nous avons nommé les Acharniens, les Fêtes de Cérès, les Grenouilles. Dans les Acharniens, Dicéopolis, poursuivi par la foule, vient frapper à la porte d'Euripide ; il lui demande, avec des supplications comiques, quelques-uns de ces haillons dont il avait revêtu Philoctète, Œdipe, Tèlephe, afin de rendre leur misère plus saisissante, cherchant ainsi à produire un effet tout physique auquel Eschyle et Sophocle n'auraient jamais songé. Il y a là un reproche mérité ; les personnages de la tragédie appartiennent tous à la légende fabuleuse de la Grèce. Pour Sophocle, Œdipe, victime de la fatalité, proscrit, aveugle, conserve dans son abaissement un caractère sacré ; ses malheurs nous touchent à d'autres titres que ceux d'un simple mortel. En le couvrant des haillons d'un mendiant, Euripide enlève à l'émotion ce

qu'elle a de religieux ; il abaisse l'art tragique jusqu'à la peinture de la réalité. C'est cette déchéance qu'Aristophane déplore dans l'épisode des *Acharniens* ; il faut voir avec quelle verve il nous a peint le poète entouré de tous ces oripeaux avec lesquels il fait ce que nous appellerions aujourd'hui *de la couleur locale* ! La maison d'Euripide est transformée en un véritable magasin de théâtre : ici sont les loques de Philoctète ; au-dessus, celles de Thyeste mêlées à celles d'Ino ; plus loin, un bonnet Mysien, un petit panier avec une lampe allumée dedans, une écuelle ébréchée. Et l'on nous donne malignement à entendre que tous ces accessoires, tous ces détails mesquins de costume et de mise en scène, forment le fond même du talent d'Euripide ! « Malheureux, dit-il à Dicéopolis, c'est toute une tragédie que tu me dérobes là ! » Il y a là sans doute une fiction plaisante, sous laquelle se cache une accusation sérieuse ; l'art dramatique est descendu d'un degré le jour où le poète a songé à attirer l'attention sur des costumes et à montrer Téléphe ou Œdipe vêtus comme les vagabonds d'Athènes. Mais s'ils n'appartiennent plus que par les souvenirs que leurs noms éveillent à ces temps fabuleux dans lesquels vivent les héros d'Eschyle et de Sophocle, moitié hommes, moitié dieux, les personnages d'Euripide nous touchent comme autant de peintures saisissantes des sentiments et des passions de l'âme humaine. Ce n'est plus Œdipe que nous voyons, ni Téléphe, ni Philoctète ; Aristophane a raison. Mais ce n'est pas non plus, comme il voudrait nous le faire croire, devant de simples mannequins que les Athéniens éprouvaient ces émotions terribles que le génie d'Euripide excelle à produire.

Les Fêtes de Cérès et de Proserpine nous font assister à une conspiration de femmes contre Euripide ; ici la critique porte sur la moralité de son théâtre. Les femmes se

plaignent d'avoir été calomniées, ou plutôt d'avoir été peintes avec une exactitude compromettante, qui a ouvert les yeux à leurs maris : « C'est Euripide, disent-elles, qui est cause qu'on veille sans cesse sur nous, qu'on nous renferme sous les verroux et les scellés, et qu'on nourrit des dogues pour faire peur aux galants. » Une assemblée est réunie et l'on fait son procès au poète, mal défendu par son *beau-père* Mnésiloque qui s'est caché sous un déguisement féminin. Cette situation bizarre inspire à Aristophane des scènes d'une crudité indécente ; la critique ou plutôt la parodie, ne se produit que sous des formes blessantes et grossières. Nous laisserons donc de côté les Fêtes de Cérès et nous étudierons les mêmes accusations dans une des pièces les plus piquantes que nous ait laissées l'ancienne comédie, dans les Grenouilles.

Bacchus, ennuyé des méchantes pièces qui se jouent à ses fêtes depuis qu'Eschyle, Sophocle, Euripide, ont cessé d'écrire, descend dans les enfers pour en ramener un poète. Bacchus a pris la peau de lion et la massue d'Hercule, et sa poltronnerie, mal à l'aise sous ce déguisement, est exposée plus d'une fois à payer pour les méfaits du dieu de la gloutonnerie et de la force brutale : des cabaretières lui reprochent les pains, les viandes, les fromages qu'il a engloutis à leurs dépens ; Eaue ne lui pardonne pas d'avoir tordu le cou à Cerbère et menace d'aller chercher pour punir le brigand tous les monstres des enfers. La divinité de Bacchus n'empêche pas Aristophane de nous le montrer sur la scène bâtonné avec son esclave Xanthias, jusqu'au moment où Pluton et Proserpine interviennent en sa faveur. Mais l'intérêt des Grenouilles est moins dans cette satire de l'Olympe que dans la lutte entre Eschyle et Euripide qui lui dispute aux enfers le trône de la poésie. Bacchus est pris pour juge et c'est un véritable procès qui se déroule devant nous ; la *manière*

des deux poètes est tour à tour parodiée ou jugée, la cause est plaidée à fond, toutes les critiques disséminées dans d'autres comédies sont résumées avec une force nouvelle : la sentence qui va être prononcée sera définitive et sans appel. Aristophane a parfaitement saisi la différence profonde qui sépare Euripide d'Eschyle et de Sophocle. La tragédie d'Eschyle est encore toute religieuse ; ses héros sont les Pélopidés, les descendants d'Édipe ; par leur langage comme par leur caractère, ils sont pour ainsi dire au-dessus de l'humanité. Le poète ne se propose pas seulement d'émuouvoir les spectateurs et de les intéresser par des situations dramatiques ; il veut que toute action contienne une leçon morale : « Voyez, dit-il, quels services
« ont rendus dès l'origine les plus illustres des poètes ;
« Orphée a enseigné les saints mystères et l'horreur
« du meurtre ; Musée les remèdes des maladies et
« les oracles ; Hésiode l'agriculture, le temps des ré-
« coltes et des semailles. Et le divin Homère, d'où lui
« sont venus ses honneurs et sa gloire, si ce n'est d'avoir
« enseigné mieux que tout autre les vertus, l'art des ba-
« tailles et le métier des armes. » Eschyle n'est pas un poète artiste : Sophocle disait d'Eschyle qu'il faisait bien, mais sans le savoir. Il voit dans la tragédie quelque chose de supérieur à ce plaisir que le spectateur éprouve devant une peinture savante où les passions de l'âme sont habilement rendues, tantôt avec leurs nuances les plus délicates, tantôt avec leurs terribles emportements. Il a bien fait paraître sur le théâtre l'assassinat, le parricide ; mais il ne s'est pas arrêté à décrire complaisamment les hésitations et les déchirements auxquels l'âme du coupable est en proie. Il va plus loin ; il nous montre au-dessus de l'homme un pouvoir qui l'entraîne dans le crime, ou le précipite dans l'infortune : c'est le destin, mais non pas le destin aveugle qui joue sur la scène d'Eschyle le rôle

de la justice divine, dissimulant sa marche à travers mille détours, réservant Oreste pour la punition de sa mère et poursuivant les descendants d'Œdipe jusqu'à l'extinction de cette famille. Une impression d'horreur religieuse est attachée à cette divinité terrible; c'est un agent mystérieux, un dieu caché qui ne se trahit que par les coups qu'il porte. Autour de lui se tiennent des dieux secondaires exécuteurs de ses arrêts, tous revêtus par l'imagination Grecque des couleurs les plus sombres : Némésis armée de son fouet, les Euménides qui marchent incessamment sur les pas d'Oreste parricide. Telle est la tragédie d'Eschyle, si grande dans sa simplicité ; Aristophane la regarde comme le type de la perfection dramatique, et c'est seulement par comparaison avec ce modèle qu'il juge Euripide. C'est assez dire combien nous allons trouver sa critique exclusive et partielle. Il a le goût sûr et subtil pour reconnaître dans Euripide les tendances et les vices du temps ; mais sa haine qui le rend si clairvoyant pour démêler tous les symptômes de décadence, l'empêche de sentir ce qu'il y a de vraiment grand dans ce nouveau théâtre. Aussi n'y a-t-il dans la discussion qu'une partie qui ait quelque portée : celle qui contient les reproches adressés à Euripide, portant les uns sur la morale de ses pièces et l'influence qu'Aristophane l'accuse d'avoir exercée sur les mœurs de l'époque, les autres sur les changements qu'il a introduits dans l'art dramatique.

Avant de commencer la lutte, les deux poètes rivaux, sur l'invitation de Bacchus, se recommandent aux dieux. Eschyle le premier invoque Cérès, déesse d'Eleusis où il est né ; mais Euripide hésite et garde le silence : « Toi
« aussi, lui dit Bacchus, brûle de l'encens. — Bien des
« grâces ! J'ai d'autres dieux à qui je m'adresse. — Des
« dieux particuliers, de nouvelle fabrique ? — Oui vrai-
« ment. — Eh bien invoque tes dieux particuliers. —

« *Etter dont je me nourris, volubilité de la langue, finesse d'esprit, odorat subtil, faites que je réfute victorieusement mes adversaires.* » Comme Socrate dans les Nuées, Euripide est accusé d'adorer des dieux de son invention ; le reproche nous semble singulier dans la bouche d'Aristophane, qui lui-même a plus d'une fois traité fort librement les dieux de l'Olympe. Cependant, il a quelque droit de signaler dans Euripide un ennemi de la religion officielle ; les audacieux badinages de quelques-unes de ses comédies à propos de Bacchus ou d'Hercule, au fond n'ont aucune portée : Aristophane n'est pas plus impie pour avoir travesti sur la scène certaines aventures des dieux, qu'on ne l'était au moyen-âge malgré ces cérémonies bizarres et souvent grotesques qui amusaient le peuple à la porte des églises. Euripide au contraire attaque les dieux en philosophe ; ici Ion avant que le secret de son origine lui soit révélé, dirige contre la chronique scandaleuse de l'Olympe une satire pleine de verve qui nous rappelle par sa sévérité le jugement de Platon sur les dieux d'Homère ; ailleurs Ixion, Bellérophon, tous ceux que la tradition religieuse a représentés portant dans les enfers la peine de leur impiété deviennent entre les mains du poète des interprètes commodes pour exprimer sans se compromettre les pensées les plus hardies. Elève de Socrate et de Protagoras, Euripide est du nombre de ceux qui ne voient plus dans les antiques divinités que des symboles, et veulent élever un nouveau culte plus conforme aux progrès de la raison. La mythologie à ses yeux n'est guère qu'un ensemble de légendes dans lequel il puise librement, disposant en artiste et arrangeant à sa façon ces récits merveilleux. C'est ainsi que pour renouveler un sujet usé, il a, d'après la tradition la moins accréditée, transformé l'histoire d'Hélène de telle sorte que c'eût été pour un vain fantôme que la Grèce serait restée dix ans sous

les armes. Euripide en un mot n'est plus un poète religieux ; ses personnages n'appartiennent plus à l'élite fabuleuse de ces héros qui remplissent les poèmes d'Eschyle et de Sophocle comme ceux d'Homère. On dirait souvent qu'ils sortent des écoles des sophistes. « J'ai montré aux Athéniens, dit-il dans les Grenouilles, « l'usage des règles les plus subtiles, les mots à double « entente, l'art de réfléchir, de voir, de comprendre, de « ruser, d'intriguer, d'aimer, de supposer le mal, d'ima- « giner les faits. » Cela n'est malheureusement que trop vrai ; la manie de la dissertation règne sur la scène d'Euripide. Médée elle-même, la terrible Médée, disserte sur la malheureuse condition des femmes, obligées d'être riches pour s'acheter par leur dot un mari qui sera leur maître ; Hippolyte de son côté accumule contre elles des accusations ou des plaintes presque comiques : « O Jupiter, dit-il, si tu voulais donner l'existence au genre « humain, il ne fallait pas le faire naître des femmes ! « Mais les hommes, déposant dans les temples des of- « frandes d'or, de fer ou d'airain, auraient acheté des « enfants, chacun en raison de la valeur de ses dons. » Ses mauvaises habitudes de rhéteur poursuivent Euripide jusque dans les morceaux les plus pathétiques ; je ne sais rien d'aussi choquant que d'entendre Iphigénie, si noble et si touchante, prendre pour implorer son père un exorde qui depuis longtemps déjà devait traîner dans les écoles : « Mon père, si j'avais l'éloquence d'Orphée et le « pouvoir de forcer par mes enchantements les rochers « à me suivre, et d'attendrir les cœurs par mes paroles, « j'aurais recours à ce moyen ; mais je ferai parler ma « seule éloquence, mes larmes : c'est tout ce que je puis. » Il fallait que le goût, habituellement si pur, des Athéniens se fût déjà profondément altéré au contact des sophistes, pour que de pareilles imperfections fussent supportées ;

la postérité doit savoir gré à Aristophane d'avoir senti ces défauts de son temps et de s'être défendu contre la déplorable influence qu'Euripide et Platon lui-même ont subie. Cependant, ici encore, sa haine, ou tout au moins sa partialité l'entraîne beaucoup trop loin. Euripide ne met sur la scène que des hommes et leur fait parler une langue, moins noble que celle d'Eschyle ; mais il est loin d'être descendu, comme on voudrait nous le faire croire jusqu'à la trivialité des locutions populaires ; il est trop poète pour tomber jamais jusque-là. La tragédie entre ses mains est devenue toute humaine ; l'intérêt de son théâtre est le même que celui du théâtre de Racine. Un grand poète et, quoi qu'en dise Aristophane, un grand écrivain nous y peint les instincts et les passions de l'âme. Aristophane reproche sans cesse à Euripide ces peintures du vice et du désordre moral ; il ne lui pardonne pas sa Phèdre. Il a représenté en effet le mal tel qu'il est ; il a rendu d'une manière saisissante, avec toute leur ardeur, les plus mauvais instincts de l'âme humaine, plus entraînants par leur nature que la vertu elle-même. Nous accorderons bien à Aristophane qu'il y a toujours un certain danger dans ces études du vice parfois trop complaisantes : cependant toutes les pièces d'Euripide ont une moralité qu'un ennemi seul pouvait méconnaître : à côté de la peinture du mal, nous en trouvons toujours la critique vive et profonde, tantôt par les bouleversements qu'il soulève dans l'âme coupable et les catastrophes qu'il amène, tantôt par les paroles sévères que le poète met dans la bouche de certains personnages qui parlent en son nom : « Le poète, dit Eschyle, doit jeter un voile sur le vice et se garder de le mettre au jour ou de le produire sur la scène. » Aristophane par ce principe pourrait bien s'être condamné lui-même en même temps qu'Euripide ; n'a-t-il pas en effet attaqué les vices de son temps en les

couvrant de ridicule dans des tableaux d'une crudité licencieuse ?

La critique d'Aristophane, toujours exagérée quand elle combat l'esprit même du théâtre d'Euripide, est plus juste quand elle attaque les formes nouvelles qu'il a données à l'art tragique. La plupart des tragédies d'Euripide semblent jetées dans le même moule ; au début, un long prologue ne s'explique même pas par la présence d'un confident : c'est Neptune lui-même qui s'avance sur la scène, se fait reconnaître pour le dieu de la mer et raconte aux spectateurs les malheurs de Troie dont il a bâti les murailles avec Apollon. L'intérêt de la pièce ne commence qu'après cette exposition qui nous a mis au courant de ce qui va se passer : précaution souvent nécessaire, car Euripide, comme nous l'avons vu, ne présente pas les traditions sous leur forme connue et pour ainsi dire, consacrée. L'action est toujours pathétique : nous-mêmes, nous retrouvons après des siècles les émotions qui devaient agiter les contemporains du poète. Mais Euripide n'est guère plus heureux dans ses dénouements que dans ses prologues : il faut qu'un dieu intervienne, ou qu'un messager nous apprenne quelque événement merveilleux qui arrive juste à point pour faire sortir les personnages de situations d'ou il semble que rien ne les puisse tirer. Aristophane n'est pas moins juste dans sa sévérité contre les chœurs. Sur le théâtre d'Eschyle, le chœur conserve presque le premier rôle : ce n'est pas là ce que critique Aristophane. Sur celui d'Euripide, ses chants sont quelquefois étrangers à l'action ou ne s'y rapportent qu'indirectement. Il n'est plus, comme le voudrait Horace, le défenseur de la vertu, « virtutis veræ custos rigidusque » satellites ; c'est un personnage indifférent ou vulgaire, qui semble n'assister aux actions héroïques que pour les juger avec la sagesse banale et sans portée du premier

venu : « Jupiter dans l'Olympe est le dispensateur des
« destinées. Les dieux accomplissent beaucoup de choses
» contre notre attente, et celles que nous attendions n'ar-
« rivent pas : mais Dieu fraie la voie aux événements im-
« prévus. Telle est l'issue des faits que nous venons de voir
« se passer. » Voilà tout ce que lui inspirent, au moment
de quitter la scène, les événements merveilleux accumulés
dans Médée, dans Hélène, dans les Bacchantes, dans
Andromaque, dans Alceste ! Heureusement pour le poète,
les spectateurs quittaient le théâtre plus émus et moins
sentencieux.

Tels sont les principaux griefs de l'acte d'accusation
dressé par Aristophane contre le génie d'Euripide. Une
fois la cause plaidée, on apporte des balances, et les vers
des deux poètes rivaux sont pesés devant Bacchus. C'est
Eschyle qui l'emporte ; le vieux poète brave fièrement son
ennemi : « qu'Euripide, dit-il, monte lui-même dans la
« balance avec ses enfants, sa femme, Céphissophon et
« tous ses ouvrages ; et moi, dans l'autre plateau je ne
« mettrai que deux de mes vers. » Bacchus se décide à
emmener Eschyle : « Je choisis, dit-il, celui que mon
« cœur préfère. » Le trône de la poésie aux enfers, et
partant la seconde place est décernée à Sophocle. Quant
à Euripide, il rappelle vainement que Bacchus a promis
de l'emmener ; on lui ferme la bouche avec un vers de
son Hippolyte : « Ma langue a juré, mais non mon cœur. »
— Tel est le jugement définitif d'Aristophane ; la posté-
rité l'a ratifié ; la place d'Euripide est certainement après
Eschyle et après Sophocle. Cependant il est nécessaire de
protester contre certaines vivacités, certaines exagéra-
tions de ses satires, que rien ne saurait justifier, pas
même la nécessité de faire rire les spectateurs. La critique
d'Aristophane a la prétention d'être toute morale et de
juger les choses de haut ; il en veut au poète moins pour

avoir fait de mauvais vers que pour avoir formé de mauvais citoyens. Mais ses jugements sont étroits, exclusifs, et d'une *partialité révoltante*. Il a reconnu que l'art dramatique prenait une direction nouvelle et moins pure ; mais il n'a pas vu, ou peut-être il n'a pas voulu voir les motifs de cette transformation : il n'a même pas pris la peine de la discuter. Euripide a subi l'influence de son temps ; il appartient à une génération qui a poussé jusqu'à l'excès l'amour de la discussion et de l'examen critique : aussi ses personnages semblent-ils trop souvent sortir de l'école d'un sophiste. Aristophane a raison de lui reprocher son goût pour les subtilités morales et la mauvaise rhétorique ; mais il ne voit pas que ce qu'il y a de mauvais dans Euripide, c'est à l'époque qu'il faut l'attribuer bien plus qu'au poète lui-même. Qui sait ce que serait devenu Eschyle à l'école de Protagoras ? C'est au nom des mêmes principes que Socrate et Euripide ont été si maltraités ; nous n'oserions pas dire qu'Aristophane a été aussi injuste envers le poète qu'envers le philosophe : il ne semble pas en effet qu'il ait jamais connu le vrai Socrate, et l'Euripide des Grenouilles est infiniment plus ressemblant que le ridicule personnage des Nuées. Cependant dans l'un comme dans l'autre, Aristophane a reconnu les hommes des temps nouveaux, il a pressenti la décadence dans laquelle allaient succomber peu à peu les plus belles qualités du génie Grec. Aussi n'a-t-il remarqué dans Socrate que sa ressemblance, assez superficielle, il est vrai, avec les sophistes leurs ennemis communs ; dans Euripide, que la mauvaise rhétorique et la subtilité. Il faut lui pardonner cet attachement un peu exclusif à un passé qui avait été si glorieux ; nous qui savons ce qu'il paraît avoir deviné, nous aurions mauvaise grâce à lui en vouloir d'avoir été, même aux dépens d'Euripide, cet homme dont parle Horace :

Difficilis, querulus, laudator temporis acti.

D. DELAUNAY.

II.

LE VOYAGEUR FRANÇOIS PYRARD EST-IL NÉ A LAVAL ? (1).

Messieurs,

Le nombre des hommes célèbres nés à Laval n'est pas grand ; c'est une raison pour ne pas le laisser diminuer. Parmi les Lavallois qui ont acquis une certaine célébrité il faut certainement placer le voyageur *François Pyrard*. Cependant on nous le conteste aujourd'hui. Un auteur belge le revendique pour son pays. C'est cette prétention nouvelle, Messieurs, que je veux examiner avec vous.

Un mot d'abord sur Pyrard et sur la manière dont les relations de ses voyages ont été rédigées.

§ I.

Le 18 mai 1604, deux vaisseaux, le *Croissant* et le *Corbin* portaient de Saint-Malo pour les Indes-Orientales. Elles avaient été armées par une compagnie de marchands de Saint-Malo, de Laval et de Vitré.

Parmi les passagers se trouvait François Pyrard. Le

(1) Extrait du procès-verbal de la séance du 10 mai 1866.

motif de son voyage, il le dit lui-même, était de *voir du pays et d'amasser du bien*.

Il vit du pays, beaucoup de pays, autant que le beau Pécopin de la légende ; comme lui il fut battu de tous les vents et de toutes les infortunes : comme lui il fut mêlé aux plus merveilleuses aventures. Mais il ne trouva pas la richesse. Il revint à Laval le 16 février 1644, *sans avoir amassé de bien*, malade, aigri et plus pauvre qu'il n'était parti.

Je ne vous raconterai pas les voyages de Pyrard, ils sont très-intéressants encore aujourd'hui et donnent de curieux renseignements sur des pays qui étaient alors complètement inconnus.

Vous les trouverez très-agréablement résumés dans les *Voyageurs anciens et modernes* de Charton (4 vol, in-4° Paris 1854) et encore dans un des vol. de l'*Annuaire de la Mayenne* (année 1844), dans un excellent article de M. Levêque-Bérangerie, cet homme de bien, ce médecin distingué que nous accompagnions hier à sa dernière demeure. Vous excuserez, Messieurs, ce souvenir donné à un homme que nous avons tous connu et apprécié et qui a été pendant longtemps un membre actif de notre Société de l'Industrie (*Très-bien*).

Je reviens à Pyrard. S'il ne trouva pas la fortune, il acquit du moins une certaine notoriété, une certaine gloire ; peu de temps après son retour au pays natal, il se rendit à Paris où le récit de ses aventures lui valut la protection de quelques grands personnages, du président *Jeannin*, de *Jérôme Bignon*, etc. On imprima la relation de ses voyages. Trois éditions, de 1644 à 1645, suffirent à peine à satisfaire la curiosité publique. On s'arrachait Pyrard : tout le monde voulait lui entendre raconter ses *Impressions de voyage* : il fut pendant quelque temps le lion du jour.

Tous les biographes sont d'accord pour reconnaître que ce n'est pas Pyrard, homme peu lettré, qui a rédigé les relations que nous possédons imprimées sous son nom. On en a longtemps attribué la rédaction à Jérôme Bignon, ce jeune prodige, cet enfant précoce, qui à neuf ans avait composé une *Géographie de la Terre Sainte*, à treize ans, un *Discours de la Ville de Rome et Singularitez d'icelle*, à quatorze ans, un livre *De l'élection des Papes*, et qui n'en devint pas moins, avocat général, conseiller d'Etat et un des hommes distingués de son temps.

De nos jours on a reconnu que le véritable metteur en œuvre des souvenirs de Pyrard, n'était pas le grand Bignon, mais un certain *Pierre Bergeron*, chanoine. C'est ce qui a été établi d'une façon incontestable par un passage des *Historiettes de Tallemant des Reaux* et surtout par des notes marginales tracées par l'évêque d'Avranches *Huet* sur un exemplaire des voyages de Pyrard conservé à la Bibliothèque Impériale. La critique moderne excelle en ces petites rectifications littéraires.

Ce Pierre Bergeron était chanoine, je ne sais d'où ; après avoir été précepteur dans plusieurs grandes maisons, il devint le commensal de M. et M^{me} de Blairancourt, que Tallemant a fait entrer dans sa galerie satyrique, à cause de la grande avarice du mari.

M. et M^{me} de Blairancourt se piquaient de bel esprit. Monsieur, qui avait voyagé, avait rédigé trois vol. in-^{fo} de ses voyages. Madame, Charlotte de Vièux-Pont qui s'était mariée à neuf ans, (vous le voyez, Messieurs, en ce temps-là tout le monde était précoce), (*on rit*), Madame, dis-je, achevait son éducation sous le bon Bergeron. Elle composa un *Discours sur l'amour conjugal*.

Bergeron demeura toute sa vie près d'elle, passant la plus grande partie de l'année au château de Blairancourt en Picardie, château qu'avait bâti M^{me} de Blairancourt et

qu'elle fit tout défaire pour réparer un seul défaut de construction : cette petite personne ne voulait pas qu'on put dire qu'elle avait fait dans sa vie une faute.

Le bonhomme Bergeron avait entendu parler de Pyrard et de ses étonnantes aventures ; pour distraire sa jeune élève il le fit venir à Blairancourt et l'y retint deux ans, se plaisant à lui faire raconter ses voyages. « De temps en temps il lui faisait parler des mêmes choses, pour voir s'il ne vacillait point ; car Pyrard n'était qu'un brutal et un ivrogne, et c'est ainsi que Bergeron rédigea le livre de Pyrard. Il prit tout ce soin parce que c'est la seule relation que nous ayons des Maldives. (Talle-
mant des Réaux, t. 6. p. 502). » Mais le bon vieillard ne voulut point voler sa gloire à Pyrard et ne mit point son nom à son œuvre.

Ce curieux passage de Tallemant ne peut plus laisser de doutes et établit définitivement que Pierre Bergeron est le rédacteur des voyages de Pyrard. On regrette seulement que notre pauvre compatriote y soit, si mal traité. Mais dans ces longs voyages, au milieu de tant d'aventures, on contracte quelquefois d'étranges habitudes et puis Tallemant est si mauvaise langue !

§ II

Personne n'avait, jusqu'à ce jour, contesté à la ville de Laval la gloire d'avoir donné naissance à Fr. Pyrard.

Aussi ce ne fut pas sans un certain étonnement que, parcourant, il y a quelques jours, les dernières livraisons du *Magasin pittoresque*, je lus cette phrase dans le numéro du mois de mars 1866, page 84, en note :

« Disons en passant que Pyrard n'était pas né à Laval. Steimbert, près Verviers (Belgique) est le lieu réel de sa naissance (Voy. Baron Jules de S. Génois, *Les voyageurs Belges*, 2 vol. in-12.) »

Je pris la plume, j'écrivis quelques mots à l'honorable directeur du *Magasin pittoresque*, M. Charton ; je lui demandai sur quoi s'appuyait M. de S. Génois pour essayer de ravir à Laval et à la France le vieux voyageur du XVII^e siècle.

Je reçus bientôt de M. Ferdinand Denis la lettre suivante, lettre renfermant des communications intéressantes comme vous allez le voir, et dont je ne saurais trop⁷ le remercier :

Paris, le 5 mai 1866.

« Monsieur,

« Je comprends à merveille le sentiment honorable qui a dicté votre lettre adressée à M. Ed. Charton et c'est parce que j'en suis touché que je réponds immédiatement aux demandes que vous faites à Monsieur le directeur du *Magasin*, dont je m'honore d'être un des plus actifs collaborateurs. J'étais convaincu comme vous, Monsieur, que Pyrard était originaire de Laval ; mais M. de S. Génois est si explicite dans ses assertions que j'ai senti s'évanouir ma foi en l'origine française de notre vieux voyageur. Sa famille existe encore, dit on, dans les villages de Mangoubroux et de Heusy, près de Verviers et l'abbé Duval Pyrau (car on désigne aussi Pyrard sous ce dernier nom) a réclaté les liens qui l'attachaient au vieux voyageur, dans sa défense devant le tribunal révolutionnaire de Liège.

En examinant bien les choses, Monsieur, et en relisant à votre intention l'énorme volume de Pyrard (ce qui n'est pas un médiocre surcroît de besogne), le doute se fait dans mon esprit. Comme vous le remarquez très bien, M. Jules de St Génois dont j'honore les connaissances, *est Belge* et Pyrard se dit toujours *Français*. Tallement des Réaux, son contemporain, dont la verve médisante ne le ménage nullement, le considère comme tel et il y a eu enfin au XVIII^e siècle un certain voyageur en Orient nommé *Claude Pyraux*, mort à Bassorah en 1773, dont le souvenir fort affaibli, a pu amener quelque confusion dans la question. Je vais entreprendre des recherches à ce sujet et je me ferai un devoir, croyez-le bien, de vous en faire connaître le résultat.

M. le baron de S. Génois est fort connu dans le monde savant. Son éditeur ou plutôt son imprimeur à Bruxelles est M. Ad. Vahlen, rue des Sables, 24. Vous pourriez peut-être lui écrire et je suis à peu près sûr qu'il se ferait un plaisir d'éclaircir vos doutes.

M. Charbon m'a chargé de répondre à votre lettre, parce que je suis l'auteur de l'article qui a fait naître votre réclamation, c'est donc en son nom et au mien que j'ai l'honneur de vous offrir l'expression des sentiments très-distingués de

Votre empressé serviteur,

FERDINAND DENIS.

Conservateur-administrateur de la Bibl. de Sainte Geneviève.

P. S. Je crois me rappeler que la Bibliothèque impériale de Paris possède certains manuscrits de Bergeron dans lesquels il est fait mention de Pyrard. J'irai les consulter.

Je ne sais, Messieurs, quelles sont les preuves qu'apporte M. de S. Génois à l'appui de sa prétention nouvelle; je n'ai pu me procurer son ouvrage. Il paraît qu'elles ont un moment ébranlé l'honorable M. Ferdinand Denis; mais aujourd'hui après un examen plus attentif, il doute, il vous le dit lui-même.

Pour moi je ne saurais douter. Pyrard dit nettement, formellement : *Je suis natif de Laval*; or quel meilleur témoignage que celui de Pyrard lui-même? Voici comment il s'exprime à la fin de ses voyages. (Edition de 1615 intitulée : *Voyages des Français aux Indes Orientales, Maldives, Moluques et au Brésil.*) Il raconte qu'après dix ans de pérégrinations et d'infortunes il arriva enfin à la Rochelle, qu'il y fut consolé un peu et arrêté par les caresses et les honneurs que lui firent les principaux habitants charmés du récit de ses aventures, mais qu'il aspirait à voir le pays natal, qu'il partit pour Niort... « Il s'y tenait, dit-il, une forte foire où se trouvaient des

« *marchands de mon pays natal qui est Laval, en Bretagne, où je m'en retournaï avec eux et y arrivai le 16 février 1811. Dieu soit loué.* »

Je ne sais vraiment ce que l'on peut opposer à un témoignage aussi net, aussi formel ?

Que les voyages de Pyrard n'ont pas été rédigés par lui ? Mais ils l'ont été sous sa dictée et vous savez avec quel souci de la vérité par le bon Bergeron.

Que Pyrard s'est trompé ; qu'originaire de Flandre, il a pu être amené jeune à Laval, qu'il n'existe pas de famille Pyrard à Laval, qu'au contraire, il y a encore en Belgique une famille Pyrau (car Pyrard et Pyrau c'est la même chose), famille qui a toujours revendiqué des liens de parenté avec le célèbre voyageur ?

Il est vrai qu'il n'existe plus aujourd'hui à Laval de famille Pyrard. M. La Bérangerie (annuaire de 1844) avoue qu'il a fait de vaines recherches pour retrouver les traces de cette famille. Mais combien d'autres familles ont ainsi disparu. Du reste, la question n'est pas de savoir s'il y a aujourd'hui des Pyrard à Laval. Ce qu'il importe de constater c'est qu'il existait à Laval, au commencement du XVII^e siècle une famille de ce nom. Or, voici un fait littéraire qui, suivant nous, l'établit d'une manière certaine. On lit dans la *Bibliotheca Scriptorum Societatis Jesu* du P. Sotuel, que l'année même où François Pyrard quittait le port de Saint-Malo sur le *Corbin* (1604), un *Pierre Pyrard de LAVAL*, âgé de 24 ans entrait dans la Société de Jésus. Ce rapprochement est curieux et n'a pas échappé à M. Hauréau dans son *Histoire littéraire du Maine* (T. I. p. 494). Il paraît bien probable qu'un lien de parenté unissait ces deux jeunes gens qui, de même nom et la même année quittaient la ville de Laval et se jetaient dans des voies si diverses.

Je finis, Messieurs. Il y avait là une petite question d'a-

mour-propre national, sur laquelle je me suis peut-être trop étendu. En tout cas, jusqu'à nouvel ordre et preuve évidente du contraire, nous garderons pour Laval et pour la France notre François Pyrard malgré M. de S. Génois, et ses *Voyageurs Belges*.

JULES LEFIZELIER.

III.

MALTHUS ET SON TRAITÉ SUR LE PRINCIPE DE LA POPULATION.

Peu d'écrivains ont excité autant de critiques amères que le célèbre auteur Anglais dont je vais essayer d'analyser l'œuvre principale.

Le nom de Malthus est pour toute une classe de la société et particulièrement pour les femmes pieuses un objet de répulsion et d'horreur.

Deux phrases seulement, extraites du traité sur le principe de population ont suffi pour attirer sur la tête de cet économiste, de son vivant et sur sa mémoire, depuis sa mort, l'anathème qui ne devrait être réservé qu'à ces auteurs sans vergogne, qui se font un jeu de la morale et de tout ce qui contribue à pousser l'homme à la pratique des vertus.

Je vais citer de suite ces deux phrases, fussent-elles, au premier abord, exciter chez vous une réprobation analogue. J'essaierai ensuite, sinon de justifier entièrement

la pensée de l'auteur, du moins d'en tirer ce qu'il y a de vrai et de pratique.

Malthus dit :

« Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa
« famille n'a pas le moyen de le nourrir ou si la société
« n'a pas besoin de son travail, cet homme n'a pas le
« moindre droit à réclamer une portion quelconque de
« nourriture et il est de trop sur la terre. Au grand ban-
« quet de la nature il n'y a pas de couvert mis pour lui ;
« la nature lui commande de s'en aller et elle ne tarde
« pas à mettre elle-même cet ordre à exécution. »

Il dit encore :

« Les lois relatives aux pauvres sont un encouragement
« au mariage, qui agit d'une manière constante et systé-
« matique, car elles ôtent à chaque individu le poids de
« la responsabilité que la nature impose à tout homme qui
« devient père. La bienfaisance privée a la même tendan-
« ce, elle facilite l'entretien d'une famille, elle égalise, au-
« tant qu'il est possible de le faire, les charges du ma-
« riage et du célibat. »

Voilà les deux phrases que l'on a voulu considérer comme le résumé de toute sa doctrine, qui ont excité une si violente réprobation contre son auteur.

Nul doute que si Malthus eût vécu en un temps ou en un pays, où l'on persécutait les gens pour leurs opinions, il n'eût figuré dans un Auto-da-fé.

Le sentiment public est déjà bien revenu sur cet arrêt. Tous les économistes sérieux étudient la doctrine de Malthus; la législation anglaise a fait son profit de ce qu'il y a de vrai dans son œuvre. Des réformes profondes ont été introduites sous son inspiration dans les lois sur le paupérisme.

Bien des gens pratiquent sans mariage et dans le ma-

riage la continence morale qu'il recommande, et peut-être un jour élèvera-t-on une statue à ce Caïn afin que soit réalisé une fois de plus ce que dit Béranger des hommes de génie :

On les persécute, on les tue,
Sauf après un lent examen,
A leur dresser des statues
Pour la gloire du genre humain.

Je vais, en quelques pages, résumer la doctrine de Malthus, et nous verrons si elle est aussi anti-humaine et aussi anti-chrétienne que la lecture isolée des phrases que je viens de citer semblerait le faire croire.

Malthus, frappé de ce fait mathématique incontestable, que *quand rien n'arrête le développement de la population*, elle croît en progression géométrique, c'est-à-dire comme les nombres :

1. 2. 4. 8. 16. 32. 64. 128. etc.

tandis que quelle que puisse être la fertilité d'une contrée les subsistances ne peuvent s'accroître qu'en progression arithmétique, c'est-à-dire comme les nombres :

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. etc

fut logiquement amené à conclure que quelque peu peuplée que fût une contrée à un certain moment et quelle que fertile quelle puisse être, il doit arriver une époque où la population atteint d'abord le niveau des substances, puis dépasse ce niveau, mais qu'à peine dépassé, ce niveau est de nouveau atteint par une décroissance de la population, qui se trouve ainsi forcée par une pression supérieure à tous les efforts humains, à ne pas dépasser un certain niveau maximum, or cette force invincible, qui ramène forcément les populations au niveau des subsistances, quand elles le dépassent, Malthus l'a trouvée dans l'une des trois causes suivantes :

La continence;

Le vice ;

La misère.

La continence est l'abstention plus ou moins complète de l'union des sexes.

Le vice est tout ou partie de ces pratiques honteuses réprouvées dans toutes les sociétés chrétiennes, mais que l'antiquité payenne, que tant de gens trouvent encore ce qu'il y a de plus beau au monde, cette antiquité payenne qui est le champ où l'on exerce presque exclusivement l'intelligence de nos enfants, cette antiquité payenne, dis-je, avait osé admettre ouvertement et même diviniser.

Formosum pastor Corydon ardebat Alexin.

Le mot misère, qui ne rend pas parfaitement l'expression anglaise *Misery*, signifie ici l'ensemble des maux physiques qui assiègent l'humanité, il comprend les guerres, les famines, les maladies, etc,

Repoussant de toutes ses forces le vice, déplorant la misère et cherchant à l'éloigner de l'humanité ; forcé cependant d'admettre l'un des ces trois obstacles au développement indéfini de la population, il a choisi sans hésiter la continence, lui a adjoint l'épithète de morale et l'a recommandée comme une vertu, qui devait être d'autant plus pratiquée dans une contrée, qu'elle approchait davantage de ce niveau fatal que la population ne peut dépasser.

Or, Malthus vivait dans un pays où ce niveau était déjà atteint ou près de l'être ; il voyait chaque jour les funestes effets du prolétariatisme en Angleterre, en Ecosse et surtout en Irlande. Il ne fut pas, il est vrai, témoin de l'effroyable famine qui, en 1846-47, a enlevé en quelques mois plus d'un million d'êtres humains à l'Irlande ; mais il lui était facile de la prévoir et les réformes céréales si courageusement décrétées par sir Robert-Pael, grand palliatif, qui

permettra à l'Angleterre d'élever encore un peu le niveau fatal durant quelques années, ce grand palliatif n'existait pas encore.

Malthus ne se dissimulant pas les obstacles que les propensions naturelles de l'homme apportent à la pratique de cette vertu, s'est demandé s'il était une seule des vertus les plus recommandées par la religion et la morale qui ne trouvât dans les instincts brutaux de l'homme des obstacles analogues? Il a considéré que si la nature a mis en nous désir de reproduction, elle y a attaché un devoir, celui de pourvoir aux besoins des êtres auxquels nous donnons la vie, jusqu'au moment où eux-mêmes peuvent se suffire.

Malthus a beaucoup voyagé; il a étudié chez tous les peuples qu'il a visités, chez tous ceux dont il a suivi l'histoire dans le passé et dans le présent, les causes qui ont arrêté le développement de la population et il a constamment trouvé le vice et la misère, souvent l'un et l'autre.

Il a donc conclu de cette étude profonde que le devoir de tout homme était, avant de céder à ses penchants charnels, comme le fait la brute, de s'enquérir s'il est ou non en état de remplir les devoirs qui en sont la conséquence et dans le cas de la négative, il dit : abstenez-vous.

De même que l'homme, dans nos sociétés civilisées, n'a pas le droit, par cela seul qu'il a soif ou faim, de s'emparer du vin ou du pain que d'autres ont pris la peine de produire, et qui est leur légitime propriété, de même l'homme qui désire jouir des douceurs de la vie conjugale ne doit pas le faire inconsidérément.

Qu'y a-t-il dans cette doctrine de contraire à la morale?

Malthus passant en revue les lois et les institutions de la plupart des peuples du monde a vu que nonobstant les pestes, les famines, les guerres, les maux de tous genres qui avertissent les gouvernements de ne pas exciter les

populations à s'accroître outre mesure, presque toutes les institutions sont combinées de manière à exciter le peuple à des unions irréfléchies et imprévoyantes, que les institutions de charité légale, celles surtout qui existaient de son temps dans son propre pays et qui remontaient au règne d'Elisabeth, tendent à ôter à l'homme le sentiment du devoir que lui impose son état de père, à le débarrasser du fardeau d'élever et de nourrir ses enfants, le ravalant ainsi au-dessous de la brute qui remplit courageusement ce devoir à l'égard de ses petits jusqu'à ce qu'ils soient en état de se suffire; et que ces institutions portent l'homme à multiplier sans souci de l'avenir et sans remords des maux qu'il prépare aux êtres à qui il a donné la vie.

Il a donc vu dans ces institutions outre la misère, qui en est le premier fruit, la guerre alimentée par la facilité que trouvent les conquérants à recruter leurs armées, les troubles civils entretenus par l'erreur où sont les populations, croyant que l'état leur doit ce qu'il est impuissant à leur fournir, la jalousie interposée entre les pauvres et les riches, enfin l'injustice des taxes imposées à celui qui possède pour nourrir ceux qui n'ont rien, sans que le cœur y prenne aucune part chez ceux qui payent et sans reconnaissance de la part de ceux qui en consomment les produits.

Passant ensuite en revue les moyens proposés ou pratiqués à toutes les époques pour nourrir une population exubérante, tels que l'extension des cultures, le changement dans la nature des produits du sol, les émigrations, etc., il y a trouvé des palliatifs d'un moment, propres à soulager un mal passager, mais non à guérir une plaie profonde. Il a dû considérer ces moyens comme ne pouvant résoudre dans toute sa généralité, le problème de maintenir toujours l'équilibre entre les populations et

les subsistances, Il a donc été très-logiquement amené à poser les principes suivants qui résument toute sa doctrine :

Tout homme a pour devoir d'élever sa famille ; la société ne lui doit rien pour l'aider à accomplir cette tâche. Si des âmes charitables lui viennent en aide, ce ne doit être que volontairement et à charge de reconnaissance de la part de celui qui reçoit ces services. Dans les sociétés où la population est déjà arrivée au niveau des subsistances actuelles et à peu près au niveau du maximum des subsistances possibles, il faut recommander au peuple, en lui donnant l'instruction, de considérer l'état de mariage comme une récompense du travail, à laquelle l'homme ne doit songer à aspirer que quand il s'est acquis une probabilité suffisante de pourvoir à l'entretien de sa famille.

La Société commet une faute quand elle reconnaît au pauvre le droit d'être allégé des obligations qui résultent de son état de mariage. La Société se crée une impossibilité et prépare des déceptions ou des catastrophes, quand elle prétend égaliser par des taxes prélevées sur les riches et sur les célibataires, les charges des différentes classes de la Société. Enfin l'exercice de la charité, qui est une des plus douces satisfactions du cœur, doit être réglé et contenu en considération des principes qui précèdent, et l'homme charitable doit réserver ce qu'il destine à se procurer cette jouissance pour subvenir aux maux accidentels et hors des prévisions humaines, en ne consacrant que le moins possible à l'allègement de la misère qui résulte de l'imprévoyance ou de l'inconduite.

Tel est le résumé très succinct et complètement dépourvu du charme de style, dont ce célèbre auteur a su l'entourer, de la doctrine de Malthus. Si on peut en blâmer la

sévérité, on ne peut cependant l'accuser de manquer de logique et de raison ; on ne peut pas non plus l'accuser d'immoralité, comme on l'a fait bien souvent.

Je ne prétends pas que cette doctrine soit à l'abri de toute critique. Je vais en formuler quelques-unes et Malthus lui-même a reconnu que ses raisonnements péchaient par l'excès de la logique, car il dit en terminant son livre :

« Il est probable qu'ayant trouvé l'arc trop courbé dans un sens, je l'ai trop courbé de l'autre en vue de le redresser. »

Ce que doit faire tout homme grave, sensé, ami de l'humanité, ce n'est pas de condamner un auteur sérieux, qui a profondément médité sur ces questions avant de formuler une doctrine ; mais de l'étudier dans tous ses détails, d'en retrancher les excès, d'en admettre ce qui se concilie avec les véritables besoins de la société, et surtout avec les préceptes inaltérables de la morale.

Je vais aborder quelques-unes des principales objections élevées contre Malthus :

1° La continence morale, c'est-à-dire l'abstention volontaire du mariage sans engagement dans les ordres sacrés est en opposition avec le texte des livres sacrés et en particulier avec le précepte : Croissez et multipliez et remplissez la terre.

2° Le refus de venir en aide au pauvre chargé de famille, quand son dénuement est la conséquence de son inconduite, fait retomber la peine sur de pauvres enfants, innocents de la faute de ceux qui leur ont donné le jour.

3° Le globe est loin d'être peuplé comme le comporte sa fertilité. Il est donc tout au moins fort prématuré de se préoccuper d'une surabondance de population qui n'existe que dans quelques contrées d'une très-faible étendue.

4° Quelle est l'âme charitable qui, avant de donner un

morceau de pain au pauvre qui sollicite, s'enquerra si ce pauvre est tombé dans le dénuement par inconduite ou par fatalité ?

5^e Le retard dans les mariages, et même l'abstention complète pour toute une classe nombreuse de la Société ne conduit-elle pas à accroître dans une énorme proportion le désordre des mœurs ?

Telles sont, je crois, les principales objections auxquelles la doctrine de Malthus peut donner lieu.

La première ne me semble pas sérieuse, car si la prescription du 28^e verset du 1^{er} chapitre de la Bible était absolue, ce serait la condamnation du célibat des prêtres et des religieuses. Et que ne justifierait-on pas aussi par des passages de la Bible ? l'esclavage lui-même n'y a-t-il pas trouvé sa justification au dire de certains ministres des états du sud de l'Amérique ? Je n'insisterai pas sur ce point délicat.

La seconde objection est plus sérieuse. Une société qui proscrire de son sein toute charité publique et privée se mettrait non seulement en opposition avec le texte et l'esprit de l'évangile, mais encore se priverait de la plus douce jouissance de l'âme, celle de faire le bien à son semblable.

Il n'en est pas moins vrai cependant que la charité, pour ne pas produire les maux qu'on ne peut s'empêcher de lui reconnaître quelquefois et pour donner au contraire tous les fruits salutaires qu'on en attend pour ceux qui la reçoivent et surtout pour ceux qui la font, la charité, disons-nous, doit être entièrement volontaire et spontanée. Malthus nous paraît avoir parfaitement raison quand il ne reconnaît pas au pauvre le droit à des secours ; car ce prétendu droit ne serait autre que le socialisme et se transformerait promptement en droit à l'oisiveté, à l'ivrognerie, au libertinage et à tous les vices les plus

dissolvants : ce que Malthus a combattu avec la plus grande raison, c'est la charité légale, obligatoire, la taxe des pauvres en un mot : genre de charité qui exclut la reconnaissance de la part de celui qui est secouru, la satisfaction de cœur pour celui qui paie la taxe, qui crée l'imprévoyance, la dissipation, la jalousie chez les basses classes, qui perpétue en un mot le fléau du paupérisme. Sans doute il arrivera par ce fait de la suppression de la charité légale qu'un moindre nombre de pauvres pourront être secourus ; mais remarquons qu'il ne s'est jamais agi d'une suppression radicale et instantanée des établissements de charité publique, mais de la substitution graduelle de la charité privée à la charité publique, laquelle substitution graduelle, combinée avec une diffusion de l'instruction, fera peu à peu disparaître la plaie du paupérisme, donnera à l'homme un sentiment plus élevé de sa dignité, développera l'amour du travail en restreignant d'autant les vices qui dégradent aujourd'hui les basses classes.

Voilà, selon moi, comment doit être entendue la partie de l'œuvre de Malthus qui a trait à la charité.

La troisième objection est beaucoup plus spécieuse que réellement fondée.

Le globe, dit-on, est loin d'être suffisamment peuplé, la pléthore que l'on redoute n'existe donc pas ou plutôt n'existe que partiellement. Il suffit de verser le trop plein d'une région sur une autre.

Est-ce donc chose si facile de verser ce trop plein d'un lieu dans un autre ? Est-ce que chaque embarquement d'émigrants n'est pas accompagné d'un flot de pleurs, est-ce que la séparation des membres d'une famille n'entraîne pas les plus cruels déchirements ? Et puis, que peut-on verser dans un pays neuf, non encore suffisamment peuplé ? sont-ce des enfants incapables de gagner leur subsis-

tance ? Evidemment non, ce sont des adultes seulement que demandent les pays importateurs d'émigrants, et ce ne sont pas seulement des bras, mais des capitaux pour les faire fructifier ; or, l'adulte pourvu de quelques capitaux trouve toujours à vivre de son travail dans son propre pays, son émigration n'apportera donc aucun soulagement au pays exportateur. Voyez, par exemple, l'Irlande qui depuis un quart de siècle a fourni plusieurs millions d'émigrants à l'Amérique, est-elle moins dévorée par la plaie du paupérisme ? Tout pays fertile qui ne s'est pas peuplé spontanément c'est qu'il y a quelque obstacle grave au peuplement, et tout pays dans lequel ces obstacles viendront à disparaître, se peuplera tout naturellement en peu d'années tout autant que sa capacité et son degré de fertilité le comportent. Ainsi, par exemple, les Etats-Unis d'Amérique depuis leur émancipation, c'est-à-dire depuis qu'ils ont été pourvus d'un gouvernement libéral et sage, ont vu et voient leur population doubler tous les vingt-cinq ans, et dans ce doublement les émigrations entrent pour fort peu de chose.

La quatrième objection me paraît tout-à-fait fondée, mais ne détruit pas la doctrine. La charité publique et obligatoire étant supposée ne plus exister ou tout au moins réduite à de très-faibles proportions, que la charité privée s'exerce en toute liberté sur toutes les misères, même les plus méritées, les abus, s'il y en a, seront toujours bien minimes, et combien de fois un peu d'aide accordé à temps, facilitera l'amélioration morale de gens qui sans cet aide se seraient enfoncés de plus en plus dans le vice. C'est donc au sujet de l'exercice de la charité privée que la doctrine trop absolue de Malthus mérite des critiques que lui-même a d'ailleurs reconnues n'être pas dénuées de fondement.

La cinquième objection est certainement la plus grave

en apparence, du moins; examinons-la à fond et voyons si elle ne retournerait pas aussi bien contre nos lois et nos mœurs que contre la doctrine elle-même.

Est-il bien vrai de dire que si les mariages étaient retardés, si les pauvres s'en abstenaient complètement, si les ouvriers ne le contractaient qu'après s'être assurés d'une probabilité de pouvoir élever leur famille, si les époux réglaient leurs rapports conjugaux suivant l'état de leur fortune, est-il vrai, dis-je, qu'il en résulterait un dévergondage général, un accroissement énorme dans le nombre des enfants trouvés, une pratique générale du vice?

L'humanité est ainsi faite qu'elle ne peut rien produire de parfait; la société qui est le fruit des propensions humaines, bonnes et mauvaises, est comme l'homme, un composé de bien et de mal. Atténuer celui-ci, développer celui-là, tel est le but que poursuivent les hommes sensés, but auquel l'économie politique concourt dans la limite de ses attributions, mais que ni la religion, ni les lois, ni l'instruction, si étendue et si bien dirigée qu'on la suppose, ne peuvent avoir la prétention d'atteindre complètement.

Quelques rêveurs, dont Condorcet, que ni la prison ni la perspective de l'échafaud n'ont désabusé, ont pu seuls se laisser aller à des illusions sur la perfectibilité indéfinie. Il ne faut donc pas attendre que la doctrine de Malthus, si bien entendue et si bien pratiquée qu'on la suppose, supprime le vice; mais je crois que loin de l'accroître elle le diminue en réduisant les éléments dont il s'alimente.

Un fait de statistique que les travaux de Parent du Châtelet a mis en évidence, et que tous les travaux postérieurs ont confirmé, c'est que la disette pousse les hommes à la révolte et les femmes à la prostitution. Donc plus il y aura de misère, plus on trouvera de prostituées. Si

donc l'application de la doctrine de Malthus devait avoir pour effet, comme elle en a la prétention et comme je le crois, de réduire la misère, elle réduirait par cela-même la prostitution ou tout au moins le nombre des prostituées.

D'un autre côté, il est vrai qu'on peut redouter qu'une partie des hommes et des femmes qui s'abstiennent du mariage, par crainte des charges qui en sont les conséquences ne se livrent au désordre ; mais il faudrait avant de condamner la doctrine sur ce point, s'assurer que le mal produit d'un côté dépasse le bien obtenu de l'autre ; or, non-seulement cette preuve n'est pas faite, mais toutes les inductions sont pour le contraire. En effet, dans l'état actuel qu'est-ce qui alimente le vice ? c'est la facilité de trouver des créatures, assez dégradées, pour rompre, moyennant quelqu'argent, les digues de la pudeur.

Supposons une société dans laquelle l'aisance générale existerait, le stimulant du besoin étant supprimé, le nombre des femmes perdues serait incontestablement très-faible. Je n'oserais pas dire qu'il n'en existât plus, car bien d'autres excitations, telles que la coquetterie, la luxure, l'envie, subsisteraient encore, mais ces entraînements sont certainement bien faibles, comparés à celui du besoin.

Pour comparer le bien et le mal qui pourraient résulter de la doctrine, il suffit de comparer l'intensité des besoins qui les produisent ; or, la nature a mis en nous un besoin physique impérieux, celui de l'alimentation, et une propension celle de la reproduction. Nulle part on ne trouve des êtres organisés, vivant sans se nourrir. Partout, au contraire, dans toutes les Sociétés et à tous les degrés de civilisation, on voit bon nombre d'êtres humains sachant pratiquer la continence. L'un des deux besoins est donc incomparablement plus impérieux que l'autre. La doctrine de Malthus devant avoir pour effet de donner satisfaction aux exigences de l'alimentation et ne demandant qu'un

peu d'empire sur soi-même, me semble reposer sur une base solide.

Mais, dira-t-on, les hommes qui ne se marieront que tard et ceux qui ne se marieront pas du tout, auront à parcourir une longue période de puberté pendant laquelle il leur sera bien difficile de résister aux penchants de la nature.

Examinons l'état actuel de la Société et prenons pour exemple la France qui, si elle n'est pas d'une moralité exemplaire, est certainement sous ce rapport au-dessus de la moyenne des autres nations. Voyons si nos mœurs, nos coutumes, nos habitudes sociales, nos lois ne font pas adopter par la classe la plus aisée, la plus éclairée, précisément ce que Malthus recommande aux classes les moins fortunées.

Dans la classe moyenne, qui est certainement en France la plus morale, on voit rarement les jeunes gens se marier avant vingt-cinq ou trente ans ; cependant la plupart d'entre eux sont pubères de seize à dix-huit ans. Est-ce que la perspective de voir parcourir à leurs enfants cette période de douze à quatorze années, pendant laquelle il y a lutte continuelle contre les désirs, porte les mères les plus vertueuses à marier leurs fils de bonne heure ? Non certes. Toutes pensent, et avec raison, qu'avant d'entrer dans les liens du mariage, il faut qu'un jeune homme s'assure un état, qu'il acquière de la maturité ; toutes savent que la femme passe plus vite que l'homme et que des mariages trop précoces conduisent trop souvent à des désordres dans l'âge mûr.

Ces raisons sont excellentes et font passer par dessus quelques chances d'inconduite temporaire que la surveillance des parents et les principes religieux combattent, arrêtent ou modèrent avec plus ou moins de succès.

Cependant aucun de ces jeunes gens appartenant à des

familles un peu aisées n'aurait à redouter les souffrances de la faim, aucun ne serait aux prises avec la misère, si mauvaise conseillère, aucun n'aurait la douleur d'entendre ses enfants lui demander du pain sans pouvoir lui en donner.

Pourquoi voudrait-on que l'ouvrier, le simple manoeuvre, l'indigent, se mariassent de bonne heure, eux dont le salaire quotidien est quelquefois insuffisant pour leur propre subsistance ? Il n'est pas une seule des raisons admises par les classes moyennes pour retarder leurs propres mariages qui ne doive s'appliquer aux classes inférieures, et pourtant la violation de la vertu de la continence est bien plus facile aux jeunes gens aisés qu'aux pauvres qui ne peuvent pas offrir le salaire du vice.

Est-ce que la vertu de la contrainte morale n'existe pas autour de nous dans l'un ou l'autre sexe ? Chez les prêtres, chez les religieuses qui représentent ensemble, depuis la statistique officielle, 204,477 individus des deux sexes.

Est-ce que la plupart de nos domestiques ne sont pas célibataires ? Voudrions-nous en général qu'ils ne le fussent pas ? Est-ce que les lois militaires n'interdisent pas le mariage à 600,000 individus dans la force de l'âge ?

Si donc la doctrine de Malthus méritait les reproches d'immoralité qu'on lui a si légèrement appliqués, il faudrait retourner l'accusation avec bien plus de force contre nos lois et contre nos mœurs.

Serai-je assez heureux, Messieurs, pour avoir justifié à vos yeux la doctrine de Malthus, je n'ose pas trop l'espérer, car ma voix est bien faible pour défendre un aussi grand auteur d'aussi grandes accusations. En tout cas je m'arrêterai ici, vous demandant pardon d'avoir abusé si longtemps de votre patience et de votre bienveillante attention.

L. MARCHAL.

IV.

LA MAISON-DIEU DE MONSIEUR SAINT-JULIEN, A LAVAL (1).

Les grands travaux d'endiguement qui s'exécutent en ce moment sur le terrain resserré entre la rive gauche de la Mayenne et l'ancienne rue creuse appelée Saint-Julien, vont faire disparaître complètement les restes d'une construction six fois séculaire. Depuis qu'on a renversé, à l'entrée du faubourg, ce bizarre assemblage de bâtisses mal plâtrées, mal assises, qui fermait si désagréablement la perspective des quais de Laval, les passants et les curieux ont pu voir à découvert trois lignes de murs parallèles dont les ouvertures ont la forme d'ogive ou d'arc brisé. Ces substructions, pas plus que les colonnes dont le pied plongeait dans la rivière, n'ont été élevées pour supporter le bazar et les maisons qui l'avoisinaient. C'est la deuxième fois depuis trente ans qu'on leur permet de montrer leur vieille mais solide maçonnerie au grand jour. Avant 1834, elles servaient d'assises à une chapelle

(1) Lu à la séance du 3 décembre 1966.

entourée de quelques bâtiments qu'on nommait, dans la langue simple et naïve du bon vieux temps, la *Maison-Dieu de Monsieur Saint-Julien*. En effet, grâce aux aumônes et aux dons des seigneurs et des habitants de Laval, cet emplacement a été occupé pendant plusieurs siècles par un hospice où de nombreux vieillards et de pauvres malades ont trouvé un asile contre la mort ou la misère. A ce titre, il est bien digne d'arrêter un moment notre attention.

Puisque nous sommes sur la route du passé, pourquoi n'irions-nous pas aussi loin que possible ? L'homme aime à connaître la raison de toute chose. Essayons d'assigner une date à ces vestiges vénérables. Tous les historiens du pays attribuent aux premiers seigneurs de Laval l'honneur d'avoir élevé près de leur donjon une aumônerie sous le vocable de Saint-Julien, mais ils n'ont pu s'entendre pour désigner le nom du fondateur. Les uns disent Bélaillée du IX^e siècle, les autres nomment Ives II du X^e, ou Hamon du XI^e. S'il est vrai que l'antiquité de Saint-Julien soit aussi reculée, ce qu'il est difficile de contrôler aujourd'hui, les débris de construction dont nous parlons ne sont pas les restes de l'Hôtel-Dieu primitif. L'acte authentique le plus ancien où il soit fait mention explicitement de l'aumônerie de Saint-Julien du pont de Laval, n'est que de 1207. L'histoire nous faisant défaut, appelons l'archéologie à notre aide.

Pour peu qu'on veuille considérer la disposition ou l'appareil des matériaux employés à la confection de ces murs, on verra qu'ils ont une ressemblance frappante avec ceux du pont qui les avoisine. De part et d'autre, les ouvertures affectent la forme ogivale ; or il est reconnu aujourd'hui que ce système de construction n'a été mis en pratique qu'au XII^e siècle.

Je sais bien que plusieurs auteurs disent que le pont a

été construit par Guy II au XI^e siècle et même au X^e, mais leur assertion est complètement démentie par toutes les observations de l'archéologie. On ne peut même pas le supposer du commencement du XII^e siècle, car les ouvriers qui ont appliqué les premiers l'arc brisé aux voûtes et aux arches de pont, les ont faites, par timidité et par inexpérience, très-étroites. Ce n'est pas là le caractère des ogives du vieux pont de Laval. Elles sont au contraire très-évasées et accusent déjà la main d'un praticien familiarisé avec ce genre de construction. Allez voir d'abord les ogives qui ont été appliquées à la voûte de l'église d'Avesnières, au commencement du XII^e siècle, et regardez ensuite celles du vieux pont, vous vous sentirez aussitôt en présence d'un édifice postérieur. Les premières portent l'empreinte du tâtonnement, les secondes au contraire enjambent la rivière avec une hardiesse bien marquée. Enfin, si on m'accorde que les vieux murs de Saint-Julien sont contemporains du pont, je conclurai de ces rapprochements qu'ils appartiennent à la dernière moitié du XII^e siècle.

Faut-il croire maintenant, comme l'ont dit plusieurs personnes, que ces débris autrefois réunis par des voûtes aient primitivement servi à former des salles de malades ? Nous ne le pensons pas. Le voisinage de la rivière, dont le niveau se trouvait plus élevé qu'aujourd'hui, par le barrage de Bélaillée situé un peu en aval, rendait les lieux tout à fait insalubres. Un autre motif excite nos doutes. La dimension du bâtiment qui reposait sur l'épaisseur de ces robustes murs dépassait de beaucoup celle d'une chapelle ; même en le divisant, on pouvait encore y faire aisément un sanctuaire et une salle d'infirmierie.

Au reste, la Maison-Dieu de Saint-Julien, dans le principe, n'était pas ce que nous appelons aujourd'hui un hospice. On recueillait alors les lépreux à Saint-Nicolas, dans la paroisse d'Avesnières. Son vrai nom serait aumô-

nerie, car sa principale destination était de distribuer des secours aux voyageurs en détresse et aux pauvres de la ville. Cependant elle logeait aussi des vieillards sans asile, des orphelins et quelques valétudinaires.

On voit par un bail emphytéotique passé en 1207, que la petite corporation de frères et de sœurs qui remplissaient alors l'office d'infirmiers, était en même temps chargée de la régie des biens dont l'aumônerie avait été dotée par les seigneurs de Laval. La comtesse Anne avait abandonné à la maison, parmi ses droits d'épave, celui de dépouiller les gens noyés dans les canaux des Trois-Moulins. L'histoire a omis de dire si cette concession produisait un gros revenu. Nous aimons à en douter.

L'hospice Saint-Julien, ainsi placé sur le grand chemin du Maine et de la Bretagne, offrait un accès plus commode aux étrangers ; mais à une époque comme le moyen âge, où les guerres étaient si fréquentes, les seigneurs eussent été mieux inspirés en le plaçant à l'abri de leurs remparts. Il se trouvait en dehors de la ville, à quelques pas de la porte d'entrée.

Les bateliers qui passent sous l'arche la plus proche de rive gauche, peuvent encore voir l'ouverture sur laquelle retombait le pont-levis. Les deux tours gardiennes de l'entrée se dressaient à côté, sur la saillie même des piles du pont. Dans une position aussi défavorable, il n'est pas étonnant que l'aumônerie Saint-Julien ait été ruinée dès les premiers assauts des Anglais contre la ville de Laval.

Dès 1410, on s'occupa de la réédifier. À la sollicitation des comtes, plusieurs évêques accordèrent en 1413, 1417, 1428, 1431, 1445 et 1446 des passeports et mandements qui permirent à des frères charitables d'aller recueillir des aumônes dans les diocèses de Luçon, de Maillezais et de Saintes. Je regrette de ne pouvoir donner le plan et la description de la nouvelle aumônerie qui fut construite

avec le produit de ces collectes lointaines ; on a négligé de prendre ces indications en la détruisant vers 1833. Ceux qui ont encore conservé quelque souvenir disent qu'elle formait une vaste salle et qu'elle était décorée d'un portail élégant comme ceux du XV^e siècle.

Dans le nouvel état de choses, les constructions inférieures ne furent pas plus qu'auparavant converties en lieu d'habitation. C'est ce qu'on est en droit de conjecturer d'un acte du XV^e siècle. On les avait vendues, sans doute pour créer des ressources à des tanneurs qui y exerçaient leur métier odoriférant.

Vers 1449, des narines trop délicates se plaignirent que cette officine *empulentoit* l'église, et en vertu d'une sentence arbitrale, Saint-Julien reentra en possession de ses soubassements.

Aussitôt après la fin de la guerre de Cent-Ans, une population assez nombreuse vint s'agglomérer dans le faubourg du Pont-de-Mayenne. Comme l'église paroissiale de la rive gauche, Saint-Melaine, se trouvait très-éloignée, la chapelle de Saint-Julien devint, par la force des choses, l'église habituelle du quartier, jusqu'à l'édification de Saint-Vénérand. Le prieur de Saint-Melaine, désolé de ne pouvoir rallier tant de nouveaux fidèles dans sa petite église, offrit à l'aumônier de partager avec lui ses fonctions curiales moyennant compensation. Par un accord passé en avril 1450, il fut convenu que toutes les offrandes faites à l'église Saint-Julien, à l'exception de celles qui se présentent aux mariages, aux relevailles de couches et aux services funèbres, appartiendraient à l'aumônier. En retour, celui-ci s'engagea à payer annuellement aux fêtes de Saint-Julien et de Saint-Jean-Baptiste une rente de 30 sous tournois.

Dans le cours du XV^e siècle, les prêtres-aumôniers de Saint-Julien qui, je ne sais trop comment, étaient devenus

administrateurs des biens des pauvres, continuèrent à exercer leur double office, mais non sans embarras. Malgré leurs remontrances, les officiers du seigneur envoyèrent à l'aumônerie des enfants trouvés et des filles de vie dissolue, en donnant ordre de les nourrir. Plus tard, soit que leur gestion ait été peu consciencieuse, soit que le nombre des indigents fût trop considérable, des plaintes assez vives s'élevèrent contre eux. On les accusa de détourner les revenus. Le comte de Laval crut que le meilleur moyen de prévenir les désordres était de retirer l'administration temporelle des mains des aumôniers, et de la confier à deux bourgeois qui rendraient leurs comptes devant le conseil de ville. Sa pensée fut mise à exécution 1536. Le chapelain, mécontent, soutint qu'on portait atteinte à son bénéfice, et entama contre le comte de Laval une procédure qui dura dix années devant le Parlement de Paris. Pendant cet intervalle, les officiers du seigneur s'empressèrent d'accomplir les réformes qui leur parurent utiles. L'ordonnance du juge de Laval qui fut, à cette occasion, proclamée *à cor et à cri*, dans les carrefours de la ville, mérite d'être rapportée. On y verra un reflet de la bonhomie des mœurs au moyen âge, et, en même temps, un exemple de la façon un peu dure dont on entendait la procédure criminelle.

« Robert Le Bret, licencié ès lois, juge ordinaire de Laval, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut : Sçavoir faisons, que en procédant par nous à la réformation de l'aumosnerie Saint-Julian de ceste ville de Laval, suivant l'arrest donné en la Court le 23^e jour de février l'an 1547, entre aultres articles de la part du procureur fiscal de Laval nous fust remonstré : qu'il estoit vraisemblable la fondation d'icelle aulmosnerie avoir esté faite pour recevoir les pauvres peregrins, enfants orfelins, vielles personnes valetudinaires, qu'il y a grand nombre de mendicans valides extranes qui, incessamment, vacquent par le pais, sous coulleur de

quelque voiaige, lesquels par art et industrie maligne se font ulcérer les membres, contrefont les aveugles, muets, contrefaits.

ont certain gergon par entre eulx, lesquels se retirent la nuict et couchent es lits de ladite aulmosnerie.

blasphemes et yvrongnent le jour, principalement aux bonnes festes de l'an se prostituent aux portes des églises et lieux publics d'icelle ville, afferment et font fait de marchandye de leurs pratiques au grand détriment de leurs âmes, des vrayz pauvres et de la religion cristienne ; Nous requérant y pourveoir et donner ordre que tels abus pour l'advenir ne se commettent, affin que le revenu d'icelle aulmosnerie soit à l'advenir aulmosné et distribué aux vrayz pauvres de Dieu, et que ce faisant, les habitants de ceste ville et forsbourgs soient deschargés desdits pauvres, passagers et péregrins ; aussi affin que tels pauvres ne vaguent plus par les rues et églises pour mendicquer et demander leur vie ; sur quoy, après en avoir conféré avecq chacuns de vénérables et discrets maistres Pierre Belin, curé de la Trinité, frère Robert de Dureil, prieur-curé de Saint-Melayne et Saint-Vénérend, frères René Goussé, prieur, et René Robinard, docteurs en théologie, religieux de l'ordre des Jacobins dudit Laval, et frères Jehan Goubault, gardien, et Roland de Boeeseel, religieux de l'ordre de Saint-François qui nous ont dict la présente ordonnance estre sainte, et par l'avis et délibération de chacuns des M^{res} François Gontier, lieutenant général de Laval, maistre François Bricel, juge des exemps et roiaux, M^e Pierre Dumonceau esleu et enquesteur, Sébastien Barbin, procureur des habitants, et plusieurs autres notables personnages bourgeois et habitants audit Laval, avons ordonné, et ordonnons que, pour l'advenir, les vrais pauvres péregrins seront receus et alimentés à ladite aulmosnerie, chacun pour ung jour et une nuict seulement, sinon qu'il leur sourvynt maladie qui les empeschast de povoir voaiger, lesquels pauvres ne pourront et leur avons inhibé, et défendu, inhibons, et défendons mendicquer par la ville et forsbourgs et églises sur peine de punition corporelle et à tous de ne le souffrir, tolérer, ny leur bailler retraicte sur semblable peyne ; ains les renvoyer à ladite aulmosnerie pour y estre receus, subs-

traintés, nourris et alimentés. Afin de forcer la voye aux mendicants valides de plus à l'advenir commettre tels abus, avons oultre ordonné que tels pauvres estrangers seront, par les commissaires d'icelle aulmosnerie, faict visiter par chirurgiens et gens experts, et où il s'en trouvera aucuns valides, contrefaisans les malades, seront dès l'heure atachés au poustean estably pour cest effect au devant de ladicte aulmosnerie par l'espace d'une heure, puis baptus et fustigés de verges, jusques à effusion de sang et, s'ils y sont trouvés pour la seconde fois, lesdits commissaires en feront rapport, et les représenteront à justice afin d'estre punys et corrigés selon que le cas le requerra. Et pour ce que le revenu de ladite aulmosnerie ne suffirait à l'entretien desdits pauvres, sera, par chacune église de ladite ville et forsbourgs, faict queste, et les deniers d'icelle mis ès mains des commissaires de ladicte aulmosnerie pour subvenir à la despence de ladite maison. Donné audict Laval, sous notre seel et seign de notre greffier, le dernier jour de janvier, l'an 1548.

« BRICEL. RENÉ THIBAUT.

« R. LE BRET. »

Sous la nouvelle administration, l'affluence des fidèles et la foule des malades s'accrut à tel point, qu'il fallut songer à construire de nouvelles salles. Déjà, en 1528, Guy XVI avait fait élever, contre le flanc droit de l'église, et précisément sur les colonnes qui ont été récemment renversées, une sorte de galerie qui servait de dortoir. Un témoin, le chroniqueur Ledoyen, va nous dire, avec sa naïveté ordinaire, comment ces travaux furent exécutés :

Par commandement de Monsieur
Qui tant noble est en corps et cuer,
Désirant Laval augmenter,
Et tous pauvres alimenter,
A faict exprès commandement,
Sans faire en ce nul tardement,
A monsieur de Doul, son neveu
Aulmosnier de la Maison-Dieu

De Saint-Julien de Laval,
Que trouvast à mont et à val
Charpentiers, maçons, et manœuvres,
Gens besogneux en toutes œuvres,
Pour faire et bastir de nouveau
Un logeys aux pauvres sur l'eau ;
Pour les loger à sa devise
Et ouster leurs lits de l'église

.
Chacun maistre en son mestier
Ont besogné si naïvement
Que l'édifice proprement
S'est parfait en moins de my an.

Cette addition étant devenue insuffisante, en 1649, on éleva, derrière le chevet de l'église, une maison assez vaste, assise au bord de la Mayenne. Son style confortable, et de goût correct, contrastait, même dans ses derniers temps de décrépitude, avec celui des maisons voisines. Les promeneurs du quai d'Avesnières ont pu la remarquer, elle s'appelait la maison du Grand-Port.

De nouvelles misères provoquèrent de nouveaux agrandissements en 1648. C'est alors que le maire et les échevins acquirent du sieur Bérault des Essarts le terrain où s'élève actuellement l'hospice Saint-Joseph. Dès le mois de décembre 1650, une église et deux salles se trouvèrent disponibles. Les malades y furent transférés et confiés aux religieuses hospitalières de Saint-Joseph qui donnèrent leur nom à l'établissement. Ici finit l'histoire de l'Hôtel-Dieu Saint-Julien.

La chapelle où l'on invoquait ce saint n'en resta pas moins ouverte, jusqu'à la révolution, au public lavallois qui l'entourait d'une vénération particulière. Quand il fut question de la dépouiller pour orner sa voisine et d'enlever les cloches pour les porter à Saint-Joseph, une im-

mense sédition, disent les contemporains, s'éleva dans toute la ville. C'est qu'en touchant à ce vieux sanctuaire on portait atteinte aux plus anciennes traditions de la contrée. Depuis un temps immémorial, les paroisses de Grenoux et de Saint-Berthevin y venaient en procession tous les ans, le jour de la Trinité. On ne manquait jamais, dit-on, en cette solennité, de faire figurer dans les rangs un homme travesti en sauvage couvert de mousse, pour rappeler aux spectateurs que le mystère de la Trinité avait été annoncé dans le Maine par saint Julien à une époque où les indigènes habitaient les forêts.

Je ne proposerai pas de perpétuer le souvenir de la mission bienfaitrice de Saint-Julien par ce même moyen qui paraîtrait peut-être grotesque aujourd'hui ; mais n'en pourrait-on pas imaginer un autre en rapport avec nos mœurs ?... Je laisse la solution de ce problème aux méditations des édiles de la cité.

LÉON MAITRE,

Archiviste de la Mayenne.

V.

UN ÉPISODE DES GUERRES DE LA LIGUE DANS LE MAINE.

LA BATAILLE DE MAYENNE, 1590 (1).

L'année 1590 s'ouvrit sous d'heureux auspices pour le parti royal.

Henri IV en quittant Laval (décembre 1589) était allé à Mayenne, avait mis garnison dans le château et de là, poursuivant sa marche victorieuse vers le Nord, était entré en Normandie. A la fin de janvier il était maître des cinq sixièmes de cette importante province (2).

En vain le duc de Mayenne soutenu de forces considérables s'avance pour secourir Dreux assiégé par le roi.

(1) Relation officielle de la Bataille, 1^{re} broch. 1590: — Chronologie novenaire de *Palma-Cayet*. — Mémoires de *Montmartin*. — Histoire universelle de *de Thou*, Liv. XCVIII. — Histoire de France de *Mézeray*. — *Guyard de Lafosse*, Histoire des Seigneurs de Mayenne. — *Le Paige*, Dictionnaire du Maine. — Mayenne en 1589 et 1590 par *M. H. Sauvage*.

(2) Poirson. Hist. d'Henri IV. T. I,

Henri court au-devant de lui et brise l'armée de la Ligue dans les plaines d'Ivry (14 mars).

Ce fut un cri de joie dans toute la France royale : on en avait assez de la Ligue : on aspirait au repos ; le peuple criait miséricorde et voyait la fin de ses longues misères dans les triomphes du Béarnais.

Le Maine, que Henri venait de séduire par sa joyeuse bonhomie et ses ordinaires gasconnades, célébra la victoire d'Ivry par des feux de joie et des réjouissances. Les chanoines du Mans, si longtemps attachés à l'Union, emportés cette fois par le mouvement, d'eux-mêmes, chantèrent un *Te Deum* solennel (1).

On fit mieux : on répondit à la victoire royale par d'autres victoires et dans nos provinces, l'année 1590 ne fut remplie que des revers de la Ligue.

Le 14 mars, le jour même de la bataille d'Ivry, Guy de S. Gelais de Lansac, un des chefs de l'Union dans le Maine et sans contredit le plus brillant et le plus populaire, échoua misérablement dans une tentative qu'il fit contre la ville du Mans.

Après son entrevue avec le roi, l'incorrigible ligueur s'était retiré au château de Ballon, chez sa belle-mère, la maréchale de Cossé. Sans foi ni loi, se riant de ses promesses et de ses serments de fidélité, oublieux du pardon que lui avait accordé Henri, il recommençait ses menées, travaillait sourdement et s'entourait de tous ceux qui tenaient pour le parti de l'Union.

M. de Rambouillet qui commandait au Mans en l'absence de Fargis son frère, surveillait Lansac, l'admonestait par lettres et le suppliait de se gouverner plus fidèlement au service de Sa Majesté. Lansac répondait en se gaus-

(1) Archives du chapitre. D. Piolin, *Hist. de l'église du Mans*, Tom. V.

sant « qu'il serait toujours loyal serviteur et que s'il s'entourait de ligueurs, c'est qu'il faisait comme le bon charlatan qui compose son thériaque avec des vipères. » (1).

Puis apprenant que le duc de Mayenne a passé la Seine pour secourir Dreux, il croit le moment venu : il ramasse ce qu'il peut de ligueurs et dans la nuit du 14 mars il vient s'établir dans un des faubourgs du Mans. Il espère surprendre la ville par un de ces coups de main qui lui sont habituels. Des soldats déguisés en couvresseurs, et feignant de porter des gouttières destinées à l'église saint Julien doivent, au point du jour, s'introduire par une des portes. Le stratagème manqua par la vigilance d'une sentinelle. Lansac se voyant découvert décampa et sa bande poursuivie par la garnison du Mans se réfugia à Mamers. Ce ne fut pas tout. Hertré gouverneur d'Alençon, vint bientôt l'y attaquer et tailla en pièces la petite armée ligueuse. Lansac avec les mieux montés s'enfuit en Bretagne.

Mais il n'est vaincu, ni découragé par cet échec. Quinze jours après, il reparait à l'improviste dans le Maine. Il revient avec des troupes fraîches que lui a données Mercœur, 2,500 hommes de pied, 200 bons chevaux et toute une vaillante noblesse.

Le moment semble bien choisi : tout le bas-Maine est dégarni de troupes ; les gentilshommes du parti royal sont allés rejoindre Henri ou se sont retirés dans leurs maisons.

En quittant la Bretagne, Lansac se dirige vers la haute Mayenne pour être plus à portée des renforts qu'il attend de Normandie. Arrivé à Gorron, il apprend qu'Arnaud de Beauville de l'Estelle, gouverneur de Mayenne vient de partir avec toutes ses forces pour aller trouver le roi sous les murs de Paris et n'a laissé que quelques soldats dans le château. Le parti de Lansac est vite pris :

(1) Palma-Cayet.

il arrive à marches forcées sur Mayenne et par ses intelligences avec les ligueurs de la ville, s'en empare sans coup férir le 5 avril. Il laisse froidement ses soldats piller et rançonner les habitants.

Il ne paraît pas que le château défendu par une poignée d'hommes puisse résister longtemps. Cependant Lansac le somme vainement de se rendre et les ligueurs qui n'ont pas d'artillerie sont obligés de faire l'investissement régulier de la place.

Lansac partage sa petite armée en quatre divisions, commandées chacune, suivant l'usage du temps, par un mestre de camp. Les trois premières ont à leur tête MM. du Bellay de la Feuillée, Des Chesnais, gentilhomme des environs de Sablé et Montesson père : lui-même prend le commandement de la quatrième. Des renforts lui arrivent chaque jour ; ce sont des gentilshommes des environs, puis quelques troupes de Normandie que lui amène Nicolas de la Moricière, Sr de Vicques ; puis enfin le curé du Ribay (1), un de ces prêtres ligueurs qui, la bourguignotte en tête et la pique au poing, battent la campagne suivis de paysans armés : ces paysans se sont d'abord réunis à l'exemple des *Gautiers* de Normandie sous prétexte de repousser les Huguenots et défendre leurs vil-

(1) Relation officielle de la bataille, sous ce titre : *La fuite et défaite du S de Lansac et de ses troupes près de la ville de Mayenne... le mardy 10^e jour d'avril 1590, avec la lettre du S. de Hertré du 12 ensuivant, contenant le discours au vray de la ditte défaite.* 1 Broch. in-8°. Tours. Jamet-Métayer, 1590. Bibl. Imp. (L. b. 35), n° 235. — Les relations de batailles destinées à être répandues dans les provinces sont très-nombreuses pendant le règne d'Henri IV et forment de précieux documents pour l'histoire de cette époque. Elles étaient ordinairement rédigées par un secrétaire d'Etat sur les indications du Roi ou de ses capitaines et le plus souvent imprimées à Tours, siège du gouvernement royal.

lages contre les pillages des soldats de tous les partis ; mais dans ces temps de troubles et de désordres, l'exemple est contagieux : la libre vie d'Outlaws a d'étranges charmes et ces bandes sont devenues bientôt aussi pillardes, aussi indisciplinées, aussi redoutées que les soldats contre lesquels elles se sont armées. C'est la chouannerie du XVI^e siècle... Le curé du Ribay amène à Lansac toute une compagnie de ces paysans, la plupart armés d'arquebuses et habiles aux combats d'embuscade.

Cependant le bruit de la prise de Mayenne et le nom redouté de Lansac arrivent jusqu'à Tours. Après Ivry, Henri y avait envoyé comme son lieutenant-général dans les provinces d'Anjou, Tourraine, Maine et Perche, etc., François de Bourbon, prince de Conti, le troisième fils du prince de Condé. Il avait trente-deux ans. Bègue, sourd, incessamment agité d'un tremblement nerveux, suite des terreurs de son enfance pendant la nuit de la S. Barthélémy, d'une intelligence lourde et bornée, c'était en tout une nature incomplète : il ne devait qu'à son rang et à son nom le poste élevé que Henri venait de lui confier. Il n'avait rien des qualités d'un chef militaire et ne rachetait ces infirmités que par une grande bravoure sur le champ de bataille.

Il comprend cependant l'importance de la nouvelle tentative de Lansac. Le château de Mayenne succombant, tout le cours de la rivière, Laval, Château-Gontier, le Lion, retombent au pouvoir de la Ligue et encore une fois les communications se trouvent coupées entre le roi et ses villes fidèles de Bretagne. Il expédie courrier sur courrier à l'Estelle avec ordre de rebrousser chemin et de venir débloquer le château de Mayenne.

Les estafettes rejoignent l'Estelle à Domfront. L'Estelle n'hésite point, il revient sur ses pas, marche toute la nuit et arrive le lendemain à Ambrières à deux lieues et demie

au nord de Mayenne. Craignant que la faible garnison qu'il a laissée dans le château ne puisse résister, il ordonne au S. du Motet de s'y jeter avec 60 bons soldats et d'y tenir jusqu'à son arrivée. Par un coup d'audace inouïe, du Motet avec sa petite troupe trompe la surveillance des assiégeants, taille en pièces deux corps de garde, prend un enseigne et entre dans le château sans avoir perdu un seul homme (1).

L'Estelle, « ce borgne sans pareil, » un des plus habiles capitaines de l'époque, s'était empressé d'avertir les commandants des places voisines et les gentilshommes du parti royal. Il est rejoint à Ambrières par René de S. Denis de Hertré, gouverneur d'Alençon, par la Razelière et par de Cossesseville qui lui amène 300 arquebusiers. Ces renforts dont il avait grand besoin portent ses forces à 4500 hommes de pied et 200 chevaux. Il a avec lui beaucoup de noblesse, Gilbert de Loré, un descendant du grand capitaine Ambroise de Loré, Cossé, les Torchamp, Madaillan de Montataire, lieutenant de la cavalerie du prince de Condé. Dans un conseil de guerre il est résolu que l'on attaquera immédiatement et que l'on fera effort pour reprendre la ville de Mayenne avant que Lansac reçoive les nouvelles troupes qu'il attend de Normandie.

Le château est situé sur la rive droite de la Mayenne, au sommet d'un arc de cercle que décrit la rivière. Ses tours et ses remparts couronnent une faible éminence ; à ses pieds des moulins et quelques maisons qui semblent échappées à l'enceinte de la ville. Celle-ci, au nord du château, est étagée sur une autre colline le long de laquelle montent ses longues rues, sombres et tortueuses ; elle est séparée de la forteresse par un étroit vallon au

(1) Guyard de la Fosse.

fond duquel existait alors un étang. En face, de l'autre côté de la rivière, sur la rive gauche, un autre groupe de maisons, c'est le faubourg Saint-Martin. On peut, de ce faubourg, communiquer avec la ville par un vieux pont à ogives, qui existe encore, et avec le château, par un gué situé en aval du pont, au-dessous des moulins ; gué peu profond et facile à franchir. A l'extrémité et au haut du faubourg Saint-Martin passe le grand chemin qui de Laval va vers la Normandie, par Ambrières et Lassay.

L'Estelle connaissait parfaitement les lieux ; comprenant l'importance de cette position, il fit de suite occuper le faubourg par Gilbert de Loré et par 300 arquebusiers (1). Il ne paraît pas, au contraire, que Lansac s'en soit occupé ; du moins, il ne le défendit pas et ne sut pas empêcher Brandelis de Champagne, marquis de Villaines, et gouverneur de Laval, qui arrivait de cette ville avec quelques gentilshommes et des troupes de pied, de faire sa jonction avec l'Estelle et Hertré.

Aux troupes royales maîtresses du faubourg St-Martin, il suffit dès lors de traverser la Mayenne. En vain le gué est défendu par des arquebusiers logés dans les moulins et les maisons situés au-dessous de la forteresse. De l'Estelle se jette bravement à la nage, passe le gué sous le feu ennemi, entre dans le château (2), en fait sortir du Motet avec 120 soldats qui délogent les arquebusiers de Lansac, gardent les maisons et à l'abri de leur mousqueterie, permettent à toute l'armée royale de traverser la rivière. Ceci se passait le mardi 10 avril.

Lansac voyait son coup manqué : faisant la guerre en

(1) De Thou.

(2) Sans nul doute par une petite porte aujourd'hui bouchée mais que l'on distingue encore du côté du nouveau quai.

partisan, il ne cherchait que les surprises. Il ne se souciait pas d'exposer ses troupes dans un combat avec les troupes royales et, comme au Mans, il résolut de décamper à l'instant même. Le mercredi 11, de grand matin, l'Estelle et Hertré purent voir, du haut d'une tour, Lansac massant ses troupes vers la haute ville et commençant son mouvement de retraite tout en prenant soin de défendre ses derrières par des barricades élevées à la hâte et garnies de tirailleurs. Ils résolurent de ne pas le laisser retourner si à son aise. Un conseil de guerre est réuni : il est décidé que les royaux se diviseront en deux bandes : l'une commandée par Hertré attaquera les ligueurs au-dessous du château ; l'autre dirigée par l'Estelle attaquera au nord, du côté de la ville. Villaines avec 50 cuirasses formera la réserve.

Les trompettes sonnent, les portes s'abaissent : une brillante cohue de gentilshommes, l'épée au poing, l'écharpe flottante, les armes étincelant aux premiers rayons de cette matinée d'avril, s'élance du château de deux côtés à la fois. Le double mouvement commence, Hertré donne ordre au capitaine Gapailière de prendre 50 hommes du régiment de Loré et de se saisir de quelques maisons où s'étaient logés des arquebusiers de Lansac, puis suivi de 150 arquebusiers, de 60 cuirasses, du brave Gilbert de Loré, de Montataire, de Cossé, de Mimbré, de Sansais, de des Rosiers, il aborde avec une grande vigueur les retranchements des ennemis, les culbute, les pousse devant lui et pénètre enfin dans la ville. Le capitaine La Croix de la garnison d'Alençon se distingua fort à cette attaque.

L'Estelle cependant faisait son mouvement au nord, du côté de la ville avec de Cossesseville, 400 hommes armés de toutes pièces et 400 arquebusiers. Il lui fallait traverser la chaussée de l'étang qui s'étendait entre le château

et la ville, et Lansac avait coupé cette chaussée de trois grandes barricades qui se soutenaient l'une l'autre et étaient défendues chacune par 400 hommes. L'Estelle emporte ces défenses, mais non sans pertes. Cluion de la maison de Goué, y reçut une grande arquebusade dans le genou dont il resta estropié. Deux jeunes gentilshommes, Paul de la Roussardière de la maison huguenote de Parnéau, et son cousin Hélié de Charnières, baron d'Azé, tous deux unis d'amitié dès l'enfance, tous deux élevés parmi les pages du roi, y perdirent la vie. Le marquis de Villaines les avait amenés avec lui ; ils faisaient leurs premières armes, assistaient à leur première bataille : à l'attaque d'une barricade, ils s'élancent ensemble et tombent frappés d'un même coup. On les trouva couchés l'un sur l'autre. La mort elle-même n'avait pu séparer ces jeunes amitiés (1).

Mais on n'a pas le temps de pleurer les morts. L'Estelle après avoir enlevé les barricades, pousse devant lui ce qu'il trouve d'ennemis, pénètre dans la ville, combat de rues en rues et arrive sur la place des Halles, devenue depuis la place du Palais. C'est là que les deux divisions devaient opérer leur jonction. Mais Hertré et Montataire ne sont point encore arrivés. L'Estelle se trouve seul avec sa petite troupe en présence de toute l'armée de Lansac. Les cavaliers en bataille, et 2,000 soldats de pied formés en

(1) Montmartin. — « *Ce qui advint en Bretagne en 1590.* », M. S. de la Biblioth. Imp. Fonds Colbert. H. 31. Imprimé dans l'ouvrage anglais : *The Life of the Th. Egerton...* p. 381. Montmartin et les diverses relations extropient les noms des deux jeunes gentilshommes (*Parenemy, Parenaut, de Charmens*, etc.). Il faut lire Parnéau (château de Parnéau, commune de Parné, près Laval) et Charnières. C'est ainsi qu'écrivit Guyard de la Fosse qui se trompe seulement en transportant au siège de 1574 la mort de ces deux jeunes gens.

carré. L'Estelle, sans hésiter, attaque ces forces supérieures, mais ébranlées et émues par la retraite qu'elles ont été obligées de battre devant l'ennemi; il va droit à la cavalerie et d'abordée la fait saluer de 25 arquebusades qui tuent 42 chevaux et mettent le désordre dans les rangs. L'Estelle fait redoubler la mousqueterie; les cavaliers resserrés entre les maisons d'où les arquebusiers royaux les tirent presque à bout portant, ne peuvent manœuvrer; la confusion, le désordre se mettent dans leur troupe et effarés, ils prennent la fuite vers la haute ville. Sans les poursuivre, L'Estelle se jette sur l'infanterie restée ferme au milieu de la place, formée en carré: il la rompt par un coin. Les gentilshommes se précipitent par cette brèche. Couverts de cuirasses impénétrables (1), ils abattent à coups d'épée et de pistoles ces soldats de pied mal équipés, qui n'ont pour arme que la pique ou l'arquebuse, si longue à charger et sans utilité dans les combats corps à corps. En peu de temps les 2,000 hommes sont rompus de toutes parts. Poursuivis par les vainqueurs, ils reculent jusqu'en dehors de la ville.

Mais arrivés au-delà des portes, dans un terrain plus ouvert, il se reconnaissent; à la voix de Lansac ses cavaliers se sont déjà ralliés: lui-même arrête les fuyards, leur montre le petit nombre de vainqueurs: le combat recommence. C'en était fait peut-être de l'Estelle et de sa

(1) A la fin des guerres de la ligne, les gentilshommes avaient complètement abandonné l'ancienne armure dite à la *vieille française* et l'avaient remplacée par une autre plus simple, sans jambières et sans brassards, mais infiniment plus lourde; « afin, dit La Noue, d'avoir le corps à l'abri des arquebuses et des pistoles; « ils ont si fort outré la mesure que la plus part se sont chargés « d'enclumes au lieu de se couvrir de cuirasses. »

Discours politiques et militaires de La Noue. — XV^e discours.

poignée d'hommes lorsque Hertré et Jean de Montalaire arrivent enfin et décident de la victoire. Les arquebusiers de Loré prennent en flanc les Ligueurs pendant que Hertré et la noblesse les attaquent de front.

Ces combats étaient presque uniquement des duels corps à corps, de brillantes mêlées où les coups d'épée jouaient le plus grand rôle. On se bat avec acharnement autour des enseignes que les jeunes seigneurs s'efforcent d'enlever : glorieux exploits à raconter aux dames. La Chapelle-Beumanoir, enseigne de Guébriant, est tué en disputant la sienne. Le jeune Montesson essaie vainement de défendre la cornette blanche que lui a confiée Lansac; il est jeté par terre par des Rosiers qui lui arrache son drapeau.

Les ligueurs ont été assaillis avec une telle furie qu'ils rompent de nouveau et se mettent en pleine déroute. Ils fuient par la route de Gorron, poursuivis l'épée dans les reins par les royaux. Mais Torchamp a vu tomber un de ses ennemis personnels, Jean Moreau de la Béraudière, un des compagnons de Lansac. Mortellement blessé à la tête pendant le combat, il a été transporté dans une maison voisine, proche la porte de la ville. Torchamp ne veut pas laisser ce mourant derrière lui : il se précipite vers la maison avec quelques-uns de ses hommes ; l'un d'eux, Jugain (l'histoire conserve le nom de ces misérables) pénètre dans la chambre où gît le blessé, l'achève, et de sa barbe se fait un odieux trophée (1). Libre de ce souci, Torchamp se met à la poursuite des fuyards. Hertré et lui sautent sur des chevaux démontés qu'ils trouvent là. Leur fureur était telle et si grande l'ardeur du carnage, qu'à eux deux, dit la relation de la bataille, ils tuèrent plus de 50 fuyards.

(1) Le Paige, Dictionnaire du Maine.

A une lieue de Mayenne, sur la chaussée de l'étang de Quittay (1), les Ligueurs essaient une dernière fois de se rallier et de faire tête aux royaux victorieux. De Hertré, Torchamp, l'Estelle, de Cossesseville, emportés par l'ardeur de la poursuite sont presque seuls au milieu des soldats de Lansac qui se reforment. Mais Brandelis de Villaine arrive avec Montataire, des Rosiers, S. Roch et autres qu'il a trouvés et entraînés : il a de plus ses 50 cuirasses de réserve qui n'ont point encore donné. Les débris de l'armée ligueuse ne peuvent résister devant ces nouveaux ennemis. Les 300 hommes qui tenaient encore sont chargés, culbutés ; entassés dans un chemin creux, ils jettent leurs armes et fuient à travers les haies, les fossés, tués, assommés par les vainqueurs. On les poursuit jusqu'à Châtillon.

Il y eut d'étranges incidents dans ces combats successifs. Pendant cette dernière poursuite, l'Estelle et un autre gentilhomme qui oubliaient trop leur rôle de chefs pour celui de reîtres et de sabreurs, harrassés de cette course sauvage, s'étaient arrêtés à boire dans une ferme : ils furent entourés par une bande de ligueurs en déroute qui venaient également pour se désaltérer et faillirent être faits prisonniers.

L'armée de Lansac était détruite : à peine se sauva-t-il 700 hommes des 2,500 qu'il avait pendant le siège. C'était toujours sur les soldats, mal armés, souvent entraînés de force dans ses expéditions que tombait tout le poids des déroutes. Les gentilshommes se ménageaient entre eux, se faisaient prisonniers et s'extorquaient réciproquement de grosses rançons. De l'infanterie, au contraire, on faisait toujours grand massacre ; les épées de la noblesse s'en donnaient à cœur joie de ce populaire. Du

(1) Guyard de la Fosse.

côté des ligueurs, on compta 900 morts (1,400 suivant Palma-Cayet), parmi lesquels, huit ou dix gentilshommes : le jeune Montesson, la Béraudière, La Chevalerie, de Lurmois, de Guebriant, La Chapelle-Beaumanoir, et ce curé du Ribay qui se fit tuer bravement à la tête de ses paysans. Les royaux, au contraire, ne perdirent que peu d'hommes et de gens de marque que Coulanges et les deux jeunes pages tués à la barricade. Ils ramassèrent 300 prisonniers, gagnèrent deux petites pièces de canon, six enseignes et la cornette blanche de Lansac. Quant à lui, il se sauva avec quelques cavaliers et ne reparut plus dans le Maine.

Nous avons dit la vengeance de Torchamp sur son ennemi mourant. Cela ne suffit pas à ce gentilhomme. Le lendemain, accompagné de ses fils Jonas de Champeaux et Guillaume de Varennes, il se dirigea vers le château de la Béraudière, voisin de son château de Torchamp et situé au nord de Mayenne, dans la paroisse de Ceaucé. Il s'en empara, en chassa la malheureuse veuve, Renée de Cruz, dévasta et pillla cette maison sans défense. C'étaient là les œuvres habituelles de ces guerres sacrilèges (1).

JULES LEFIZELIER.

(1) Le Paige, loc. citat. Tous ces faits, dit-il, d'après les mémoires de La Chaux, ont été vérifiés dans une information faite en 1622, à la requête de François Moreau de la Poissonnière, pour la conservation des droits de Jean et Françoise Moreau, enfants de la victime et ses neveu et nièce.

VI.

VATES !

Lorsque loin des rumeurs des villes turbulentes,
Loin des faubourgs remplis de clameurs violentes,
Le poète rêveur aux forêts s'est enfui,
Son esprit, apaisé par la fraîcheur des branches,
Laisse au souffle des vents errer les strophes blanches
Dont le vol gracieux palpite devant lui.

Il ne se souvient plus des villes ni des hommes ;
Il s'élève au-dessus de la fange où nous sommes,
Et, par l'ombre des bois doucement convié,
Il s'endort souriant, aux bras de la Nature,
Et dans ses rêves d'or, s'entr'ouvre chaste et pure
La fleur de l'Idéal, sur le monde oublié !

L'AURORE,

Esquisse au Pastel.

Le coq chante : le Jour va naître,
Et l'Aurore au minois vermeil
A mis le nez à la fenêtre
Du grand palais bleu du Soleil.

Le vieux Phœbus sommeille encore
Dans son alcôve à l'horizon,
Et pendant ce temps-là, l'Aurore
Met de l'ordre dans la maison.

Aux fleurs elle offre un peu de pluie,
Nettoie, et rend l'azur poli,
Et de son plumeau rose essuie
Le ciel de nuages sali.

La voyez-vous, la chambrière
Leste en son négligé gaillard,
Avec sa jupe de lumière,
Et son cannezout de brouillard ?...

Elle va, vient, court et verrouille
La porte par où sort la Nuit,
Et sa douce voix qui gazouille
Raille la lune qui s'enfuit !

De l'ombre elle cache les voiles
Derrière un rideau de saphir,
Puis, elle souffle les étoiles
Avec l'haleine du zéphir.

Dans les bois, retroussant ses manches,
Elle s'en va vers les buissons
Jeter, au beau milieu des branches,
Des fleurs fraîches et des chansons !

Et tandis que les violettes
Dorment aux flancs des sentiers bruns,
Elle remplit leurs cassolettes
De diamants et de parfums.

Elle appelle les alouettes,
Ces bayadères du Soleil,
Et commande des pirouettes
Pour l'égayer à son réveil.

Puis, comme à ses soins rien n'échappe,
Sentant que l'heure va sonner,
A la hâte elle met la nappe,
Et prépare le déjeuner :

Alors, sa besogne s'achève,
Et du doigt poussant l'oreiller,
Elle dit à Phœbus qui rêve :
« Maître, il est temps de s'éveiller ! »

L'HIVER S'EN VA...

Alerte amis ! Pas un nuage
N'obscurcit les bleus horizons,
L'hiver aujourd'hui déménage
De l'hôtel garni des saisons.

Le Temps, ce vieux propriétaire,
Vient de lui donner son congé :
Envers un nouveau locataire
Il va bientôt être engagé.

Aussi l'hiver que l'on renvoie
A la hâte fait son paquet,
Et sa main tremblante reploie
Le neigeux tapis du parquet.

Il décroche l'épaisse glace
Qui décorait le grand salon,
Puis, il fait balayer la place
Par son domestique, Aquilon.

De son souffle il éteint dans l'âtre
Les tisons qu'entassait le froid,
Et la spire étroite et bleuâtre
Ne s'allonge plus sur le toît.

Il va, démontant les tentures
Que brodaient d'argent les frimas,
Serrant le givre et ses guipûres
Aux larges feuilles de damas.

Au bord glacé de sa fenêtre,
Phœbus, devenu matinal,
D'un seul regard fait disparaître
Les stalactites de cristal.

En glissant par-dessous la porte,
Le brise qui vient de là-bas,
Dans sa chambre attristée apporte
Le parfum des premiers lilas.

Dans son jardin hanté des merles,
Voici qu'un précocé dégel
Pose une couronne de perles
Au front des roses de Noël.

Aux branches déjà, l'œil devino
Les mille bourgeons éclatants,
Déjà s'entend sur la colline
L'éclat de rire du Printemps !...

— L'horloge a sonné. Voici l'heure ! —
Alors, en soufflant dans ses doigts,
L'hiver s'en va de la demeure
Qu'il habita pendant trois mois,

Et tandis qu'il fuit dans la brume,
Avril, sur un volet fermé,
Ecrit d'un seul coup de sa plume :
« A louer pour le premier mai ! »

LA GRAND'MÈRE,

Souvenirs du jeune temps.

Vous souvenez-vous, Marguerite,
De celle qui nous aimait tant ?
Vous étiez alors bien petite,
Et moi je n'étais qu'un enfant.

Nous passions toutes nos journées
Dans sa maison, et sous ses yeux ;
Son déclin obscurci d'années,
Voyant notre aube, était joyeux.

Tous deux nous l'appelions « grand'mère ! »
Nous avions perdu nos parents ;
Sur leurs tombes, au cimetière,
Elle nous menait tous les ans.

Elle avait une robe noire,
Un grand bonnet blanc bien dressé,
En hiver, un manteau de moire
Bordé de fourrure et plissé.

Je la vois encor dans sa chambre
Le soir, allumant un bon feu,
Tandis qu'au souffle de novembre
La brume voilait le ciel bleu.

Lorsque la flamme égayait l'âtre,
Et que, pour voir sur les tisons
Errer le feu follet bleuâtre,
Les Grillons quittaient leurs prisons,

Près de la vieille cheminée,
Elle approchait son grand fauteuil,
Puis, dans sa bible enluminée,
Que nous ne touchions que de l'œil,

Elle cherchait certains passages
Qu'elle savait chéris de nous,
Elle disait : « Soyez bien sages ! »
Et nous courions à ses genoux.

Tantôt c'était un patriarche
Au désert menant ses troupeaux,
Tantôt Noé construisant l'arche,
Ou Moïse sauvé des eaux,

Ou les flots rompant leurs barrières
Sur les soldats du Pharaon,
Ou Joseph livré par ses frères,
Ou David pleurant Absalon....

Et nous ouvrons nos oreilles,
Émus, fascinés, éblouis,
Au récit des mille merveilles
De ces siècles évanouis.

Sur le tapis à haute laine,
O Marguerite, je vous vois,
Retenant votre fraîche haleine,
Retenant votre douce voix,

Vers l'âtre scintillant, penchée,
Suivant de vos beaux yeux distraits
La flamme errante et panachée
Qui danse devant les chenets.

Vous en souvenez-vous ? Le livre
Faisait au mur, grâce au flambeau,
Avec son grand fermoir de cuivre
L'ombre d'un fantastique oiseau,

Et vos petites mains agiles,
Me faisant signe tout à coup,
— Sans respect pour les Evangiles —
Près de l'oiseau plaçaient un loup !

Alors, grand mère impatiente
A tous deux faisait la leçon.
Elle vous appelait : méchante !
Elle m'appelait : polisson !!!

Quand, par hasard, nous riions d'elle,
Pour ce haut manque de respect,
Elle nous couchait sans chandelle,
Et nous menaçait du pain sec.

Hélas ! c'était là notre enfance,
Temps où tout rayonnait pour nous,
Temps où j'avais plus d'assurance
A dire : tu — qu'aujourd'hui : vous !

Tout est mort. — Les tombes sont pleines ! —
— Depuis, les feuilles ont jauni,
Les moissons ont couvert les plaines,
L'hirondelle a refait son nid...

Mais il est doux lorsque l'on s'aime
De reparler de l'ancien temps.
Seul, le souvenir vit quand même,
Respecté par la faux des ans,

Car, de ces joyeuses années
Tous les débris sont disparus,
Toutes les roses sont fanées...
Le temps passé ne revient plus !

Louis BRETONNIÈRE.

VII.

VOCABULAIRE DES MOTS POPULAIRES ET RUSTIQUES USITÉS DANS LE *BAS-MAINE*.

(DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE : ARRONDISSEMENTS DE
MAYENNE ET DE LAVAL.)

Par MM. les Membres de la Section des Lettres,
Sciences & Arts de la Société de l'Industrie de la
Mayenne.

Membres de la commission chargée spécialement de la
rédaction du Dictionnaire :

MM. JULES LEFIZELIER, président ;
C. DE CHALAIS,
D^r SERVINIÈRE,
H. DE LA BROISE,
BRETONNIÈRE,
P. LE BRETON.

En ce moment on s'occupe dans toute la France de
recueillir les restes des anciens patois en train de dispa-
raître et de se perdre dans la langue générale.

Son Exc. M. le ministre de l'instruction publique a voulu encourager ce mouvement. Il a pensé avec raison que c'était aux Sociétés savantes des départements que revenait cette tâche et, par son arrêté du 24 août 1866, il a institué un grand prix à décerner en 1869 à *la Société qui aura composé le meilleur glossaire du patois ou langage rustique et populaire d'une région ou d'une localité déterminée de la France.*

La Section des Lettres, Sciences et Arts de la Société de l'Industrie de la Mayenne a voulu tenter ce travail. Depuis un an elle s'occupe de recueillir les anciens mots, les idiotismes, les tournures de phrases propres à ce pays : de nombreux matériaux ont été réunis par ses soins et sont prêts à être mis en œuvre.

Pour ne pas nous égarer et pour nous tenir dans les termes du programme, nous avons dû restreindre nos études au département de la Mayenne et encore avons-nous laissé de côté l'arrondissement de Château-Gontier qui faisait autrefois partie de l'Anjou et dont le langage était un peu différent de celui du Maine.

C'est donc un vocabulaire du patois parlé dans cette partie du département appelé jadis le *Bas-Maine* et comprenant nos arrondissements de Mayenne et de Laval, que nous avons entrepris de publier. Un travail analogue a été déjà fait et très-bien fait pour le Haut-Maine par M. de Montesson : nous l'avons consulté avec fruit.

Nous publions aujourd'hui dans le Bulletin, le commencement de notre travail, la lettre A. C'est moins une rédaction définitive qu'un *essai* pour montrer ce que nous voulons faire et comment nous comprenons cette étude. C'est surtout un appel à nos compatriotes. Ce travail, on le comprend, ne peut être l'œuvre d'un seul ; c'est essentiellement une œuvre collective. Notre Société fait donc appel à toutes les personnes de bonne volonté, à

toutes celles qui prennent quelque intérêt à ces études d'archéologie locale. Nous les prions de recueillir autour d'elles les mots populaires et rustiques, les idiotismes et les phrases dans lesquelles les mots du patois viennent habituellement se placer : ces recueils sont pour nous du plus grand intérêt et les noms des personnes qui veulent bien nous les adresser sont inscrits avec reconnaissance parmi ceux de nos collaborateurs.

On remarquera, en parcourant cet essai, que la plupart des mots employés encore aujourd'hui par nos paysans ne sont pas des mots de patois comme on pourrait le croire, mais seulement des archaïsmes : que ces mots ont été employés autrefois dans la langue générale et se retrouvent dans nos vieilles poésies et dans nos anciens prosateurs, Froissard, Rabelais, Montaigne.

Il en est de même de la prononciation. Ce qui nous paraît chez les gens de la campagne une forme grossière et ridicule n'est le plus souvent que l'ancienne prononciation française singulièrement conservée par eux.

Nous n'avons jamais manqué d'indiquer ces curieux rapprochements chaque fois que nous l'avons pu. Le beau dictionnaire de Littré nous a été d'une grande utilité pour cette partie de notre travail.

Enfin nous avons essayé autant que possible, sinon de trouver, du moins de serrer de près l'étymologie des mots. Pour ceux qui sont vraiment locaux et qu'on ne retrouve dans aucun texte cette recherche de l'origine et de la filiation est toujours difficile, souvent impossible. Aussi quelques-unes des étymologies que nous avons cru devoir indiquer ne sont-elles que des conjectures qui peuvent aider, mettre sur la voie et rien de plus.

J. L.

LETTRE A.

AA. — AB.

A prép. pour *de*. — La fille *à* la Michon. — Le gâs *qu* père Sinet. — La nièce *à* nout'ouré.

Cet archaïsme n'est pas spécial au Bas-Maine ; il est usité partout dans le langage populaire et rustique. Il s'est conservé dans quelques locutions de la langue française : *la barque à Caron, la vache à Colas*.

A. — Préfixe augmentatif. Dans le langage populaire du Bas-Maine, comme dans l'ancien français, on a ajouté l'*a* augmentatif au commencement d'un grand nombre de mots :

Aaise, aaisé, abrdser, afruiter, etc.

A. — Prop. fem. sing. pour *elle* (Nord du départ. Ernée, Landivy, etc).

A m'dit ; Vén' vous quant et m'ai à Saint Ma
su la Futa ? (elle me dit : Venez-vous avec moi
à Saint-Mars-sur-la-Futaie.) — Voyez là, là.

Aisé. — Subs. fem. et adj. *aise* avec l'*a* aug-
mentatif. — Si j'restions icite, j'y sommes ben
à noutre *aaise* !

Abailer. — V. n. (pronon. *abeiller*), aboyer. —
Ne v'sèmeillez point, c'est nout' chèn' qui *abeil-*
le. — I n'a cessé d'*abeiller* toute la nuit.

C'est l'ancienne forme et l'ancienne pronon-
ciation françaises du mot *aboyer*. V. les exem-
ples dans Littré :

XII^e siècle. — « Chef des fols ki *abaient*
vers David. » (Rois. 129).

XIV^e siècle. — « Comme les chiens, quand il
dent (entendent) heurter, il *abaient* sans atendre,
etc. (Oresme. Eth. 205).

« Qui ne peut mordre si *abaye* » (Villon).

« Le chien veut mal à celui à qui il *abaye*. »
(Amyot. Cimon).

XVI^e siècle. — « Ce chien se meit à *abayer*
contre lui tant qu'il put. » (Montaigne II, 192).

Dans le Berry on dit également *abayer*.

Rem. Dans le Bas-Maine on dit souvent
baier en supprimant l'*a*. — C'est nout' chèn' qui
baie (pron. *beille*) à la leune... L'ancien français
avait aussi cette forme :

« Parce que li quien s'engressent (s'irritent)
de *baier*. (Beaumanoir. 39. 46).

Abâtardir. — V. act. amoindrir, détruire. — Un étang *abâtardi*. — Un chemin *abâtardi*.

Etym. Le préfixe *a* et *bâtard* qui en français se joint à plusieurs substantifs pour indiquer que la chose dont il s'agit a subi des changements, des amoindrissements.

Abaubi, ou **Abobi**, **ie**, — Adj. Ebaubi, interdit, surpris au point de bégayer. — J'en sis resté tout *abaubi*. — I s'en allait comme un *abaubi* le long du chemin...

On retrouve cette forme dans l'ancien français:

XIV^e siècle. — « Charles tout *abobis*... (Girart de Roussillon. v. 3963)

Dans le Berry on dit également *abaubis* pour *ébaubi*.

Etym. Le préfixe augm. *a* et *balbus*, bègue (ancien français, *baube*), et non *baubari*, aboyer, comme le propose Roquefort. (V. *Baubi*, *Bauber*)

Abaubaié, **éc.** — Part. pass. du verbe

Abaubaier. — (Pron. *a-bo-beillé*) même signif. et même origine que *abaubi*.

Il est tout *abaubaié*.

Abbeiau. — S. m. (pron. *a-beil-o*). Un séminariste, un jeune abbé. — Eh ben, nout maîtresse, comment trouv'vous nout'jeune *abbeiau*? — Pendant que j'étais *abbeiau* au séminaire du Mans...

Etym. *abbé*.

Abbeier. — V. n. (pron. *a-beil-é*). Être au séminaire, étudier pour la prêtrise.

Il a *abbeié* deux ans pour être prêtre ; maintenant il est dans les Droits réunis. — Pendant que nout'fils *abbeiait* au Séminaire...

Etym. *abbé*.

Aberver, Abeurver. — V. a. Abreuver. — Elle est à la rivière à faire *abeurver* le bestial.

L'ancienne forme française du mot est *abeuver*, du bas-latin : *abbeverare*. Rem. Fidèle à cette règle générale de ne jamais laisser l'*r* suivre immédiatement une autre consonne, le Bas-Manceau ne dit ni *abeuver* comme l'ancien français, ni *abreuver* comme le français moderne, mais *abeurver*, ce qui est incontestablement plus doux et peut-être plus conforme aux lois de l'euphonie.

Abeuveroir, Abervoir. — S. m. Abrevoir. (Voy. *Abeurver*, même observation).

Abominable. — Adj. Considérable, grand, fort.

C't'année j'aurons des poumes comme par dérision ; y en a dans l'sentes des quantités *abominables*. — Nout' bouvard est l'pus ferieux d'la paroisse, il est *abominable*. — Ouh ! nout' jeune maîtresse, comme v'savez crèssu et enboni, v's'êtes devenue *abominable*.

Rem. Nos paysans ont toute une gradation de mots pour exprimer l'idée de grosseur, de

grandeur, de force, appliquée aux hommes ou aux animaux : on est *groux*, *groussier*, *ferieux*, *affreux*, *abominable*.

Etym. *Abominable* est un exemple de ces singuliers changements que subit le sens des mots dans le langage rustique. De l'idée particulière d'extraordinaire par l'aversion, la répulsion que certains objets nous causent, on est passé insensiblement à une idée générale et absolue d'extraordinaire, de considérable ; et de cette idée générale on est revenu à une autre idée particulière d'extraordinaire par la force, la grandeur, absolument contraire au sens primitif du mot.

Abominer. — V. a. Accabler, rendre abominable. — I nous a *abominé* de sotises. — C'est l'avocat qui a ben degoisé ! l'a-t-i *abominé* !

Rem. *Abominer*, dans le sens d'avoir en abomination, est un très-ancien mot de la langue française.

Le Berry a, comme nous, conservé ce mot.

Abonhommer (s'). — V. refl. Prendre les habitudes et la tournure d'un bonhomme, se faire vieux. — Depuis deux ans nout' père s'est ben *abonhommé*.

Etym. *A* et *bonhomme* dans le sens de vieillard.

Abouter. — V. n. et v. act. — Tenir à., confi-

ner à... conduire à... — « Item. Le champ de l'aire *aboutie* au levant la maison manable... » — *Abouter* le seillon, (le conduire jusqu'à la *chancière*. V. ce mot).

Ce verbe, très-souvent employé dans nos anciens titres, *montrées, partages, etc.*, est encore en usage aujourd'hui dans la langue juridique du pays. C'est un ancien mot français. Dans la langue du blason : des pièces *aboutées*, des pièces qui se touchent par la pointe. Dans le Berry on dit également *abouter à...* avec le même sens de *confiner à...*

Etym. *A* et *bout*. V. Ducange, v° *abbotum* et *abboutum* : c'était la désignation exacte par les tenants et *aboutissants* d'un lieu, d'une pièce de terre que le débiteur donnait en gage à son créancier.

Abrâser (s'). — V. refl. brûler, s'enflammer. —

Approch'vous du feu, v'la le fagot qui s'*abrâse*. — Quand j'arrivis, le balet de la maison commençait à s'*abrâser*.

Au figuré : viens-tu boire une chopine, je sis *abrâsé*, j'ai le gosier *abrâsé*.

Se dit aussi d'un braconnier ou d'un chasseur qui détruit tout le gibier d'une contrée : « Pourvu que le gâs B... ne vienne pas par icite, il *abrâse* tout. » C'est encore un ancien mot français :

XII^e siècle : — « Com si ce fusent » cierge *abrâsé* (Roman d'Agolant). »

— « *Abrasez* fu e plein de mal.

« De la laide fure infernal. » (Chr. des ducs de Normandie, v. 12, 117.)

Etym. Vient du germanique. Ancien allemand : *bras* feu, *brasen* brûler. (V. Littré, v. Braise). Nous avons conservé dans le Bas-Maine le verbe qui s'est perdu dans la langue générale ; celle-ci n'a gardé que les substantifs dérivés : *Braise*, *Brasier*.

Abrier, abrier (s'). — V. act. et v. refl. abriter, mettre à l'abri, couvrir.

Votre enfant n'est jouet *abrié*. — V'sêtes ben chalourieuse de v'sabrier si peu par la frai qui fait !

C'est surtout dans ce sens que ce verbe s'est conservé dans le Bas-Maine. La Normandie et le Berry ont, comme nous, gardé ce mot. C'est l'ancienne forme française du verbe *abriter*.

— « *Abrié* et vestu son cors (La Rose. v. 400).

— « La très-précieuse couronne

« Que Jésus-Christ eut en sa teste

« Si comme Juif l'en *abrièrent* (Ducange. v. *Abrica.*) »

Montaigne ne dit jamais autrement : « ... de rejeter ma robbe sur le lict, en manière qu'elle les *abriast* tous deux (Liv. 1. 96). » — « Je leur donne loy de me commander de m'*abrier* chaudement (Liv. 3. 37).

Etym. *Abri*, dont l'origine est incertaine.

Abroquer. — V. act. Injurier, accabler d'injures.

Il est cité par M. Verger : « I nous a suivis une heue durant, en nous *abroquant* et en nous agonisant de sotises. » — « Tiens ! v'la pour taï, mouâ gâs, ça t'apprendra à venir *abroquer* les filles. »

Etym. Ce verbe semble se rapprocher du mot de la basse-latinité *abrocator*, brocanteur qui, suivant Ducange, était souvent pris dans la mauvaise acception de *proxeneta*, *pararius*, homme s'entremêlant de honteux métiers.

Peut-être vient-il tout simplement de préfixe augmentatif *a* et de *broc*, rude comme un broc. V. ce mot.

Abusion. — S. f. erreur.

« J'crais, nout'maître, en v'respectant, que v'sétés dans l'*abusion*. »

C'est encore un ancien mot français conservé dans notre langage rustique. Il est indiqué dans Plasgrave, dans Roquefort, dans Ducange, v^o. *abusor* :

« Si le dit tel abuseur avoit aucune chose prins ou gainné sous ombre de ladite *abusion*. »

Etym. *Abus* et le suffixe... *ion*. On trouve dans la basse-latinité *abusio* avec ce même sens d'erreur.

A C

Acaniller (s'). — V. refl. Paresser, être indolent,

Tous les matins i s'*acanille* au lit, on ne peut

le faire lever. — Quand i fait frâit on s'*acanille* au coin du feu. — V. le verbe *décaniller* qui exprime l'idée contraire.

Etym. *A* et *canis*, chien. C'est le même mot, sous une autre forme, que le verbe français s'*acagnarder*, qui vient de *a* et *cagnard*, *eugne* (chien, chienne) paresseur comme un chien.

Dans le langage populaire, beaucoup de verbes sont ainsi formés de noms d'animaux dont ils expriment les habitudes : *acaniller*, *ataupiner*, *chatonner*, *fouiner*, etc., etc.

Acas. — S. m. Pluie torrentielle, amas, flaque d'eau.

Il est tombé de ressier un *acas* d'eau. — Après l'averse c'était dans nout' jardin comme un *acas*.

M. de Montesson indique ce mot et l'écrit *acat* qui avec cette orthographe signifiait dans l'ancien français, achat, marché.

Etym. *Aqua* eau ? V. *Lacas* dont notre mot *acas* n'est peut-être qu'une altération.

A cause ? — Locut. adv. Pourquoi ?

Approche ici ? — *A cause ?* — Pour m'aveder l'panier qu'est su l'ormoire.

Accordances. — S. f. plur. Accordailles. — La réunion de deux familles pour convenir des conditions d'un mariage.

Quand donc le gâs Houdayer de la Morinière se marie-t-il ? — C'est annuit les *accordances*.

C'est un ancien mot très français dans le sens d'accord, de convenance :

— « Et quand nous eut ce recordé
Sans luy nous avons accordé
Si nous trouvons en notre *accordance*

Que faux semblant et abstinence. » (La Rose, v. 11,291). — An. 1373. Ordonnances des rois de France : « ... avons fait les convenances et *accordances* qui s'en suivent. »

Accoté. — S. m. pour *accotail*. L'objet sur lequel on s'appuie ou on appuie quelque chose.

Il faudra mettre un *accoté* au loget. — J'avons été forcés de mettre des *accotés* à toutes l'sentes.

Etym. Du verbe *accoter*, un peu tombé en désuétude dans le Français moderne, mais très-usité dans notre langue populaire et rustique.

Accouer. — V. a. Attacher un animal à la queue d'un autre.

Faudra *accouer* la pouloche à la grand jument blanche. — Il allait à la fouere avec dix chevaux *accoués*...

C'est encore un ancien mot français. On le trouve dans Montaigne. « Nous n'avons pas fait marché en nous mariant de nous tenir continuellement *accoués* l'un à l'autre. » (iv. 108),

Etym. De *à* et *queue* qu'on prononce *coue* dans le Bas-Maine.

Ce verbe a fait le substantif suivant :

Accouée. — S. f. File d'animaux, de chevaux attachés à la queue l'un de l'autre. — On l'a vu qui revenait de la fouere de Cossé avec une *accouée* de chevaux.

Accourser. — V. act. Achalander.

Une boutique ben *accoursée*. I fait c'qu'i peut pour *accourser* le magasin de son beau-père.

Etym. *A* et *coursé*, courir à... On trouve dans la Basse-Latinité *accursare*, donner cours en parlant de la monnaie (dict. de Migne) et dans Roquefort *accoursier*, acheteur d'habitude, chaland, pratique.

Accouver (s'). — V. refl. S'accroupir, s'affaisser. Mot local et d'un usage constant.

J'm'étais *accouvée* derrière une hâ pour gâter de l'iau... (Cour d'assises de la Mayenne). — *Accouv'* vous, mes gâs, î n'allant point nous vouer. — « Faut qu'i monte ou ben qu'i crève (le ballon), Le v'la qui s'*accouv'* comme un faînéant! (Chanson des fêtes de Laval de 1852).

Etym. *A* et *couver*, parce que lorsqu'on s'accroupit, on semble prendre la position de l'oiseau qui couve. *Couver* du latin *cubare*.

On a proposé aussi *a* et *curvatus*.

Achaler. — V. a. Ennuyer, agacer, tourmenter.

Tu m'*achales*. — All' vous bentôt fini, vous m'*achalez*.

Ce mot vraiment local est d'un usage général et constant dans le Bas-Maine.

Etym. On a proposé le Bas-Breton *chala* verbe qui a la même signification d'ennuyer, chagrinier. Mais D. Lepelletier, dans son dictionnaire fait remarquer qu'il est probable que ce verbe n'est pas breton ; qu'il y a toujours lieu de soupçonner d'être étrangers à cette province les mots commençant par le *ch* français ; enfin que le mot *chala* a du venir des contrées voisines où l'on trouve *achaler*.

On indique aussi le verbe grec « askallo, » se fâcher, s'emporter, et dont la forme se rapproche singulièrement de celle de notre mot *achaler*. Mais c'est aller chercher bien loin une étymologie et l'on ne voit pas les intermédiaires.

M. de Montesson a peut-être trouvé la véritable étymologie en proposant l'ancien verbe *chaloir*, très usité autrefois, et qui signifiait non-seulement être d'importance, mais causer du souci. Ce verbe ne nous est resté qu'à la troisième personne du sing. de l'indicatif dans ces phrases : *Peint ne m'en chault*, *peu me chault*, et dans ses dérivés : *non chalant*, *non chaloir*, etc.

Aché, Achée. — S. m. et fem. Ver de terre dont on se sert comme d'appât pour la pêche à la ligne.

Un grous *aché*. — Ouh ! les belles *achées*, prends les donc.

Littre ne donne à ce mot que le sens d'appât pour la pêche et l'assimile à *aiche*, même signification. Dans le Poitou on dit également une *achée* pour un ver de terre.

Étym. Inconnue.

Acheson. — S. f. Dégout, ennui. (Ernée et environs de Laval).

Vout' fermière est si mal propre que j'aurions *acheson* de manger chez lai. — Il a un si vilain mau à la jambe que j'ai *acheson* de faire après li.

C'est un ancien mot français. Furetière le cite, mais comme vieux. Il avait les significations diverses de occasion, motif, vexation.

— « Cil a moult tous se hommes laidemend demenez De plais et d'*achesons* domagiez et grevez. » (Rom. de Vasse, m. s.)

E ors de la prison mener

Li firent les euz (yeux) à tort crever

Sanz *achesoun*. (Vie de S. Thomas de Cant. à la suite de la Chr. des ducs de Norm. T. III.)

Étym. Suivant Ducange (v° *acheso*) ce mot qui signifiait d'abord occasion eut, dès le 13^e siècle, la signification de droit injustement perçu; de là: vexation, oppression, et de cette idée à celle de dégoût, d'ennui il n'y a pas loin.

Achet. — S. m. Achat.

C'est un *achat* ben avantageux qu'il a fait.

Ancienne forme française du mot achat.

L'*achet* du paradis estoit taxé à certains deniers. (Calvin. Inst. 522).

Acmoder ou **Acquemoder**. — V. act. Accomoder.

Vous *acmodez-vous* de vout' domestique ?
Dans le Berry on dit également *acmoder*.

Acquêter. — V. act. Acquérir un immeuble.

J'avons *acquêté* deux petites clouseries... —
C'est maintenant un cul-terroux, on ne sait pas tout ce qu'il a *acquêté* depuis la mort de son père.

C'est un ancien mot français (v. Littré et Duncange, v° *acquistum*). Il n'est plus guère employé que dans le langage juridique.

Acrasé. — Part. pass. du verbe *Acraser*. Ecrasé par le malheur, par la peine. — Le pouv' malheureux il est tout *acrasé* de la mort de son gâs !
— Depuis deux ans, j'sommes *acrasés* par les mauvaises récoltes.

Acraser. — V. act. Ecraser.

Dans le Berry on dit également *acraser* pour écraser.

Acreur. — S. fem. âcreté.

— Il a des *acreurs* dans le sang.

Etym. âcre, *acer*.

Acréché, ée. — Part. pass. d'un Verbe

Acrêcher (s'). — V. réfl. S'habituer, se mettre en train, s'attabler.

— Une fois qu'i s'est *acrêché* à baire, i ne sort de l'auberge que quand il est brûlé soû.

A et *crêche*.

A cu, à cul. — Fatigué, harassé, rendu.

— Je n'en puis pus : je sis *acu*. — Quand j' sommes arrivés, j'étions *acu*.

— « La bête est à *cu*

Les chiens l'ont forcée... etc.

C'est un ancien terme de chasse.

Etym. *a* et *cul*.

A D

Adebon. — Loc. adv. Tout de bon, sérieusement.

— C'est tout *adebon*. — J'te paie la goutte.

— C'est i *adebon* ? — Vrà.

Adelesi. — Adj. et s. m. Qui fait des malices par desœuvrement (suivant M. Verger).

Suivant M. de Montesson, ce mot aurait dans le Haut-Maine la signification de bête, lourd, gauche.

Etym. Inconnue.

Adens. — Adv. Par terre, à plat ventre.

— Il était *adens* dans le foussé, ne remuant pas pus qu'une souche.

Ce mot excellent, un des plus anciens de la langue française n'est resté que dans le langage rustique de quelques provinces.

XI^e s. — « L'un gist sur l'autre et envers et *adenz*. » (Roland. 123).

XIII^e s. — « Sur là terre gisent *adenz*. »

Chr. des Ducs de Norm. II. v. 16578.

« Sur le plancher se jut *adenz*

« Mult se clame chaitif; dolenz. »

(Ibid. 1 vol. 2101).

Froissard emploie cette expression au chapitre 288 de son premier livre.

« Ainsi que le chevalier s'en r'alaît tout seul, et de ce ne se donnait garde, celui vaillant boucher lui vint sur le costé, et lui décliqua un coup entre le col et les espaules, si grand qu'il le renversa tout *à dens*, sur le col de son cheval. »

Etym. *A* et *dent* ? (Littré). Ce mot a fait le verbe

Adenter, Adenter (s'). — V. n. et v. réfl. — Se coucher, se mettre à plat ventre.

Ce verbe est encore employé par nos paysans.

A de soir. — Locut. adv. Ce soir.

Adouser (s'). — V. réfl. — Se mettre au couple (surtout en parlant des perdrix).

V'là le temps où les perdrix vont commencer à *s'adeuser*.

Etym. *A*, et *deux*.

Adès. — Adv. Entièrement, complètement.

Serrez ben *adès* (Verger). — Je sommes *adès* ben. — Ramarre tout ben *adès*.

C'est encore un ancien mot français.

XII^e. — Et por ce tut *adès*, chaudement se vesteit. (Th. le Mart. 153).

Etym. *A* et *droit*, *dreit* avec la suppression de l'*r* après une autre consonne.

Adire. — Locut. adv. prise substant. Différence, manquement dans un marché.

Il a ben de l'*adire*.

Nublé dans *Ménage* indique ce mot et cite à l'appui la phrase suivante : il s'y est trouvé à *dire* un écu (il a manqué un écu). Cette locution n'est pas récente, on la trouve dès le XII^e siècle :

« Aisi cum nef n'en fu à *dire*

« I arrivent à sauvement. »

(Ch. de Norm. f. 159).

Etym. *A* et *dire*. Cette locution a donné le verbe suivant :

Adirer. — V. act. Perdre, égarer.

Il a *adiré* son coutiau.

Cet ancien verbe, très français (v. Littré), n'est plus usité qu'en jurisprudence : une pièce *adirée*.

Etym. *Adire*.

Adomescher. } V. act. apprivoiser. Rendre do-
Adoumêcher. } mestique un animal sauvage.
Amadouër, Adoucir.

Etym. *A* et *domesche* ancienne forme du mot domestique.

XIII^e s. — « Ou vergier ot arbres *domesches*
« Qui chargioient e coins e pesches. »
(La Rose, v. 1355).

XIV^e s. — « Ce mesmes est-il des bestes sau-
vaiges, des *dommesches*, voire des bestes cham-
pestres. » (Ménagier, I. 5).

XV^e s. — « Brebis, bœufs, les oiseaulx vo-
lans, tout bestail *domesche* et sauvaige. »

On dit des *cerises domesches* (qu'on prononce
par altération *de mesche*) pour signifier des ce-
rises douces cultivées dans les jardins, les ver-
gers, par opposition aux cerises sauvages que
dans ce pays on appelle *guignes*.

Adrès, Adresses, Radresses. — S. f. plur. Les
chemins qui mènent où l'on veut aller. — La
bonne direction.

— Il a pris par les *adrès* (par le bon chemin).

— I connaissant toutes les *radresses* du pays.

Froissart emploie très-souvent cette expres-
sion avec le sens que nos paysans lui ont con-
servé :

« Car il savait les *adresses* et les refuites du
pays, pour ce qu'il en était (I. I. 161). — « Car
il savait toutes les *adresses* ou torses voies. »
(I. I. 108). — « Le dit Philippe prit une *adresse*
parmi les champs et brocha coursier des *espe-*
rons. » (I. I. 298).

De même, Amyot : « Fabius qui cognoissoit le
pays et sçavoit les *adresses* des chemins. »

(Fab. 15).

« Ceux qui cognoissoient les *adresses* des chemins furent ceux qui échappèrent. »

(Marg. Préf).

. Etym. *A* et *dreit*, droit.

A F

Affété, ée. — Adj. Ce mot, très-français est employé dans le Bas-Maine dans le sens particulier de difficile pour la nourriture.

— Les gens de la ville, c'est si *affété* ! — Depuis huit jours, nout gas est tout *affété*, on ne sait que li donner.

Voy. *Pichelin*.

Affouer (1). — V. act. Faire du feu, souffler le feu.

— Approch' vous, nout' maître, j'vas *affouer* le feu.

Ancien mot français, cité par Roquefort, par Ducange v. *affocare*. — « An 1277. L'usage por tout mes bois, por *affoër* (faire du feu), por maronner, por édifier... » D'où le mot *affouage*.

Etym. *affocare*, *a* et *focus*. Voy. *Fouée*.

Affouer (2). — V. act. Exciter un animal.

Affouez le chien sur li. (lancez le chien contre lui).

Etym. Le même mot que le précédent au figuré ? — On trouve quelquefois dans l'ancien français *affouer*, *afouer* dans le sens d'*affoler*,

rendre fou. C'est peut-être là la véritable étymologie.

Affranchisseur. — S. m. (on prononce *affranchisset*). Celui qui dans les campagnes châtré les animaux. Par extension le vétérinaire ; l'*affranchisseur* faisant généralement les fonctions de vétérinaire.

Etym. *Affranchir*, verbe français dans le sens de châtrer.

Affreux, se. — Adj. gros, grand, fort.

— Nout' viau a ben enboni : il est devenu *affreux*. — Ouh ! nout' petite maîtresse, que v'sêtes devenue *affreuse* depuis l'an passé.

Voy. *Abominable*, qui semble le superlatif dans cette gradation de mots indiquant l'idée de grosseur, de grandeur, de force : (*fameux, grous, groussier, ferieux, affreux, abominable*).

Affut (être d') — Être prêt, être tout préparé à faire une chose.

— J'sommes d'affut, quand v'voudrez partir.

Affuté, ée. — Part. pass. de

Affuter. — Verb. act. préparer, disposer.

— Êtes-vous prêts ? vère, j'sommes *affutés*.

Ce verbe qui n'a conservé en français que le sens d'ajuster un outil, a gardé dans le Bas-Maine le sens général de *préparer*, de *disposer* qu'il avait autrefois :

« Or, mouchez vos nez, petits enfants, et vous autres vieulx resveurs, *affustez* vos bésicles. »

(Rabelais, Pant. Préf.)

« Il est *affusté* pour cela. » (1^{re} édit du Dict. de l'Académie).

« Ils s'*affutent* pour nous jouer quelque mauvais tour. » (Dict. de Trévoux).

Etym. *affut*.

Affutiaux. — S. m. pl. Assortiment d'instruments, d'outils, nécessaires à un ouvrier ; d'engins de pêche, de chasse. *Affutage*.

— Es-tu prêt, as-tu tous tes *affutiaux* ? —

Il est parti c'matin avec tous ses *affutiaux*.

Ce mot est cité dans tous les dictionnaires avec le sens de *bagatelles*, de brimborions. Il a conservé dans le Bas-Maine une signification plus conforme à son étymologie.

Etym. *Affut*.

Afondrer. — V. act. et v. n., enfoncer sous l'eau, aller au fond de l'eau, et faire aller au fond de l'eau.

— Un bateau qui *afondre*. — *Afondrer* un bateau.

Se dit au fig. d'une personne déjà affligée et dont on augmente le chagrin. — Pourquoi lui dire ça ? Vous voulez donc l'*afondrer* tout à fait.

C'est un ancien mot. V. les exemples dans Ducange. v° *affondare*.

« Theophylus péril en mer

« Theophylus *afonde* et noie.

Lettres de rémission de 1377 : « Une des dittes jumens estoit *afondée* et emmarée par cas d'aventure. »

Lettres de rém. de 1389 : « Y ot tant de gens au dit batel qu'ils y furent en doute d'*afonder* en la ditte riviere et de noyer. »

Rem. Par une singulière exception à la règle générale de supprimer ou d'éloigner l'*r* qui suit immédiatement une autre consonne, le Bas-Manceau, a, par épenthèse, ajouté l'*r* à certains mots ; ainsi *afondrer* pour *afonder*, *jardrin* pour *jardin*, *jardrinier*, etc.

Etym. Bas-Latin : *affondare* ; a et *fond*, *fundus*.

Afruité, ée. — Adj. plein de fruits.

— Un jardin ben *afruité*. — Chez nous c'est ben *afruité*.

Ce mot est cité dans Roquefort.

Etym. L'*a* augment. et *fruité* ancien mot français resté dans la langue du Blason : un arbre *fruité*, un arbre chargé de fruits.

V. *Fruité*.

AG

Agoniser. — V. act. Accabler d'injures.

— I nous a agonisé de sotises.

Etym. *Agonir*, avec ce même sens populaire.

Agonir semble n'être lui-même que l'ancien

mot français *Ahonir* encore usité en Normandie dans le sens de faire honte, d'avilir quelqu'un.

Agraffiner. } V. act. Égratigner, Déchirer la
Agraffigner. } peau.

— C'est y l'chat qui t'a *agraigné*? — I s'arrochit sur mai, m'*agraffignit* la goule et me mit comme une déchaffre. »

Rem. En Picardie on dit : *égraphigner*.

Etym. L'a augment. et *graffiner*, *graffigner* ; ancien mot français ayant la même signification ; il est cité par Roquefort et on le trouve dans Rabelais : « Il leur mordoit les oreilles, ils lui *graphinoient* le nez. » Gargant. I. ch. 11).

Voy. *Graffiner*, *Graffigner*.

Agras. — S. m. Engrais.

— J'avons pourtant mis de l'*agras* sur nout' pré comme par dérision...

V. *Graisse*.

Agricher, Agriffer. — V. act. Obtenir de quelqu'un par adresse, tirer, *chipper*, *agripper*.

— Le p'tit gueux, i sait si ben *agricher* ce qu'i veut, à son grand père ! — Ouh ! le mouâ gâs, i m'a core *agriché* 10 sous !

Ancien français : « Si peu qu'ils avoient, ils l'ont escamotté et *agriffé* avec leurs argots de chapon. » (Ancien Théâtre Fr. T. IX. p. 76).

Etym. *Agricher*, *agriffer*, *agripper*, même

mot, l'*f* se permutant facilement en *ch*, en *p*.
A et *griffer*, *griffe* (V. Littré).

Aguerier. — V. act. pour agréer.

— Nout' maître, c'est pour vous reconnaître,
j'vous prions d'*aguerier* ce petit présent.

— « Daignez *aguerier* nos présents.

« Pour nous et nos chers éfans. »

(Pastorale de Mayenne).

Etym. C'est le même mot qu'*agréer* : les lettres *ue* ont été intercallées par épenthèse pour éloigner l'*r* de la consonne *g*, suivant une règle générale de prononciation du Bas-Maine.

Aguerroier. — V. act. Accoutumer, habituer. Il s'emploie surtout dans la forme réfléchie, *s'aguerroier*.

— Le gâs s'est ben *aguerroïé* au travail.

Aux champs, il faut *s'aguerroier* à la frai.

Etym. *A* et *guerre*. *Aguerroier* est un vieux mot disparu : il a été remplacé par le verbe *aguerir* qui n'apparaît pas avant le XVII^e siècle. On trouve souvent dans l'ancien français *aguerroier* avec le sens absolu de faire la guerre à... » (V. Littré, v^o *aguerir*).

Aguigner. — V. act. Guetter, surveiller de l'œil, regarder à la dérobée.

— Depuis deux jours il *aguignait* nos cerises. — Il *aguignait* à travers la lucarne.

Etym. *Guigner*, verbe très français, ayant la même signification et le préfixe augment. *A*.

Ahan. ← S. m. peine, fatigue.

— J'n'avons fait nout' Toussaint qu'à grand *ahan*.

C'est un mot ancien indiqué dans tous les lexiques (V. Ducange, v° *ahenagium*, Raynouard, Ménage, Dict. de Trevoux, Littré, etc.) Notre vieux chroniqueur Le Doyen l'emploie souvent :

— « Et si vous dy qu'en cestuy an

« Papeillons si firent grand *ahan*... (p.24.)

— « Normans de tous coustez, de milliers plus de troys

« En armes et puissance me firent tel *ahan*. »

(p. 57).

Etym. *A* et *han*, onomatopée imitant le bruit que les bûcherons, les charpentiers, etc., font dans leur dur travail, en expulsant leur haleine.

Ahaner. — V. n. avoir de la peine, de la fatigue.

— Ouh ! nont' maître, j'avons-t-y *ahané* pour amarrer noutre orge !

C'est un ancien mot français :

« Li rosegnols ses lais organe

« Qui del canter adies s'*ahane*. »

(Perth. de Blois, v. 32).

Joachim de Bellay l'emploie souvent :

« Cependant que j'*ahâne*

« A mon blé que je vanné... »

Dans l'ancien français *ahaner* était surtout employé dans le sens de labourer, cultiver la

terre (Bas-Latin : *ahanore*). (V. les exemples dans Littré).

Etym. *Ahan*.

A I

Aideur, Aideux. — S. m. Garçon de ferme.

— J'avons pris un aideux pour faire nout' Toussaint.

C'est encore un ancien mot français.

Etym. *Aide*.

Aigrin, Aigrun. (*Jardin à aigrun ou egrun*). —

Terme qui se retrouve sans cesse dans les anciennes montrées, les vieux titres de partage et de vente de notre pays : « Item le petit jardin à *egrun* aboutant au soleil levant la maison manable... » (Titre de 1672). — « Item le jardin à *aigrun* au derrière de la maison... » (Titre de 1764).

Etym. 1. *Le jardin à aigrun*, n'est-ce pas la pépinière où l'on élève les sauvageons à fruit *aigre*, qui n'ont point encore été greffés ? On trouve dans le Dict. Roman : *Aigrin*, fruit aigre ; dans Littré : *Aigrin*, terme de jardinage, nom donné aux jeunes pommiers et poiriers, sans doute parce que leurs fruits sont aigres ?

Etym. 2. N'est-ce pas plutôt le jardin où l'on cultive les herbes fortes qui servent au ménage, comme ail, oignon, etc. *Aigrun* a aussi cette signification. Dict. de Trévoux et Menage :

« *Aigrun*, vieux mot qui se dit de toutes sortes d'herbes fortes et de fruits aigres. » — Ducange v. *acrumen* : « Tuit cil qui sont regratiers à Paris et marchandent d'*aigrun* doivent 4 deniers... » — « Nul ne peut estre regratiers à Paris, de fruits, d'*aigruns*, c'est assavoir de aulx, ongnons, d'eschallongues et de toute manière de tel *egrun*... »

Aigneau, Igneau. — S. m. Agneau.

— J'n'avons pus q'cinq *aigneaux* et nout' blin (belier). — Si je le connais, j'avons gardé les *igneaux* ensemble.

Dans le Berry on dit également *aigneau* et *igneau*.

Aigneau se retrouve souvent dans l'ancien français. Roman de la Rose. v. 1192. « Dehors semblant *aigniaus* pitables... » Marot. II. 218. « L'*aigneau* qui plus en son parc lui plaisoit. » Amb. Paré. XIX. 20. « Un *aigneau* ayant trois testes en une. »

Airai (j'). — J'aurai, futur du verbe avoir.

Airaigne, Airaignée, Aroignée. — S. f. Araignée.

Airettes. — S. f. pl. Les semis d'herbes et de légumes que l'on fait au printemps dans les jardins.

— Jean, avez-vous pris soin de faire vos *ai-*

rettes ? — J'avons c't'année de belles *airettes* ; si nous v'nait s'ment un petit peu d'iau !

Etym. 1. On a proposé *aire* avec la désinence minorative *ette*, petite *aire*, parce qu'il faut aplanir la terre comme une aire, avant de semer ces petites graines ? Ainsi, par une comparaison analogue on dit : faire une *planche* de carottes dans un jardin.

2. *Airettes* ne serait-il pas dit pour *aigrettes*, le *g* étant tombé comme cela arrive souvent ? L'étym. serait alors *aigre*, *aigrun*.

V. ce mot.

Aître. — S. m. Atre, le foyer, par extension la maison.

— N'y a pus de feu dans l'*âtre* ; prends donc le sabot et va tout de suite en chercher chez nout' voisine.

C'est l'ancienne forme du mot *âtre*. (V. Duncange, v° *Astrum* et Littré, v° *âtre*). « Si com le chat qui croût en l'aistre. — Un monceil de cendres en l'*aistre* del fu..., etc.

Et dans notre chroniqueur G. le Doyen, avec la signif. de maisons, fermes :

« Marchant forains, les aultres bêtes

« Tiroient chacuns jours de nos *aistres*. » —

(Page 86).

M. de Montesson fait remarquer que ce mot se retrouve dans une foule de noms de lieux : seulement dans les titres, dans le cadastre lui-même

ce mot est le plus souvent défiguré, par exemple changé en *hêtre*.

Aitrage. — S. m. Les cours, issues, chemins qui se trouvent au-devant des bâtiments d'une ferme.

Voy. *Etrage*.

AL

Aleuser. — V. act. Flatter.

— S'î venant vous *aleuser*, c'est pour vous tromper. — C'est-y pour m'*aleuser* que v'dites ça?

« Je vous prie, ma mère, de m'envoyer encore deux oies grasses : à notre régiment, l'oierie de Craon est tout à fait *aleusée*... » (Lettre d'un jeune soldat. 1867).

C'est le même mot, avec une prononciation différente, que l'ancien verbe *aloser* que l'on retrouve dans la Chr. des Ducs de Norm., dans Parth. de Blois, v. 9533 :

« Si voloît que il s'avançast

« Et enchierist et *alosast*.

Dans le combat des Trente : « Caron de Bos de Gas, li preux et l'*alosès*.

Étym. *A* et *loser*, *los*, louange. G. le Doyen emploie ce verbe *loser*, pag. 36 :

« Ce fut l'année que je prins femme

« Dont Dieu me garde et Notre-Dame :

« Il me l'a doint à joye user

« Car j'ay bien droit de la *loser*. » (louer).

Allonère. — S. f. Bâton que l'on met en travers

dans la cheminée et auquel on attache les jambons, les andouilles que l'on veut fumer. Dans un sens absolu : un bâton.

— Attends, mouâ gâs, j'vas te donner de l'*allouère* sur le dos.

Etym. inconnue. Dans l'ancien français, *al-loière* avait le sens de gibecière, bourse. (Ducance, v. *alloverium*).

Alloui, Allouvi, Aloui, Alouvi. — Adj. affamé.

— Faites-nous vite à manger, j'sommes *allouvis*. — I mange comme un *allouvi*.

Anc. mot fr. On le trouve dans Rabelais.
« Je suis *allowvy* et affamé. » (Pantag. liv. 3. ch. 26).

Etym. *A* et *loup*, le *p* se permutant en *v*, loup, louve.

Alouard, de. — Adj. mal embouché, grossier en paroles.

— V'n'êtes qu'un groussier et un *alouard* : vous ne savez dire que des sottises au monde.

Etym. La même origine peut-être que *alourder*, *alourdir* ? (V. ces mots).

Alourdayé, ée. — Adj. Ennuyé, étourdi.

Etym. *Alourdé* avec une terminaison péjorative.

Alourdir. — V. act. Ennuyer, étourdir, étonner.

— All' vous bentôt finir, vous c'mencez à m'*alourdir*. — J'en suis tout *alourdi*.

Roquefort et le Dict. Roman citent *alourdi* avec le même sens de étonné, étourdi. Il semble que l'ancienne forme française fut *alourder*. V. Ducange, v. *Elourdatus*. On trouve aussi *eslourdir*. — Nous en sommes quasi tous *eslourdis*. (Calvin. Inst. 559).

Etym. Basse-Latinité. *Elourdatus*. A et *lourd*.

A M

Amain. — S. m. Commodité. Être à son *amain*, être dans une position commode pour faire une chose.

— C'est ben à mon *amain*. — Tournez-vous donc, v'nêtes point à votre *amain*.

Etym. Corrupt. de cette locution : être à la *main*.

Amarrer ou **Ramarrer.** — V. act. Réunir, rassembler, ramasser, serrer.

— I faudrait *amarrer* du bois pour la cuisine. — Si fait beau j'tâcherons d'*amarrer* demain noutre orge. — Il a *amarré* du bien pour ses enfants.

Ce verbe est d'un usage général, et journalier dans le Bas-Maine : avec les verbes *achaler*, *aveder*, *avanger*, c'est un des mots les plus originaux du patois Bas-Manceau : par suite, un de ceux dont il est le plus difficile de déterminer l'étymologie.

Etym. 1. Ce verbe est-il le même qu'*amasser* (d'*amas*) dont il a souvent la signification ? Mais on ne retrouve dans l'ancien français aucun exemple de cette forme *amarrer* et la permutation ne se fait guères entre *ss* et *rr*.

2. Est-ce le même mot que le verbe *amarrer* spécial à la marine ? Il faudrait admettre qu'*amarrer* aurait eu autrefois la signification générale d'attacher, et par extension de réunir ensemble des objets en les attachant avec un lien ; qu'il aurait perdu cette signification générale et ne se serait conservé que dans le langage des marins. Dans ce cas, *amarrer* viendrait, suivant Littré, des langues du Nord (Holl. *Maaren* ; Angl. *to moor*, *amarrer*).

Furetières dit que *amarrer* (terme de marine), vient du Bas-Breton *amarr* qui signifie lien. Malheureusement Furetières commet une erreur. *Amarr* n'est nullement un mot Bas-Breton.

On trouve dans le Bas-Latin *amarina*, osier, lien.

A matin. — Locut. adv. Ce matin.

Ambale. — Adj. Faiseur d'embarras. V. *Emballe*.

Ameiller. — V. n. Se dit des vaches, des juments sur le point de mettre bas.

— Nout' grand vache gare va bentôt *ameiller*. — C'tannée sur nos trois vaches, j'n'en avons qu'eune à *ameiller*. — Une jument *ameillante*.

M. Octave Feuillet dans son roman : *Le comte de Camors* parle de vaches *amouillantes*.

Etym. Bas-Latin : *ameliorari* ; *a* et *melius*.

Ameillère. — Adj. et s. f. une vache pleine, prête à mettre bas.

— Une vache *ameillère*. — « Une vieille vache, une *ameillère* et un bouvard de l'année dernière, le tout estimé... »

Ce mot est très souvent employé par les paysans et par les experts dans les prisées, etc.

V. *Anouillère*.

Etym. *Ameiller*.

Amelette. — S. f. Omelette. On dit aussi *oumelette*.

— Nout' maître, si v' saimiez l'*amelette* au lard, nout' femme v's'en ferait eune.

C'est l'ancienne forme française du mot. Furetières écrit encore *Amelette* ; seulement il ajoute : quelques personnes prononcent *omelette*. Ménage fait connaître sa préférence pour omelette parce que c'est ainsi, dit-il, qu'on prononce à la Cour.

Amené, ée. — Part. pass. Courbé, voûté par l'âge.

— Votre pauvre père est tout *amené*.

Etym. Dans la langue des marins *amener* a aussi le sens d'abaisser, *amener* le pavillon. Peut-être ce mot, ainsi qu'*amarrer*, a-t-il été emprunté à la langue des marins.

Amignonner. — V. act. Caresser, apprivoiser.

— Il faut *amignonner*, les petits chats. — Elle est toute la journée à *amignonner* sa fille.

Etym. *A* et *mignon*.

Amochoner — V. actif. mettre en *moche*.

Elle est en train d'*amochoner* son beurre. — De la poudre *amochonée* (qui s'est agglomérée en grumeaux). — Ma fille, votre sauce blanche est manquée ; elle s'est tout *amochonée*.

Etym. *A* et *mochon*, moche. V. ce mot.

Amonition. — S. f. provisions de bouche ; provisions de chasse.

— N'oublions pas l'*amonition*, car je ne trouverons rien à manger à Saint-Isle.

C'est un ancien mot français : « Et depuis ne fut plus permis aux soldats et citoyens... de manger marée fraîche ni venaison... mais auraient à se contenter de l'*amonition*, assavoir du biscuit, bœuf, lard, etc. » (A. Paré. Voyage de Metz.

Etym. Basse-Latinité : *Amonitio*, subsistance.

Amont. — S. m. et locut. adv. Le long de...

C'est un ancien mot français qui s'est conservé dans ces expressions : En *amont* de la rivière ; Vent d'*amont*. Mais dans le Bas-Maine où il est sans cesse employé dans la langue rustique et dans la langue populaire il a une signification bien plus générale : *amont* veut dire non-

seulement en haut, en montant, mais surtout *le long de...* et quelquefois par extension : dans, chez...

— Fais don attention, tu m'fais coti du bouillon *amont* les jambes. — C'est une puce qui m'guerzille *amont* les cuisses. — V's'avez du blanc *amont* le dos. — Prends don soin à ton gâs, i s'amuse à châtonner *amont* l'ente. — Viens-tu *amont* le quai. — J'les ai trouvés qui se promenaient *amont* la foire. — Ouh ! l'pauv' gâs, il a un vilain mal *amont* li.

C'est l'opposé d'*aval*. Cependant on dit souvent indifféremment *amont* et *avau* qu'il s'agisse de monter ou de descendre. — Viens-tu *amont* ou *avau* la route, *amont* ou *avau* le quai.

— *Le pays d'amont*, là Normandie, située au nord du pays de la Mayenne. — Un gros marchand de bœufs du pays d'*amont*. D'une manière générale : le Nord par rapport au lieu où l'on se trouve. Le vent vient d'*amont*.

Etym. *A* et *mont*.

Amoutoner, Amoutoner (s'). — V. actif et v. refl. Caresser, apprivoiser un animal, le rendre doux comme un mouton. — Se coucher comme un mouton, se blottir, paresser. (V. Acaniller).

— Toute la journée elle a ses chats sur elle pour les *amoutoner*. — S'*amoutoner* dans son lit.

Etym. *A* et *mouton*.

A N

Aneille. } S. f. 1° anille, béquille.
Anille. }

— I n'marche pus qu'o des *aneilles*. — I prit une de ses *anilles* et li en f... par la goule.

2°. Dans toute machine, la poignée ajustée à un bras recourbé et qui sert à mettre en mouvement une roue.

L'*aneille* d'une vannoire. — L'*aneille* d'une voiture (la mécanique). — Gâs, serre l'*aneille*, j'commencons à d'valler.

Etym. 1° Pour *aneille*, *anille* dans le sens de béquille, *anus*, vieille femme qui ne marche qu'avec des béquilles? Furetières indique cette étym. 2° pour la deuxième signification : *anel*, anneau.

Aneiller. — V. n. Vieillir, se courber.

Nout' pauv' mère s'*aneille*. — Il s'est ben *aneillé* depuis deux ans.

Etym. *Aneille*, *anus*, vieille femme.

Aner. — S. f. Une terre défrichée.

Anertir. — V. a. Défricher un terrain inculte.

Eh ben, nout' maître, que voul' vous donner pour *anertir* la grand Brosse et la mettre là, ben d'affut?

Angevine. — S. f. Fête de la Nativité de la Vierge, le 8 septembre. — A Laval, la foire de l'*Angevine*, la plus grande foire de l'année qui com-

mence le 8 septembre. Absolument : l'*Angevine* pour la foire de l'*Angevine*. — Cette année notre *Angevine* n'a pas été brillante. — La Troupe d'opéra donnera des représentations pendant l'*Angevine*. — Les *cousins*, les *cousines de l'Angevine*, les personnes des environs qui viennent se promener à la foire. La grande *Angevine*, la petite *Angevine*, la deuxième foire, huit jours après la grande.

Étym. *Angevin*, *Anjou*. Ducange (v°. Festum Nativ. sanctæ Mariæ), explique l'origine de ce mot par l'usage où l'on était en Anjou de payer les rentes et cens féodaux le 8 septembre, le jour de cette fête. C'est la fête qui a donné le nom à notre foire. La ville de Fougères a également sa foire de l'*Angevine*.

Anicher, (s'). } V. n. Se faire un nid, se blottir.
Aniger (s'). }

— Quand j'approchis, elle se retournit, s'*anichit* sous ses draps, la tête dans la venelle...

— Debout, mon gâs, i n'est pus temps de s'*aniger* au lit.

Dans Roquefort, dans Ducange, on trouve *anichier* avec le sens de faire son nid. « Nul oysel ne laisse *anichier* près de li, ains les fait fuir. » (Ducange, v°. *Nidalis*).

Étym. *A* et *nidus*. *D* se permute facilement en *ch* et dans le Bas-Maine *ch* en *g*.

Anigeoir.—S. m. L'œuf (souvent en plâtre) qu'on laisse sous les poules pour les faire pondre.

Etym. *Aniger*.

Anigeux de poules. S. m. Homme de petit fait, qui emploie son temps à des riens ou à ces petits soins de ménage habituellement abandonnés aux femmes, par exemple à *aniger les poules*.

— Son homme ! c'n'est ren en tout : c'n'est qu'un *anigeux de poules* et un périmier.

Etym. *Aniger*.

Anlarme. — S. f. Terme de pêche. V. *Enlarme*.

Antan. — S. m. L'an dernier.

— Nout' récolte d'*antan* — Du cidre d'*antan*.

C'est un ancien mot français. Nous ne ferons pas la fameuse citation des *neiges d'antan* de Villon dont on a trop abusé.

Il n'est guère usité aujourd'hui que dans quelques communes du nord du département, Gorron, Landivy, Montaudin.

Anouillère. — S. f. et adj. La vache qui n'a pas eu de veau dans l'année.

Une vache *anouillère*. — Une *anouillère*.

C'est l'opposé d'*ameillère*. V. ce mot.

Etym. *A* et *nullus* (V. Raynouard, *Annuaire*. v° *Nul*).

Anté. — S. f. Poirier, pommier greffé. V. *Ente*.

On trouve souvent dans les anciens titres *An-*

tes écrit ainsi par un *a*. De même dans l'ancien français :

Lettres de remission de 1448 : « Le suppliant aperçut la chièvre qui broustait les *antes*..., il disait que la chièvre avait mangé et détruit ses *anthaisons*. »

Anuit, Annui. } Adv. Aujourd'hui.
Anuy, Enhuy. }

— C'est *anuit* l'assemblée de S^t.-Berthevin.

— C'est *annuit* que j'devons payer nout' ferme.

— I doit venir *anuy* pour le rassemblement de famille.

Ce mot est d'un usage général dans le Bas-Maine. C'est encore un vieux mot français qu'on retrouvé sans cesse dans les vieux écrivains. Est-il besoin de citer des exemples ?

— « Qui a Bouni qui siet sou Loire

Voula jésir encore *anuit*, (qu'à Bouni-sous-Loire, il voudra coucher encore aujourd'hui.) »

(La Violette, p.41).

— « Tous les jours ne fait que acquerre

Annuit chesteau et demain terre. » (Poème à la louange de M^{me} de Beaujeu).

— « Si ta beauté te délecte

C'est *annuit* herbe et demain foin. » (Alain Châtier).

— « C'est très saigement dit, m'amy

Encore *anuit* vous iray voir. » (Farce de Colin, anc. Th. fr. T. 1. p. 240).

Etym. On a souvent répété que cet ancien mot *anuit* signifiait *cette nuit* et que s'il prenait le sens d'*aujourd'hui*, c'est qu'autrefois on comptait par nuit et non par jour. C'est une erreur. *anuyt*, *annuyt* ou plutôt *en huy* comme on le trouve souvent écrit vient tout simplement de *en* et de *hui*. *Hui* adverbe venant lui-même de *hoc die*, très-usité dans l'ancien français. V. les exemples dans Littré, v°. *hui*.

— « *Hui* est li jor qui les convient mourir. »
(Roncev.)

— « J'estoie *hui* venue pour la messe escouter. »
(Berte), etc., etc. On trouve même ce mot dans La Fontaine :

« Dans dix mois d'*hui* je vous fais père enfin. »

Le *t* à la fin d'*anuit* qu'on fait sentir dans la prononciation du Bas-Maine devant une voyelle (j'allons *anuite* à Loiron, C'est *anui* que j'allons à Loiron) en un *t* euphonique.

Si *anui* signifie le plus souvent aujourd'hui, il a quelquefois, dans l'ancien français, le sens de *cette nuit*, et dans ce cas c'est un autre mot venant de *a* et de *nuit*.

— « Od la lune serie *anuit* archilguaitiez. »
(Ch. de J. Fantosme à la suite de la chr. des ducs de Norm.)

— « Seignors, *anuit* en mun dormant... »
(Chr. des ducs de Norm.)

Anvin ou **Ovin**. — S. m. Orvet, petit serpent.

Prov. Si *anvin* voyait, si sourd oyait, si bœuf
connaissait sa force, pas homme au monde ne
vivrait.

A O

Aourser. — V. act. Rendre méchant, en parlant
des animaux. Se dit surtout d'un chien de garde
que son maître veut rendre féroce.

Aoursé est un ancien mot français. Roquefort
le cite avec le sens de méchant, furieux et le
tire de *ursus*, ours.

— « Le vilain fel et *aorsé*. » (La Rose, v. 15801).

Mais ce mot avait aussi d'autres significations;
on le trouve avec le sens de habitué à... fatigué,
harassé.

— « Ses os à grand haste remande

La gent qui à guerre s'*aourse*

Se refieet en Berry la course... » (Guill.
Guiart.)

— « Nos gens étoient si *aourséz*

Du duel qu'avoient, qu'en les fossez

Etaient battus et pourboudis. » (Chr. des
ducs de Norm.)

A P

Apiper. — V. act. Piper, leurrer.

Pren' garde de v'laisser *apiper* par li ; c'est
un homme si fin !

Etym. Le préfixe augm. *a* et *piper*.

Apparaissance. — S. f. Apparence, indice.

— I n'est joué fort : il n'en a que l'*apparaissance*.

— Le Président : vous deviez vous apercevoir de l'état de grossesse de votre domestique ?

— Le témoin : i n'y avait point d'*apparaissance*.

— Dis donc, nout' femme, j'viens d'voir dans nout' pré des hardes au bord de l'iau : viens don quant et mâi : c'est là des *apparaissances* qui ne me plaisant point. (Ce sont des indices qui etc.)

C'est encore un ancien mot français :

« Mais n'est pas certe *apparaissance*

Qu'od eus aiez grand malveillance. » (Chr.
des ducs de Norm. T. 1. p. 282).

Etym. La même qu'*apparence*.

A que faire ? (on pron. éque fair). — Locut. adv.
Pourquoi.

— Veux-tu venir icite ? — éque fair.

C'est une ancienne locution française : « *A que faire* me faites-vous ainsi muser ? » (Bonav.
Desperriers. Contes et devis. XVI).

AR

Argealêtre. } S. m. et f. Schiste argileux, pierre
Argelêtre. } friable et sans consistance.

— Nout' terre est sur l'argealêtre. — J'na-

vons core tiré que de l'argealêtre, mais j'crai ben que j'arrivons à la pierre chauffaude.

Etym. *Argile*.

Argealêtreux, se. — Adj. Plein d'argealêtre.

Terrains *argealêtreux*. — Terre *argealêtreuse*.

Etym. Argealêtre, argile.

Ari ou **Arie**. — S. f. Cavité sous les racines des arbres plantés au bord de l'eau ; trous, dans les rives d'un ruisseau.

— Ouh ! la grousse écrebiche ! Tiens, a s'est cachée là, sous l'*ari*. — J'allons bâcher, prends donc ton ribot pour fourgotter sous l'*saries*.

Ce mot a quelquefois la signification de mauvais pas, flaques d'eau dans un chemin.

Dans le Haut-Maine, ce mot que M. de Montesson écrit *arrie* et *harrie*, aurait une signification différente et voudrait dire le talus d'un fossé.

Etym. Inconnue. On a proposé *aria*, *area* qui dans la Basse-Latinité a des significations très-diverses : emplacement d'une maison, nid, réduit. On a proposé encore *ari... ad ripam* ? — Enfin dans Roquefort et dans Ducange on trouve *arrie*, avec le sens d'obstacle, d'empêchement, d'arrêt. Tout cela n'est pas satisfaisant — En Bas-Breton (Dial. de Vannes) *ari* veut dire lien.

Armelle. — S. f. Mauvais couteau. Le petit cou-

teau de deux sous, que tous les enfants de la campagne portent attaché par un bout de ficelle à la boutonnière de leur gilet.

— Passe-moi ton *armelle*. — Qu'as-tu à berner comme ça ? — C'est le gâs Sinet, qui m'a pris mon *armelle*.

Etym. *Armelle* semble se rapprocher du vieux mot français *alumelle* cité dans tous les Dictionnaires et qui signifie la partie tranchante des couteaux, des rasoirs, d'autant que l'ancienne forme du mot était *almele*, *allemelle*, *alemelle*. On trouve cette forme dans notre Guill. Le Doyen (p. 250). « Subtilement, du tranchant d'une *almelle*. » Dans cette hypothèse, *armelle* pour *alemelle* avec la permutation de l'*l* en *r* viendrait de *a* et *lamella* petite lame.

Cependant l'*r* se permutant rarement en *l*, on pencherait pour un diminutif *armilla*, *armella*, d'*arma* qui signifie non-seulement une arme de guerre, mais un outil, un instrument.

Arenâder, Arenâter les oies. — V. act. Rassembler les oies, les ramener des champs (Ernée, Montaudin, etc.)

— VI'à qui fait basse heure, dis donc à la Lucie d'*arenâder* les oies. — Va donc *arenâter* nos oies.

Etym. On crie : à *Renâ*, à *Renâ* (au renard, au renard), quand on veut rassembler les oies et les ramener au village, d'où le verbe *arenâder*, *arenâter*.

Arrocher, Arrocher. — V. act. Jeter, lancer avec violence.

— I lui *arrochit* un pichet à la tête. — I *s'arrochit* sur mâi, voulut m'relever mes cottes... — S'il avait dit un mot de pus, j'm'*arrochais* su li... — *Arroche*-mâi la pelle (Jette-moi, passe-moi la pelle). — Il a été jeté et *arroché*.

C'est un mot tout local et qu'on emploie sans cesse dans le Bas-Maine.

Etym. Roquefort indique *arocher* avec le sens de briser, accabler, jeter des pierres. Ital. *Arrochiare*, briser. — Esp. *Arrojar* (pr. *arrokar*) avec le même sens que notre mot *arrocher*. Si ces deux mots ne dérivent pas l'un de l'autre, ils ont au moins une origine commune.

Aroter, Aroter (s'). — V. act. et v. réfl. se mettre en chemin, en mouvement; mettre en mouvement, et par extension : commencer.

— Si n' pieu pas de ressier, j'nous *aroterons* à battre noutre carabin. — L'horloge est arrêtée, *arôte*-la donc. — I c'mence à *s'arroter* au travail.

Arouter, aroter, aroster, arroter, ancien mot français cité par Roquefort, par Ducange avec le sens de se mettre en chemin, conduire, s'acheminer, prendre la route vers...

— « Attant li trois roi soi d'Hérode tornarent
« Et droit vers Bethlem lor chemin *arotarent*. »
(M. S. de 1250).

— « Et sont dedenz la porte entré

« Li uns après l'autre *arosté*. »

(Roman du Renard.)

Etym. *A* et *rote*, route, chemin (V. ce mot).

Aroui, s. m. **Arolle**, s. f. — Certaine quantité de foin étendu sur la prairie avant d'être mis en but-tiau. (V. ce mot). — *Aroui* (Cossé et environs), *Arolle* (St.-Jean-sur-Mayenne, Andouillé, etc.)

— J'allons mettre anuy tout le foin en *a-roui* et demain j'l'amarrons en buttiaux.

Etym. Inconnue.

Arée. — S. f. Une averse d'eau ; une pluie tor-rentielle.

— Il est tombé une *arée* d'eau. (V. *Harée*).

Arrivoir, **Arrivouer**. — S. m. Lieu sur une ri-vière, où l'on aborde facilement. Abord à l'eau où les teinturiers, les blanchisseurs, les laveuses exercent leurs industries.

— Elle est à l'*arrivoir* à laver. — C'est ben c'mmode d'avoir un *arrivouer* au bas de son jar-din, pour laver et pour arrouser.

Ce mot vraiment local est d'un usage journalier à Laval, non-seulement dans le langage populai-re, mais encore dans le langage judiciaire et ad-ministratif. « Sont compris dans ladite expropria-tion tous les arrivoirs de la rue des Lices. » — « Item la maison avec son arrivoir sur la Mayen-ne. » Dans les vieux titres on trouve souvent ce

mot écrit : *arrivouer* ; beaucoup de vieilles gens prononcent ainsi.

V. Ducange, v^o. *arrivus*. — L'exemple qu'il cite est évidemment emprunté à notre pays. Lettres de remission de 1470. « Icellui Hacquin et le suppliant prindrent assemblement le chemin droit à un *arrivouer*, nommé *l'arrivouer d'Avenières*, pour passer... et quand ils eurent passé la rivière, trouvèrent à *l'arrivouer* de l'autre cousté d'icelle.... »

Etym. *Arriver*, de *à* et *rive*.

Arroy, Arrouâ. — S. f. et adj. Femme brailarde, grossière en parole, importune, qui crieaille et qui parle sans cesse. (Laval).

— Est-elle *arrouâ*, cette fille-là ! — C'est une *arrouâ*.

Etym. Inconnue.

Arthu (la chasse). — S. f. Chasse fantastique que l'on croit entendre la nuit passer dans l'air.

— Par extension : un grand bruit, un grand tumulte.

— Elle nous racontait, qu'un soir, pendant l'hiver, elle et ses gens avaient entendu un grand bruit qui semblait passer au-dessus de la maison : qu'ils étaient sortis à la porte et qu'ils avaient vu la *Chasse Arthu* : c'était si épais dans l'air que la lune en était obscurcie.

— Chez nous depuis qu'j'avons les quegniaux

de nout' frère, c'est un bruit et un vacarme !...,
c'est une vraie *Chasse Arthu*.

Etym. En Normandie, cette même croyance s'appelle la *Chasse* ou la *Mesnie-Hennequin* : l'Angleterre et la Bretagne ont également leur *chasse Arthu*. C'est sans nul doute un souvenir des poèmes du cycle héroïque d'Arthur.

AS

Assination. — S. f. Assignation.

Assiner. — V. act. Assigner, de même *siner* pour signer.

— J'avons reçu noutre *assination*. — J' sommes *assinés* pour l'audience d'anuy.

C'est l'ancienne prononciation française ; on a toujours eu de la tendance à supprimer le *g* devant une autre consonne au milieu des mots. La Fontaine, Liv. VI. F. 20 :

— « L'auberge enfin de l'hyménée

« Lui fut pour maison *assinée*. »

Dans le Berry on dit également *assiner*, *assination*.

Ménage (Observ. sur la langue française, p. 347) fait remarquer que de son temps on ne prononçait jamais le *g* devant une autre consonne au milieu d'un mot ; les Parisiens disent un anneau, un quartier d'anneau (agneau) et, remarque-t-il, c'est là le beau langage : il ne faut pas

dire comme dans nos provinces un agneau, un quartier d'agneau.

Assire (s'). — V. réfl. s'asseoir.

— Assisez-vous là. — Quand je fus pour m'*assire*... »

Les auteurs du Dict. de Trévoux indiquent cette forme du verbe s'asseoir.

Assorter. — V. act. Assortir.

— C'est ben *assorté* à l'échantillon, etc. (V. *de sorte*).

C'est une ancienne forme française : on trouve dans Marot :

— « En tout noble cœur en qui honneur s'*as-sorte*. »

Assotir, (s'). — V. réfl. S'assoter, devenir sot.

Assoti, ie. — Part. passé. Assoté, niais, sot, etc.

— I s'est assoti depuis qui s'est mis à baire.

— Elle était comme *assotie*. — J'en restis tout *assoti*.

Assoter est un vieux mot français qui n'est plus guère employé. Assotir est une autre forme que l'on rencontre quelquefois :

« Me cuide l'en estre *assotie*. » (Anc. Th. fr. II, p. 418).

« Et s'estoit mariée à un vieillard *assoti* qui... » (Yver, p. 642).

Etym. A et sot.

Asteure. — Locut. adv. A cette heure, maintenant.

— Où all' vous *asteure*? — Expression d'un emploi journalier et général. Montaigne disait comme nous : « J'ai des portraits de ma forme de vingt-cinq et trente ans : Je les compare à celui d'*asteure*... » (Liv. 3. ch. 13).

A T

Atelle ou **Attelle.** — S. f. Morceau de bois fendu destiné au chauffage.

— Mets donc une *atelle* dans le feu. — Il faudra casser tous le bois d'émousse en *atelles* pour la cuisine.

Ce mot a conservé dans le Bas-Maine cette signification qu'il avait dans le vieux français. V. Ducange, v°. *Astella*, *Astula*. « Le suppliant prist une *atèle* ou coipel à terre et le jeta vers sa femme. » En Normandie il a encore le même sens.

Dans la langue actuelle, *atelle* n'a gardé qu'une signification restreinte à ces lames de bois que la chirurgie emploie pour maintenir les fractures.

Etym. *Hastella*, petit bâton de *hasta*. — Suivant Leherricher ce mot aurait une origine celtique.

Atillonner. — V. act. Rendre tillon, appri-

voiser les animaux ; au fig. amadouer, caresser.

— El l'a si ben *atillonée* qu'il vient manger dans sa main. — Maman, chéris-moi, j'aime bien à être *atillonée*.

Etym. *A* et *tillon*. (V. ce mot).

Attaupiner, (s'). — V. réfl. Se blottir, se cacher.

— Ouh ! le groux guèvre ! le voy'vous comme i s'*attaupine*... — E s'était *attaupinée* dans une barge de paille, on ne li voyait pus que le bout des pieds.

Etym. *A* et *taupe*, se cacher comme une *taupe* ? Est-ce le même mot que le verbe français s'*atapir*, se *tapir* (se cacher) d'où vient en *tapin*, en *tapinois* ?

Attendis, (en). — En attendant que... tandis que...

— En *attendis* qu'il arrive...

Attrafûts. } S. m. pl. Ensemble d'instruments
Attraffûts. } nécessaires à une profession. —
Engins de chasse, de pêche.

Ainsi un serrurier qui vient poser une serrure apporte tous ses *attrafûts*. — Un bon chasseur ne part que muni de tous ses *attrafûts*.

Etym. Un préfixe *at. atr...* et *affût*. V. ce mot).

Attrimer. }
Atrimer. } V. act. Attirer.

— Al a grand tort d'*attrimer* tant de gâs

chez lai. — Il *attrime* cheu nous des haquelées de gens.

Etym. *A* et *trimer*. (V. ce mot).

A U

Aubour. — S. m. Aubier. En terme de constructions, la portion du bois qui n'est pas arrivée à sa maturité et que les charpentiers doivent retirer des pièces. C'est surtout avec cette dernière signification que ce mot est employé aujourd'hui dans le Bas-Maine.

— Ce chêne là ne fera point la fonction; il a trop d'*aubour*.

Aubour est un ancien mot français : « Le bois est choisi sain et entier, du cœur de l'arbre sans aucun *aubour*. » (Oliv. de Serres. 764). Les anciens Dictionnaires Furetières, Trévoux, etc., donnent également *aubier* et *aubour*.

Au jour d'anuit. { *Au jour d'anuit*, ex-
Au jour d'aujourd'hui. { pression rustique.—

— *Au jour d'anuit* que le pain est si cher. —
Au jour d'aujourd'hui, expression Lavalloise.

Aujourd'hui est déjà un pléonasme. *Au jour d'aujourd'hui* est un double pléonasme dont la traduction littérale est : *au jour du jour, de ce jour*. (V. *Annuit*).

Aussite. — Adv. Aussi, pareillement.

— Pour quâi *aussite* vient-i nous éceigner!

— J'avons mangé *aussite* un grous poisson. »

Cette prononciation vicieuse devant un mot commençant par une consonne provient sans doute du *t* euphonique qu'autrefois on ne manquait pas de mettre *entre* *aussi* et un mot commençant par une voyelle. (J'avons mangé *aussi-t-un* grous poisson. »

Auteur. — S. m. pour cause.

— La puie (pluie) est l'*auteur* que j'n'aurons guères de poutes cette année-ci

AV

Avanger. — V. n. Être en quantité suffisante, suffire, avancer.

— Un pain de six livres n'*avangera* point pour c'que j'sommes de monde. — Quand la miche est chaude, ça n'*avange* point (Prov.)

— Il *avange* à tout. — I n'*avangeant* point à la b'sogne. — Attends, grand litraud, j'vas te faire *avanger* !

C'est un ancien mot français :

— « Com j'en porreie vers paiens

« Ovrer n'*avanger* à nul soins. »

(Chr. des Ducs de Norm. T. 2. p. 261).

Rabelais emploie souvent ce mot : « Un fouet duquel ils fouettent sans rémission les paiges... pour les *avanger* d'aller. » (Pant. 2. 16). « Comment, dist Panarge, pourray-je *avanger* à... »

(Ibid. 2. 26). « Ils ne peuvent de présent *avanger* à boyre. » (Id. Préf. 1).

Etym. Suivant Littré qui donne les exemples ci-dessus de Rabelais, *avanger* serait le même mot qu'*avancer*. Cela nous paraît inadmissible à cause du sens qui est tout différent. Rabelais emploie absolument comme nous l'employons encore aujourd'hui ce mot *avanger*, c'est-à-dire avec la signification de suffire à... (V. le mot suivant).

Avangeux, se. — Adj. Qui suffit à sa tâche, qui travaille beaucoup, vite et bien. Même signification qu'avantageux au travail.

— Vout' fille n'est guères *avangeuse*. — Ce travail-là n'est guères *avangeux*.

Etym. *Avangeux* ne serait-il pas une simple abréviation d'*avantageux* et *avanger* d'*avantager* ?

Avau. — Locut. adv. A val, en descendant, par extension: le long de...

Cette locution, qui n'est plus usitée en français que dans ces deux phrases : à *rau* l'eau et à *rau* la route est sans cesse employée chez nous dans le langage rustique et dans le langage populaire.

— Viens-tu *avau* la route. — J' l'avons vue *avau* le chemin de la Rabine... -- Je venons de nous promener *avau* la foire, *avau* la ville. — Dégrolier *avau* l'escalier.

C'est l'opposé d'*amont*. Cependant on emploie quelquefois indifféremment ces deux mots, qu'il s'agisse de monter ou de descendre (V. *Amont*).

Etym. *A* et *vau* pour *val*.

Aveder. — V. act. Atteindre, prendre un objet pour l'apporter à celui qui le demande. Tirer une chose de l'endroit où elle est renfermée.

Avedez-moi ce livre rouge qui est là, tout au haut de la Bibliothèque. — Dis-donc, gâs, tâche donc de m'aveder le panier qui est sur l'ormoire. — Avedez donc du pain et du beurre à nout' maître pour qu'i mange un morciau, etc. Je vas vous aveder nos titres.

Etym. 1. On trouve dans Ducange : Bas-Latin : *havata, hava, havatus* Ancien. français *havée* (une *havée* de sel, une *havée* de fruits), *havangniée, avedier*, tous ces mots signifiant une mesure, ce que peut contenir la main, une poignée, une jointée, paraissent venir de *Habere*, avoir. On a proposé comme étym. de notre mot *aveder*, qu'il faudrait alors écrire *haveder, have-dare* (donner ce qu'on a dans la main). On a proposé encore : *ave, da*, je te prie, donne : ces deux mots se seraient ensuite réunis pour former notre verbe *aveder*. Tout cela est trop ingénieux.

2. *Aveder* n'est-il pas tout simplement l'ancien verbe français *aveindre* qui a le même sens : *Aveinder*, en transportant l'*r* à la fin du mot pour l'éloigner de la consonne *d*, par contraction

aveder. Dans ce cas, l'étymologie serait *a* et *venire*, venir ; les patois disent volontiers *veindre* pour venir (Berry, Haut-Maine, Bas-Maine). (V. Littré, v° *aveindre*. Le mot *aveder* se trouve dans Montaigne).

Aveine. — S. f. Avoine.

Un beau champ d'*aveine*. — Si v'voulez, nout maître, j'semerons c't'année de l'*aveine* neire dans nout' petit champ de l'Euche.

— « *Aveine, aveine, aveine*
« Que le printemps ramène
« Mon père la semait ainsi. »

(Ancienne ronde).

Aveine est l'ancienne prononciation. Dans les romans de Renard et de la Rose on trouve toujours écrit *avaine*. *Aveine* est la prononciation générale du Berry, de la Normandie et de tout l'Ouest de la France.

Aveinière, Avenièrè, { S. f. Champ semé d'a-
Avesnières. { voine. (Pron. *avegnièrè*.)

— J'aurons c't'année dans nout' champ de l'Euche une belle *avegnièrè*. — Le veill' vous (voyez-vous) là-bas, au milieu de l'*avegnièrè*.

Châteaubriant a heureusement repris cet ancien mot. « Pendant quatre heures nous n'aperçûmes que des semailles de blé noir et d'indigentes *aveinières*. » (Mém. Liv. 1).

Avenières, commune actuellement réunie à celle de Laval et lieu d'un pèlerinage célèbre. Ainsi nommée d'un champ d'avoine où, suivant une légende locale, un seigneur de Laval sur le point de se noyer, aborda miraculeusement par l'intercession de la Vierge.

« Par Notre-Dame d'**Avenières**. » (Anc. Th. Franç. T. III).

Etym. *Aveine. avena.*

Avenance. — S. f. Convenance.

— Est-ce que v'n'aquêteraz point la clouse-rie au père Sinant : elle est si ben à voutre *avenance*. — C'est tout fin dreit à mon *avenance*.

C'est encore un ancien mot français cité par Ducange, v°. *Afferentia*.

Etym. *A* et *venire*.

Aveniau, aux. — S. m. Les jeunes gens des environs, qui, dans nos ~~noes~~ de campagne, viennent, sans être invités, prendre part à la danse.

— J'étions ben soixante à la noce à la Michonne de la Poupardière, et le soir il est venu pus de vingt *aveniaux*. (On pron. *aveгнаux*).

Etym. *Ad* et *venire*.

Avette. — S. f. Abeille.

— J'n'avons pus que cinq ~~ressées~~ d'*avettes* (cinq ruches d'abeilles).

C'est une ancienne forme du mot *abeille*. Notre Ambroise Paré l'emploie : « Les abeilles ou

avettes, les guespes, les freslons. » A. Paré 23.
34. Mais ce n'est pas la seule forme ancienne du mot. Au 13^e siècle on disait des *ées*, au 14^e et au 15^e des *abailles* et des *abeulles*.

Etym: L'ancien français *ées*, comme l'italien *ape*, vient directement d'*apis*. — *Abailles*, abeilles d'un diminutif *apicula*. — *Avette* d'un autre diminutif *apetta*, *avetta*.

III^e PARTIE.

Documents inédits sur l'histoire locale.

CAHIERS DES REMONTRANCES DOLEANCES DE LA VILLE DE LAVAL (1789).

Nous commençons la publication des documents inédits sur l'histoire locale par celle des *Cahiers des doléances* rédigés à Laval en 1789.

On sait dans quelles circonstances solennelles ces cahiers ont été faits et quelle est leur importance pour notre histoire. Partout on s'occupe de les recueillir. Nulle source, en effet, ne fournit des renseignements plus précis et plus circonstanciés sur l'état des esprits et la situation matérielle des populations à la veille de la Révolution.

A défaut du cahier général, rédigé dans l'assemblée municipale de la ville de Laval le 27 février 1789, cahier qui devrait être le résumé des doléances particulières de chaque corporation et dont la minute semble malheureusement perdue, nous publions les cahiers particuliers con-



servés aux archives départementales de la Sarthe et de la Mayenne et jusqu'à ce jour complètement inédits.

I.

REMONTRANCES ET
DOLÉANCES DU SIÈGE DES TRAITES DE LAVAL.

L'an 1789, le 26^e jour du mois de février en l'assemblée des officiers de la justice royale des traites foraines du département de Laval convoqué extraordinairement par billets en la manière accoutumée et tenue en la chambre du Conseil.... pour, en exécution des lettres du Roi données à Versailles le 24 janvier 1789, du règlement y annexé et de l'ordonnance de M. le sénéchal du Mayne, rendue en conséquence le 19 février 1786, conformément à l'avertissement donné à l'effet de la présente assemblée par MM. les officiers municipaux de cette ville, en la personne de M^e N..., être procédé à la nomination des députés de la proportion déterminée par l'article 26 du règlement, à l'assemblée du tiers Etat, qui doit être tenue le 27 février présent mois à l'Hôtel-de-Ville, pour rédiger le cahyer dont il est parlé dans ladite ordonnance, et nommer des députés pour porter ledit cahyer en l'assemblée qui doit être tenue par M. le Maire de cette ville : dans laquelle assemblée lesdits sieurs susnommés, après en avoir délibéré et avoir recueilli les voix ; ont, d'après la pluralité des suffrages nommés et députés par ces présentes les personnes de MM^{es} NN... à l'effet de les représenter à l'assemblée du tiers Etat qui doit se tenir en l'Hôtel-de-Ville ou autres lieux indiqués dans les formes ordinaires,

et là concourir avec les autres membres de la ditte assemblée à la rédaction de leur cahier de doléances, plaintes et remontrances et après la rédaction du dit cahier, concourir pareillement à l'élection des députés qui seront chargés de porter le dit cahier à l'assemblée, qui sera tenue par..... donner aux dits députés tous pouvoirs généraux et suffisants de proposer, remontrer, aviser et convertir tout ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe, et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité du royaume et le bien de tous, et de chacun des sujets du roy, promettant les dits sieurs agréer et approuver tout ce que les dits députés qui seront nommés, auront fait, délibéré et signé en vertu des présentes de la même manière que si les dits sieurs comparans y avoient assistés en personne. Fait et passé en la chambre du conseil du dit siège des traites foraines du département de Laval, le 26 février 1789.

MÉMOIRE DE MM. LES OFFICIERS DES TRAITES POUR LES
ÉTATS GÉNÉRAUX.

1°. Conservation des offices du siège royal des traites avec les privilèges y attachés, et en cas de suppression des offices et commissions, qu'il soit pourvu à leur remboursement en deniers comptants.

2°. Que le tiers ne choisira ses députés que dans le tiers État.

3°. Que le clergé et la noblesse soient soumis à toutes les charges et impositions du Tiers État au *prorata* de leurs propriétés moyens et facultés.

4°. Que les tribunaux soient rapprochés de leurs justiciables, et des ressorts immenses diminués.

5°. Abolition du droit de francs-fiefs et, si on le peut,

obtenir conversion en un droit annuel et que la connaissance en soit rendue aux officiers ordinaires des lieux.

6°. Qu'il soit formé des arrondissements aux tribunaux pour la commodité des justiciables afin, par exemple, que les habitants de Laval ne soient pas obligés d'aller tantôt à Mayenne, tantôt à Château-Gontier.

7°. Suppression des dix sols pour livre sur les droits du tarif de Laval, lequel tarif n'est que la représentation de la taille.

8°. Amélioration de la gabelle pour éviter les abus.

9°. Que le Tiers État aux États généraux opine par teste.

10°. Qu'il est à désirer qu'il n'y ait en France qu'un poids, qu'une aulne, qu'une mesure.

11°. Réformation du code criminel, et simplification de la procédure.

12°. Que la noblesse à l'avenir ne soit que personnelle.

13°. Que la noblesse ne soit plus vénale et que si elle est attachée à un office que ce ne soit que pendant l'exercice de l'office ou au plus celle de l'officier.

14°. Que le Tiers État soit admis à remplir pour moitié les places et grades militaires et les offices dans les tribunaux supérieurs et secondaires, et que les places, grades et offices ne soient accordés qu'au mérite.

15°. Qu'il y ait toujours à la cour un ministre du Tiers État pour porter au souverain les doléances de son ordre.

16°. Que tous les ministres soient tenus de rendre compte de leur administration devant un tribunal où le Tiers État aura la moitié des officiers de son ordre.

17°. Que dans chaque ville il y ait un bureau d'administration pour les pauvres et suppression des dépôts.

18°. Suppression des droits de bannalités et de corvées.

19°. Que le pavage des villes, ainsi que des grandes routes soit aux charges de la Nation et non aux charges des riverains seuls.

20°. Qu'il ne soit accordé au mérite que des distinctions honorifiques et jamais d'exemptions de contribution aux impôts.

Fait et arrêté à la chambre du conseil du siège royal des traittes de Laval, le 26 février 1789.

II.

DOLÉANCES PARTICULIÈRES DES NOTAIRES DE LA VILLE DE LAVAL.

ART. 1^{er}. Contrôle, insinuation, centième denier et francs-fiefs.

Il serait bien désirable pour toutes les classes de la société que tous ces droits fussent supprimés, ils mettent des entraves à la liberté des conventions, empêchent souvent de les faire rédiger par des officiers publics qui seuls peuvent leur donner le caractère d'authenticité. La façon dont on perçoit ces droits expose le public à des vexations, à des recherches continuelles.

Un marchand dénommé en la première classe du Tarif de l'insinuation, satisfait des services que son domestique luy a rendus, voudrait luy léguer après sa mort une somme de soixante livres, il en est empêché par l'immensité des droits que cet acte de reconnaissance et d'équité occasionnerait. En effet, il en coûterait vingt sols de contrôle, cinquante livres d'insinuation pour droits principaux, les dix sols pour livres, ce qui formerait un capital de soixante-seize livres dix sols à payer, non compris le coust de la formule pour un modique legs de soixante livres.

Pour éviter partie des droits de contrôle, les rédacteurs des conventions sont souvent obligés de s'incoper

leurs actes, ils ne leur donnent point toute l'étendue, toute la clarté qu'on pourrait désirer, ce qui souvent occasionne par la suite des contestations. Plusieurs personnes, pour se soustraire au paiement de ces droits, rédigent leurs conventions sous seings privés, les actes les plus importants se font journellement de la sorte ; tels que les inventaires, partages et autres faits pour établir et constater dans les siècles à venir les droits des familles ; ces actes isolés qui n'ont point un caractère d'authenticité, dont il ne reste point de minutes dans les dépôts publics, se perdent, s'égarent, et quand on les conserverait, ils ne pourraient faire foy dans les siècles à venir, étant très difficile lors de pouvoir, en cas de méconnaissance, de faire vérifier les signatures de ceux qui les auraient souscrits. La perception de ces droits se fait avec exaction et vexation ; tous les jours ceux qui les perçoivent enfantent de nouveaux systèmes, de nouvelles prétentions, une lettre d'un employé supérieur de la compagnie ou de l'administration qui n'est n'y connue, n'y promulguée, n'y revêtue de la sanction du roy ou de ses cours, suffit pour autoriser leur perception injuste, et le particulier sage préfère souvent de payer un droit qu'il ne doit pas, plutôt que de plaider avec l'administrateur, avec la compagnie. Les contestations auxquelles ces perceptions exagérées donnent lieu se portent en première instance devant les commissaires des parties qui rendent toujours les ordonnances préparées par les directeurs et conformes à leurs avis. L'appel de ces ordonnances se porte au conseil, où jamais on obtient de dépens contre l'administrateur et les frais et faux frais qu'on est obligé de faire excèdent souvent deux ou trois fois la valeur du droit injuste dont on obtient rarement la décharge.

Il est moralement impossible de pouvoir faire au centième denier une déclaration qui soit à l'abry de la criti

que des préposés pour le recouvrement de ce droit. Un frère trouve dans la succession de son frère un héritage qu'il a acquis depuis deux ans, dix mille livres, il le déclare sur ce pied, si par la suite il le vend plus cher, on prétend que sa déclaration est insuffisante, on luy fait restituer les droits résultants de l'insuffisance prétendue, l'amende et les frais ; si, au contraire, après avoir déclaré un héritage à dix mille livres on le vend un prix inférieur l'administrateur ne restitue point ce qu'on luy a trop payé.

Les recherches que font les percepteurs de divers droits prétendus échappés à leurs devanciers mettent le trouble dans les familles, jamais on ne peut se flatter d'être quittes avec eux.

La perception de ces divers droits nécessite une foule d'employés chèrement rétribués : Contrôleurs, Vérificateurs ambulants, Inspecteurs, Directeurs, etc. Il serait plus prudent de connaître le produit net de tous ces droits et de le payer par forme d'abonnement général pour tout le royaume ; alors on en ferait une répartition de province à province, de paroisse à paroisse, on y gagnerait les frais immenses de perception et on assureroit le repos et la tranquillité des familles.

Si la suppression et l'abonnement proposés présentent trop d'obstacles, il y auroit nécessité de réformer les tarifs de perception, de les faire si clairs, si précis, qu'ils pussent être connus par les gens de tous les états, et que chacun en faisant rédiger un acte quelconque pût savoir les droits auxquels il seroit sujet.

Si on ne pouvait obtenir les suppressions et abonnement si désirés, si on ne pouvait obtenir un nouveau règlement clair et précis, moins sujet à interprétations arbitraires que ceux qui subsistent actuellement, il serait toujours essentiel d'avoir une baze fixe pour l'acquit des droits de centième denier et de franc-fiefs, par exemple le rolle des

vingtièmes, et faire ordonner que celui qui feroit sa déclaration conforme audit rolle ne pourroit être inquiété n'y recherché.

Il seroit à souhaiter que les contestations qui surviennent entre l'administration et les redevables fussent portées devant les juges ordinaires, que jusqu'à certaine concurrence leurs jugements fussent exécutés sans appel et que l'administration fût condamnée aux dépens lorsqu'elle succomberoit.

ART. 2. Edit des hypothèques, lettres de ratification : pour éviter les abus auxquels cet édit donne lieu, il seroit à propos de le modifier et de faire ordonner que nul ne pourroit être admis à déposer son contrat d'acquest et à le faire afficher sur le tableau destiné à cet effet, qu'au préalable il ne justifiât par certificats authentiques l'avoir fait lire et publier par trois dimanches consécutifs à l'issue des messes ou vespres paroissiales des lieux où réside le vendeur et où les biens vendus sont situés, si la vente étoit faite par un corps d'héritier au lieu de le faire lire au domicile de tous les vendeurs il suffirait de le faire lire en la paroisse où résidoit celui ou celle dans la succession duquel s'est trouvé l'héritage.

ART. 3. Hôtels communs de villes, bureau d'administration des collèges, hôpitaux et autres établissements publics. Depuis longtemps la ville de Laval a payé au trésor royal le prix de tous les offices municipaux sans avoir pu obtenir de quittances du paiement n'y des lettres patentes pour nommer auxdits offices. Ceux qui les occupent s'y perpétuent. Les receveurs des hôtels de ville et deniers patrimoniaux ne sont point exacts à rendre et à apurer leurs comptes, il devroit y avoir un delay fixe dans lequel ils seroient obligés de compter.

Ces receveurs font arrester leurs comptes à la chambre des comptes, sans les avoir communiqués à la cité assem-

blée, c'est un abus qu'il faudroit réprimer, leur compte devroit être lu dans une assemblée générale de l'hôtel de ville où ils représenteroient les garands et pièces justificatives ; la ville devroit nommer des commissaires pour l'examen de ces comptes et ce ne devroit être qu'après qu'ils auroient été alloués ou débattus par les habitants de la ville même qu'ils pourroient estre arrestés.

Les bureaux d'administration des collèges, hôpitaux et autres établissements publics devroient rendre compte dans une assemblée général de la ville, tous les ans, de leur administration ; alors il seroit possible qu'on leur fit appercevoir des fautes commises dans leurs Gestion, qu'on leur indiquât des moyens d'économie, d'agrandissement, etc.

III.

CAHIER DE DOLÉANCES FAIT ET REDIGÉ PAR LES COMMUNAUTÉS D'ARTS ET MÉTIERS DE LA VILLE DE LAVAL.

Les officiers municipaux sont prié de vouloir bien dans le cahier général de doléance faire mention des objets ci-après :

Pour remédier aux abus de l'état, supplier la bonté paternelle du Roi de jeter les yeux sur cette foule d'inutiles dont l'état ecclésiastique fourmille, qu'on a eu la foiblesse de tolérer jusqu'à ce jour ; sur ces abbés commandataires qui ne rendent d'autres services à la Société que par la consommation des commestibles ou de quelques objets de luxe, sur cette multitude prodigieuse de bénéficiers à simple tonsure dont quelques individus, par exès de libertinage, absorbent dans la crapule des biens que la pieuse simplicité de nos pères leur avait donné pour louer Dieu

et secourir l'indigent ; de pareils sujets loin d'être utiles à la Société, en sont le fléau ; qu'il serait juste de faire refluer ces biens sur les paroisses qui manquent de vicaire ;

De faire attention à ces moines de tous les ordres qui possèdent des biens dont le gouvernement n'a pu encore savoir la juste valeur ; de retrancher à ces pieux fainéants au moins les deux tiers de leurs revenus pour le faire passer aux religieux mendiants qui viennent mettre à contribution les familles pour entretenir leur sainte oisiveté ; de les rendre utiles à l'Etat, soit en les employant d'après un choix judicieux à l'instruction gratis de la jeunesse depuis l'alphabet jusqu'à etc., soit en plaçant les plus instruits dans les paroisses où l'on manque de vicaire ; alors ils se conformeroient à leurs institutions qui leur ordonnent de travailler et de se rendre utiles plutôt que de végéter dans la poussière d'un cloître ;

Que toutes les communautés où il n'y aura pas vingt (quinze) religieux, on les fasse passer dans d'autres ; que le terrain et dépendance des monastères serve à faire des casernes pour les troupes ou qu'on le réserve pour des hôpitaux d'enfants trouvés ou pour les vieillards infirmes ; leurs biens fonds et leurs rentes suffiront à ces établissements : par ce moyen facile et salutaire, l'indigence seroit anéantie.

Supplier sa Majesté d'égaliser les cures de façon que les revenus soient proportionnés au nombre des paroissiens ; que le superflu des biens de certains curés passe à ceux qui en ont moins ; que tous les ecclésiastiques quelconque payent sans exception les impôts comme le Tiers Etat, à l'imitation de Jésus-Christ qui payoit le tribut à César.

Supplier sa Majesté que les impôts de la gabelle, aides, (traittes), inspections aux boucheries, régie des cuirs, marque des métaux, taille et capitation soient compris sous un

seul et même droit, sans qu'il soit besoin d'aucuns commis pour la perception.

ABUS RÉVOLTANT DE LA GABELLE.

Les fermiers généraux pour percevoir cet impôt désastreux ont, à leur solde, dans la direction de Laval 1500 satellites, véritables sangsues publiques, qui se glorifient presque tous d'avoir envoyé aux Galaires quelques pères de famille que la nécessité avait contraints de faire la fraude ; quelques-uns d'entre eux qui ont tué ou fait pendre des malheureux obtienne (sic) des traitans, des récompenses pour leur action flétrissante.

Lorsque ces émissaires abordent quelqu'un dont le costume leur donne quelque soupçon de fraude, ils emploient le nom sacré de notre auguste monarque, en donnant des coups de bâton, de bayonnette ou de fusil à cette malheureuse victime en criant : *De par le Roi, arrêtez !* Ce sont là les exploits par lesquels il se signalent : on ne finiroit pas s'il falait passer en revue tous les désordres auxquels il se livrent ; s'il ne peuvent trouver de coupables, ils en suposent pour conserver la bienveillance de leurs supérieurs. Malheur au premier qu'il rencontrent. Comme ils sont juges et parties, ils traînent le prétendu coupable en prison, le font interroger par des juges aux gages du fermier, lesquels lui demandent s'il veut s'inscrire en faux. Ce malheureux qui ne connaît rien dans le cahos de la chicane, ne peut répondre, se contente de dire qu'il n'est pas coupable et est condamné aux galaires malgré son innocence.

Enfin la gabelle est la source des voleurs et des mendiants. Un employé révoqué devient (ou voleur) ou mendiant, en ce que ce malheureux état lui a fait perdre l'habitude du travail. Les fraudeurs de profession ne sont pas plus honnêtes gens. Quand ils ont perdu leur contrebande,

ils pillent dans les campagnes pour se procurer les moyens de continuer leurs fraudes ; joignons à cela, que les pères de famille qui sont aux galères laissent des enfans à l'abandon et à charge à la société.

Il faut noter que la place de directeur des gabelles de Laval coûte plus aux fermiers que (six) huit places de colonels ne coûte au Roi, observant aussi que la place de premier capitaine lui produit 7 à 8 mille livres.

Tirons un voile sur ces horreurs ; elles font gémir l'humanité et excitent l'indignation de toute âme sensible.

Les *Traittes* mettent des entraves au commerce : les marchandises sont foulées aux pieds par les commis lors de leur visite ; ils perçoivent souvent des droits injustes sur des objets qui en doivent peu, témoin l'arrêt de la Cour des Aides à l'occasion de la harpe à M. de Robien pour laquelle on avait perçu 96 liv. de droits et de laquelle les fermiers ont été condamnés par le dit arrêt à restituer 92 liv. et quelques sols.

N'est-il pas désagréable d'être sujet à des impositions si l'on veut se procurer des productions et même des fruits d'une province à l'autre.

Les *Aides* sont des droits indéfinissables qui sont payé très-cher par la plus basse classe des citoyens et par conséquent les plus misérables qui n'ont pas la faculté d'acheter les boissons en barrique.

Les *droits de boucherie* ne sont pas suportés par les plus misérables, parce que la cherté de la viande les prive de cet aliment salutaire, delà viennent les maladies et le dépérissement du bas peuple.

Les *cuirs* sont une des principales branches du commerce ; mais les droits qui y sont attachés l'ont fait augmenter de manière qu'il n'y a que les riches, qui sont en

plus petit nombre que les pauvres à pouvoir porter des souliers, ce qui fait un tort notable aux ouvriers en cuir.

Enfin les commis de toute espèce sont des perturbateurs du repos public. Leur visage sinistre inspire partout le trouble et le désordre. Combien de femmes enceintes sont mortes à la vue de ces spectres hideux qui leur occasionnoient l'avortement ! Combien de curés, de négociants, d'ouvriers, de citoyens de toutes les classes, si on en excepte le haut clergé et la haute noblesse, ont été et sont tous les jours exposés à leur déprédation.

La *taille* et la *capitation* sont deux droits dont l'influence cause de grands maux. Les nobles mette une partie de leur terre en domaines, de manière que tout le poid de cet impôt retombe sur l'utile laboureur (impôt) dont la répartition souvent injuste occasionne des haines implacables entre les concitoyens.

Dans quelques villes on a mis un tarif pour obvier à ces inconvénients ; mais le remède a été pire que le mal : on a mis 40 sols pour livre sur les droits du tarif et le peuple de ces villes au lieu de la taille ordinaire paye un tiers de plus qu'à la campagne. Hé ! jusqu'à présent le peuple n'a pu trouver de défenseur pour le décharger d'un pareil fardeau ! Pourquoi ? C'est que la plupart des principaux des villes en sont exempts, les uns par des offices, les autres par une noblesse achetée à prix d'argent. Enfin le malheur de la France vient du trop grand nombre de privilège de toute espèce.

Demander que les trois ordres payent indistinctement toute imposition quelconque, en proportion de leur faculté : que tous les citoyens soient sujets au logement des gens de guerre : il n'est pas juste qu'un malheureux artisan qui est quelquefois réduit dans la plus grande détresse, quitte son grabat pour le céder à des soldats, pendant que l'ecclésiastique, le noble ou exempt par

charge, qui ont chez eux des lits de réserve en sont exempts. S'ils étoient de vrais patriotes, ils ne balanceroient pas à donner pendant une nuit, le couvert à ces braves défenseurs de la patrie.

Toute exemption est chimérique aux yeux du bon sens : c'est un mot dont l'homme puissant et avare se sert pour écraser le petit.

L'ecclésiastique qui jouit de gros biens et qui fait payer tous ceux qui ont besoin de son ministère, doit supporter les charges comme l'artisan qui ne possède rien et qui attend tout du travail de ses mains :

Le noble qui ne sert point la patrie sans être payé et qui dans les affaires d'honneur qu'il partage avec le soldat, en reçoit seul les récompenses, par conséquent il doit payer comme les autres sujets.

Sa Majesté sera aussi supplié au nom de toute les communauté d'arts et métier établie et créé par édit du mois d'avril 1777 et autres, qu'il y ait un député par chaque communauté aux assemblées municipale comme représentant (la majeure partie) du Tiers État.

DEMANDE QUI REGARDE PARTICULIÈREMENT LA VILLE
DE LAVAL.

Au nom de tous les bons citoyens supplier Sa Majesté d'ériger à Laval un évêché en observant qu'il n'en coûterait pas un sol à l'Etat. Il y a dans l'archidiaconé de Laval les abbayes d'Evron (ordre de S^t Benoît), Clermont, Fontaine-Daniel (bernardins) qui possèdent ensemble au moins 23,000 liv. de revenus (etc) qui suffiroient aux revenus d'un évêque, du chapitre et du séminaire ; d'ailleurs la principale église paroissiale est assez vaste pour faire la cathédrale, en métant S^t Martin paroisse pour le faubourg du même nom. Les individus qui sont tout au plus vingt-quatre dans les trois abbayes ne devraient pas

se refuser à cet arrangement, moyennent qu'il seroient sécularisé chanoines et c'est l'intérêt des habitants que ces biens soient dépensés sur les lieux.

La position, la population de Laval qui comprend environ 25,000 habitants, dont les évêchés les plus proches sont à 16 lieues, semble exiger cette attention de la part du gouvernement. Il est bien malheureux qu'une ville importante par son commerce et le nombre des individus soit privé d'un séminaire où l'on expliqueroit la théologie et la philosophie et obligé d'envoyer les jeunes gens dans des ville si éloigné pour apprendre les science nécessaire pour faire un homme de lettre ; ce qui est la cause qu'un grand nombre de bons sujets privé de moyens pécuniaire restent ensevelie dans l'ignorance.

Qu'il soit supprimé deux communauté d'hommes et deux de filles ; qu'il seroit facile de faire passer les Patientines aux Ursulines, les Bénédictines à l'hôpital où elles seroient plus nécessaires. On pourroit envoyer les Dominicains et Capucins au Cordellier réuni : la maison est plus que suffisante pour remplir cet objet : ces maisons serviroient l'une de maison épiscopale, l'autre de séminaire, et la troisième pour faire une hospice pour les viellard infirme, orfelins et enfant trouvé et la quatrième détruit et le terrain vendu.

(Que le cahier général de la province soit imprimé et envoyé à chaque corporation).

Fait et arrêté par les membres et députés des corporations de la ville de Laval, province du Maine, le 25 février 1789.

IV.

OBSERVATIONS DES MARCHANDS DE VINS EN
GROS DE LA VILLE DE LAVAL.

Les marchands de la ville de Laval, vont acheter leurs vins en Anjou. Ils s'en font déclaration à l'arrivée de la ville d'Angers, au bureau de la Basse-Chatne ou leurs passavants du lieu de l'enlèvement de vins sont déposés. Là, on les oblige après le rabatage et remplage de leurs vins qui se fait bien au-delà du bureau de la Haute-Chatne pour la sortie, de prendre des acquits à caution de ce qui leur en restera après ledit remplage, pour les conduire à Laval, parce que les commis des bureaux des traittes d'Angers se persuadent que ces vins voiturés sur la rivière de la Mayenne, empruntent, pour y arriver, le territoire des quatre lieues frontière du Maine à la province de Bretagne, relativement à l'art. 45 du titre 6 des acquits à caution de l'ordonnance de 1687.

Les marchands de Laval observent, qu'ils ne sont point dans ce cas ; qu'aucuns endroits de la rivière de la Mayenne, ne touchent n'y n'approchent des quatre lieues limitrophes, et en sont éloignés dans toutes sa longueur de trois à quatre lieues, par conséquent, que la voiture de leurs vins par la rivière de la Mayenne, n'empruntant pas le territoire des quatre lieues frontières pour se rendre à Laval. Ils ne peuvent, n'y ne doivent être assujettis à prendre des acquits à caution. Ces obligations [auxquelles la ferme générale assujettit les marchands, est une grande gesne pour le commerce des vins, qui, très-souvent, ne pouvant se rendre au temps fixé par cet acquit, vu la contrariété des saisons, par les glaces, les grandes eaux et autres vimères, sont contraints, suivant ledit titre 6, à

payer le quadruple des droits, comme s'ils avaient conduits leurs vins en Bretagne, province réputée étrangère, faute, par les marchands, de rapporter le certificat de descente desdits vins à Laval, ville qui n'est pas même dans les quatre lieues frontières, à six cent toise près, il y a encore un autre objet préjudiciable aux intérêts des marchands. On leur fait payer au bureau des traittes d'Angers, ou à celui de Châteaugontier, lors du passage des bateaux pour Laval, un droit de 26 sols par chaque pipe de vin. Ces droits perçus sur les vins pour cette destination voiturés sur la Mayenne par Châteaugontier, n'empruntent pas plus le territoire des quatre lieues frontières que lorsqu'ils sont voiturés sur la Sarthe pour se rendre à Sablé, et de là à Laval, et pour lesquels vins la ferme ne force, n'y au paiement des droits, n'y à l'acquit à caution.

Il résulte donc des observations des marchands de vin de la ville de Laval, qu'ils doivent être affranchis (dans les cas mentionnés cy-dessus) de l'assujettissement des acquits à caution et du paiement des droits ; et qu'ils sont en droit de réclamer ceux qu'ils ont été forcés de payer tout récemment pour éviter la saisie de leurs vins et bateaux par une trentaine de gardes de la gabelle armés, à la tête desquels étoient des employés supérieurs.

De pareilles exactions mettent des entraves dangereuses au commerce des vins, non-seulement par la perception mais par le retard qu'éprouvent les bateaux ; ce qui occasionne une consommation considérable.

Les marchands de vin de la ville de Laval attendent avec une ferme assurance, l'heureux résultat de leurs doléances.

V°. Les commis des aides font payer les droits sur les poinçons vuides par l'intempérance des bateliers,

V.

**DOLÉANCES
DE LA COMMUNAUTÉ DES MARCHANDS MERCIERS
ET DRAPERS DE LA VILLE DE LAVAL.**

SIRE,

La Communauté des Marchands Merciers et Drapiers de Laval (poursuite et diligence de ses syndic et adjoint) :

Remontre très-humblement à Votre Majesté, que la ville de Laval, province du Mainé, par son étendue, sa population, son commerce, a toujours été considérée comme une des principales villes du Royaume : et c'est encore sous cette dénomination qu'elle est comprise dans l'état annexé à la déclaration de Votre Majesté du premier mai 1782, concernant les Communautés d'Arts et Métiers, créés par votre Edit d'Avril 1777. Aussi, les Maîtrises sont-elles établies à Laval, de temps immémorial.

Les Supplians n'ignorent point cette multitude de mémoires qui ont été présentées à Votre Majesté, pour l'anéantissement des Communautés d'Arts et Métiers, et que de tous côtés on cherche à s'étayer du spécieux prétexte de la liberté du Commerce. Mais, Sire, vous n'aurez pas de peine à découvrir que c'est l'esprit d'anarchie qui a osé enfanter et produire un pareil système.

Nous ne rappellerons point, Sire, à Votre Majesté, la triste époque à laquelle on a sacrifié l'existence des Communautés à l'essai de cette pernicieuse liberté : vous en avez effacé le souvenir par un prompt rétablissement. L'expérience des siècles passés, et celle de nos jours, a démontré que les Communautés d'Arts et Métiers étoient nécessaires pour favoriser le Commerce, l'étendre, le perfectionner et entretenir cette noble émulation qui fait éclore le génie.

Une liberté indéfinie n'est propre qu'à introduire tous les abus, à favoriser la licence, à confondre toutes les classes des Citoyens, tous les talens, et dans cette confusion générale vous trouvez bientôt l'anéantissement de tous les Arts et de toutes les professions. Là où il n'y a point de règle, il ne peut régner qu'un désordre général. Un particulier, isolé au milieu d'une pareille confusion, n'ose rien entreprendre par la crainte de voir des intrus et des inconnus profiter de ses recherches.

L'homme est né sans contredit avec une aptitude commune avec ses semblables ; mais comme une étude générale d'Arts et de choses différentes cause une distraction qui empêche les progrès dans une si grande universalité d'objets, l'homme sage s'est de lui-même restreint à l'exercice du genre d'état qui lui a semblé le plus analogue à ses talens ; le Législateur, en classant les Citoyens, n'a donc fait que suivre ce que les Citoyens eux-mêmes ont formé d'après la nature. Quelle belle harmonie ne résulte-t-il pas, en effet, de l'établissement et de la conservation de tous les Ordres de l'État. Chaque Compagnie, chaque Ordre, chaque Communauté, chaque Congrégation est la représentation d'une grande famille : il y a des Chefs qui président, des études, un apprentissage, un noviciat pour préparer les sujets et développer leurs talens ; le père forme son fils. On examine les ouvrages, on fait des chefs-d'œuvres. Chaque Corps, par la police qu'il exerce sur ses membres, se purge des mauvais sujets, parce qu'il répond à l'État du bon gouvernement de sa Communauté. Une action lâche mérite l'expulsion de tout Corps bien organisé. La bravoure est le premier partage du militaire, le désintéressement celui de la robe ; mais c'est la probité qui est le premier apanage du Commerce ; et cette probité se trouveroit bientôt anéantie, si la confusion se reproduisoit jamais.

Ce qui doit, Sire, garantir notre existence, vous en trouverez le motif dans l'intérieur de votre royaume, et cet intérêt ne saurait être distrait de celui de vos sujets. Les supplians ne parlent pas seulement en faveur de leur Communauté, mais encore pour la conservation de tous les Corps de l'État, depuis ceux de la Magistrature, jusqu'à ceux des classes les plus inférieures, étant bien persuadés qu'il n'est point de Corps qui ne contribue à sa manière, et suivant ses opérations bien dirigées, au bonheur et à la prospérité d'un grand État, tel que celui de l'Empire des François.

En conservant, Sire, à chaque Communauté, ses droits, ses prérogatives, ses privilèges, vous aurez constamment la paix et la tranquillité dans votre Royaume.

Dans votre Cour, et auprès de Votre Majesté, nous admirons, Sire, le bel ordre qui règne et que vous maintenez avec une si grande sagesse : l'ordre des Princes, celui des Ministres, ne sont pas confondus avec tous les autres Corps qui ont le bonheur d'approcher votre personne de près, et de concourir à montrer à votre peuple et à toutes les nations de l'univers, la splendeur de votre trône.

Dans l'état militaire le soldat, qui exerce sur terre, n'est pas confondu avec le marin, le fantassin avec le cavalier, le dragon ou le hussard, le fourrier et le vivandier avec le sapeur. Les uns et les autres sont classés, enrégimentés ; ils ont un premier Chef, des Commandans, des Capitaines, des Lieutenans, ce sont des corps, des régiments, des compagnies, des détachements : chaque division et subdivision a ses fonctions et sa destination particulière, et de leur réunion résulte ces armées si formidables à nos ennemis, et si nécessaires même pour maintenir le bon ordre de l'État dans la paix. Il en est de même dans l'Église et dans la Robe ; tout y est classé et

distingué par ordres dont la gradation entretient l'harmonie.

Et pour quelle raison, Sire, Votre Majesté permettroit-elle, parmi votre peuple, composé de tant de millions d'individus, et qui forme le Corps même de la nation Française, l'anéantissement des Communautés et des Classes si importantes pour l'administration d'un bon gouvernement ? Chaque province, chaque district, chaque ville, forme au regard des François, ce que font les bataillons et les régimens dans les armées ; et les Communautés d'Arts et Métiers représentent dans l'État, parmi les citoyens, cette subdivision par compagnie dans le militaire.

Si, parmi les François, les Communautés étoient anéanties, on verroit donc le boulanger réunir à son état celui de charbonnier ; le cordonnier se mêler de l'état de per-ruquier ; le maréchal-ferrant celui de gazier et de fabricant ; et ainsi des autres professions les moins analogues et les plus disparates, et dans le dessein chimérique de tout réunir, tout seroit bientôt anéanti.

Quel est donc ce charme secret qui rend la France si chère à ses habitans, et si digne d'envie à tous les étrangers ? C'est cet ordre admirable, cette bonne police des différens Corps de l'État, qui tous, à leur manière, contribuent au bien général. Le François, attaché à sa famille, aux lieux qui l'ont vu naître, aime et chérit tous les membres de la Communauté à laquelle il s'est uni, d'abord par conformité de talens, ensuite de profession et de commerce ; et de-là naît en lui cette douce habitude qui l'attache par tant de nœuds, à sa ville, à sa Communauté, à sa province et au royaume. Malheur à ceux qui tentent de rompre des liens si précieux. L'homme qui n'a pas plus de droits dans une ville que dans une autre, seroit bientôt forcé de s'expatrier entièrement pour trouver peut-être, sous un autre ciel, l'avantage qu'il ne pourroit plus trouver dans la patrie.

L'établissement et la conservation des Communautés ne gênent en aucune manière la liberté publique du Commerce, et celle des particuliers, puisque chaque individu peut s'y faire admettre, en se conformant aux règles établies. Il n'est donc rien de plus sagement établi, Sire, que tous ces différens Corps et Communautés qui partagent naturellement en différentes classes tous les Citoyens, et qui leur a assigné des chefs et des inspecteurs. Vous leur devez à tous, Sire, des marques de votre puissante et bienfaisante protection. Mais il est des abus dans tous les États, et c'est pour cela que les supplians conjurent Votre Majesté d'y remédier, dans l'assemblée des États-Généraux, avec autant de promptitude que d'efficacité, et les supplians se proposent de vous exposer ce qui leur est relatif.

Tous les gens sensés conviendront sans peine, que c'est un abus que la liberté accordée aux Marchands étrangers de parcourir toutes les villes dans le temps des foires. Cette liberté est contraire aux droits des communautés établies dans chaque ville : et en effet, si les membres d'une communauté quelconque ont acquis le droit d'exercer une profession et un certain genre de Commerce, n'est-ce pas attaquer les droits de leur propriété d'admettre des étrangers pour leur enlever la majeure partie des bénéfices sur lesquels ils avaient droit de compter, et cela précisément dans le temps des foires, où le débit de la marchandise est plus considérable par l'affluence du peuple. Cet abus a pris son origine dans les foires établies pour les villages, où il n'y a point de Communautés, et de là il s'est glissé dans les villes.

Mais les Marchands étrangers ont un domicile certain, ou bien ils n'en ont point. S'ils ont un domicile, que n'y exercent-ils paisiblement leur profession, sous la protection des loix, et sous l'inspection des Magistrats de leur

territoire ? Pourquoi viennent-ils mettre ainsi leur faucille dans la moisson d'autrui.

Si ces Marchands étrangers n'ont point de domicile, ce sont alors des vagabonds, qui ne méritent à ce titre aucune protection, et la rigueur des loix doit les contraindre à devenir honnêtes-gens, à fixer leur domicile et à mériter leur admission dans les Communautés établies.

Ce qui pourroit peut-être se tolérer les jours de foires, ce seroit de permettre aux chefs et entrepreneurs des différentes manufactures d'apporter dans les villes des échantillons de leurs marchandises, afin que les Marchands et le Public, informés des modes nouvelles, et des différents objets de Commerce, pussent diriger plus facilement leurs demandes.

L'abus le plus révoltant encore est, sans contredit, celui des colporteurs de profession, qui se mêlent de toute sorte de négoce, et qui circulent sans cesse dans les villes et les campagnes ; ce sont des vagabonds à qui tout est bon ; ce sont des gens sans aveu qui dérobent dans un endroit ce dont ils font un objet de commerce ailleurs. Chevaux, chiens, linge, tabac, dentelles, bijoux, étoffes, vieux habits, meubles, tout fait partie de leur très-singulier commerce. Un cheval se trouve volé d'un côté, et des marchandises d'un autre ; et voilà un colporteur monté, qui augmente d'autant son commerce.

La classe des colporteurs est sans cesse renouvelée par les Marchands banquieroutiers, par des domestiques fugitifs, et plus encore malheureusement par les laboureurs fainéants, qui aiment mieux circuler de ville en ville, et tromper le public par le profit qu'ils font sur des marchandises dont la propriété est bien équivoque et bien suspecte en leurs mains, ou bien qui n'est que le rebut des magasins et les restes défectueux des boutiques, que de s'occuper de la culture des terres.

On doit considérer les colporteurs, en fait de commerce, contrebandiers en fait des droits du Roi. Les colporteurs sont donc, pour la plus grande partie, des voleurs domestiques, et qui contribuent sans cesse à la ruine des enfans de famille, soit en leur procurant des marchandises que l'on nomme *marchandises d'affaires*, soit en se servant de la main des enfans pour enlever toutes sortes de meubles de la maison des pères et mères. Il n'est personne qui contribue davantage à la perte des mœurs et de la religion parmi la jeunesse, que les colporteurs, qui sont toujours munis des livres les plus impies et les plus obscènes; et combien de fois les plus grands scélérats, travestis en colporteurs, n'ont-ils pas ensanglanté nos provinces par les meurtres les plus exécrables. Et combien de fois aussi les assassins les plus dangereux ne sont-ils pas soustraits aux recherches de la justice, sous l'accoutrement du colporteur. On a proscrit en France l'abus des pèlerinages, ces mêmes abus se reproduisent tous les jours sous le masque des colporteurs.

La loi permet de faire saisir les marchandises des colporteurs, lorsqu'on les surprend vendre au détail par les rues; mais les formalités que la loi exige pour ces sortes de saisies, les rendent très-difficiles, et assurent l'impunité à tous ces êtres vagabonds, dangereux à l'État, redoutables aux pères de famille, ainsi qu'à tous les habitants de la ville et de la campagne. Pour établir une saisie on exige que le Syndic ou l'Adjoint d'une Commune soit accompagné d'un Huissier et de deux Records, et qu'on trouve le Marchand forain dans le moment de la vente de ses marchandises; mais l'œil adroit et l'alerte du fraudeur trouve toujours le moment d'éviter la saisie et de se soustraire à la peine.

Si le colportage, aussi étendu, étoit prohibé, on verroit renaître la tranquillité publique; on parviendrait facile-

ment à détruire les vols domestiques, dont les colporteurs sont ou les acteurs ou les recéleurs, et on anéantiroit les fraudes en tout genre. On rendroit les bras si utiles, si précieux, si nécessaires à l'agriculture, profession actuellement trop négligée, et qui néanmoins est de première nécessité : et personne n'ignore que le grand nombre des domestiques des riches, et que la nation des colporteurs de toutes les espèces, dévastent plus les campagnes que les guerres les plus cruelles : et faute de bras, l'agriculture, ne fait que végéter.

D'après cet exposé, les supplians vont conclure, Sire, à ce qu'il plaise à Votre Majesté :

1^o Restreindre à l'avenir le privilège de fréquenter les foires des villes où il y a des Communautés établies, aux Marchands-chefs et Entrepreneurs de manufactures munis de certificats qui constateront l'état et domicile du Marchand, le lieu et la qualité de la manufacture, et qui pourront, dans les temps de foire, transporter, dans les villes, des échantillons de leurs marchandises, afin d'en faire connottre la qualité, le goût, l'espèce et le prix ; et interdire les foires aux Marchands étrangers.

2^o Abolir entièrement le colportage comme abusif et dangereux à l'État sous toutes sortes de rapports

3^o Permettre à tous Corps et Communautés, légalement établis dans le Royaume, de faire constater les contraventions aux Règlements, non-seulement par la voie de la saisie, mais encore par le rapport, l'information et l'enquête de témoins.

4^o Maintenir et garder toutes les Communautés d'Arts et Métiers, et tout Corps, duement établis dans tous les droits, privilèges et prérogatives qui leur sont attribués et qui leur sont propres.

5^o Qu'il sera réglé, fixé invariablement, et déterminé qu'à l'avenir on ne pourra plus se servir, en France, que

d'un poids, d'une mesure et d'une aune, attendu que la grande variété en ce genre, n'est propre qu'à favoriser la fraude.

6° Enfin, Votre Majesté est suppliée de veiller à la conservation et au maintien de tous les droits attachés essentiellement à sa couronne, comme étant la source de la prospérité publique et de tous les Citoyens qui forment l'Empire des François.

Et les supplians ne cesseront, Sire, d'adresser leurs vœux à Dieu par qui règnent les Rois, pour qu'il daigne accorder de longs et heureux jours à l'auguste personne de Votre Majesté.

O Dieu de Clovis, de Charlemagne et de S. Louis, protégez, le successeur et l'héritier de tant de Rois, et conservez à jamais la Couronne françoise dans la Dinastie de Louis, la plus ancienne et la plus illustre qui soit au monde.

Fait à Laval, le 25 avril 1789.

VI.

CAHIER DES DOLEANCES DE LA PAROISSE D'AVESNIÈRES.

Cette paroisse, qui avoisine les faubourgs de la ville de Laval, bien loin de jouir des avantages que devroit lui procurer cette proximité, en supporte tous les désagréments : elle est gravée sur tous les points cy-après.

1° Le sommier de la taille est resté sur le même pied quoiqu'il y ait eu, il y a plus de 30 ans, une distraction d'un 8° de la paroisse qui ait été assujéti au tarif de la ville. Cette distraction des habitants les plus aisés a fait retomber tout l'impôt sur le reste de la paroisse.

2° Sur 1886 feux que contient la paroisse, il y en a les 3/5^{es} habités par les pauvres dans les villages de Thévailles, Saint-Pierre-le-Rotier, les Bagnières, le Gué-d'Orgé et etle Bourg-Hersent. Les pauvres des paroisses voisines viennent s'y réfugier pour être plus à portée de la ville et il est de fait qu'il y a 494 personnes sur le *Seize* imposées au sel et qui sont reconnues pauvres mendiants.

3° Les propriétaires nobles et privilégiés achèvent d'écraser la paroisse en faisant valoir leurs propriétés en domaines.

4° Les 3/4 des dîmes de la paroisse passent en des mains étrangères. Cette privation ôte au curé la facilité de soulager la multitude des pauvres de la paroisse, dont le fardeau retombe sur les habitants.

5° Le génie financier a renchéri et mis le comble à l'état misérable de la paroisse en grevant des droits d'Ades nos boissons, viandes et porcs parce que nous avoisinons la ville.

6° Depuis que MM. les Intendants ont converti la corvée en argent, il en est résulté un très-grand inconvénient : les chemins sont négligés, on s'occupe à les détériorer en retirant les anciens pavés qui en faisaient la solidité et en les broyant par morceaux pour faire paroitre de l'ouvrage. Il seroit bien plus avantageux que chaque paroisse fût chargée de l'emploi de ses fonds.

La seule communication que nous ayons de la ville à nos ports de la paroisse d'Avesnières est obstruée par une fausse porte au moulin de *Belaye*, qui laisse à peine le passage aux plus petites voitures. Ce chemin, beaucoup trop étroit, a encore l'inconvénient de servir de passage à abreuver la moitié des chevaux de la ville, ce qui le rend très-dangereux aux habitants dont plusieurs ont péri et d'autres grièvement blessés. Il est très-intéressant pour le bien public et la sûreté des paroissiens que cette fausse

porte qui tombe en ruines soit incessamment abattue et le chemin élargi.

D'après ces considérations, les habitants de la paroisse d'Avesnières qui languissent sous la multiplicité des impôts du sel, — de la taille, — des aides, — don gratuit et autres taxes, dont ils supportent indument la mauvaise répartition, demandent qu'on réduise tous ces droits en un seul et unique impôt, qui soit également réparti sur tous les propriétaires de biens fonds, ecclésiastiques, nobles et roturiers.



TABLE DES MATIÈRES

DU 3^e VOLUME DU BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'INDUSTRIE DE LA MAYENNE.

	PAGES.
Réglement de la Section des Lettres, Sciences et Arts	5
I ^{re} PARTIE. — <i>Extraits des Procès-verbaux de la Section</i> <i>des Lettres, Sciences et Arts</i> (Année 1866).	
	9
II ^e PARTIE. — <i>Travaux de la Section (1866)</i>	
§ I. De la critique littéraire dans Aristophane, par M. DE- LAUNAY	45
§ II. Le voyageur François Pyrard est-il né à Laval ?..... par M. JULES LEFIZELIER	57
§ III. Malthus et son traité sur le principe de la population, par M. MARCHAL	65
§ IV. La Maison-Dieu de Monsieur Saint-Julien, à Laval, par M. LÉON MAÎTRE	81
§ V. Un épisode des guerres de la Ligue dans le Maine. La bataille de Mayenne (1590), par M. JULES LEFIZELIER	91

§ VI. Poésies, par M. Louis BARTONNIER.	105
§ VII. Vocabulaire des mots populaires et rustiques usités dans le Bas-Maine (Lettre A).	119

**III^e PARTIE. — Documents inédits relatifs à l'histoire
locale. — Cahiers des Remontrances et Doléances de 1789.**

§ I. Doléances et remontrances du Siège des Traités de Laval.	176
§ II. Doléances particulières des notaires de la ville de Laval.	179
§ III. Cahier des doléances fait et rédigé par la Commu- nauté d'Arts et Métiers de Laval.	183
§ IV. Observations des marchands de vin en gros de la ville de Laval.	190
§ V. Doléances de la Communauté des marchands merciers et drapiers de la ville de Laval	192
§ VI. Cahier des doléances de la paroisse d'Avesnières	200



